



Parole Board
of Canada

Commission des libérations
conditionnelles du Canada

RAPPORT DE SURVEILLANCE DU RENDEMENT 2010-2011



Canada

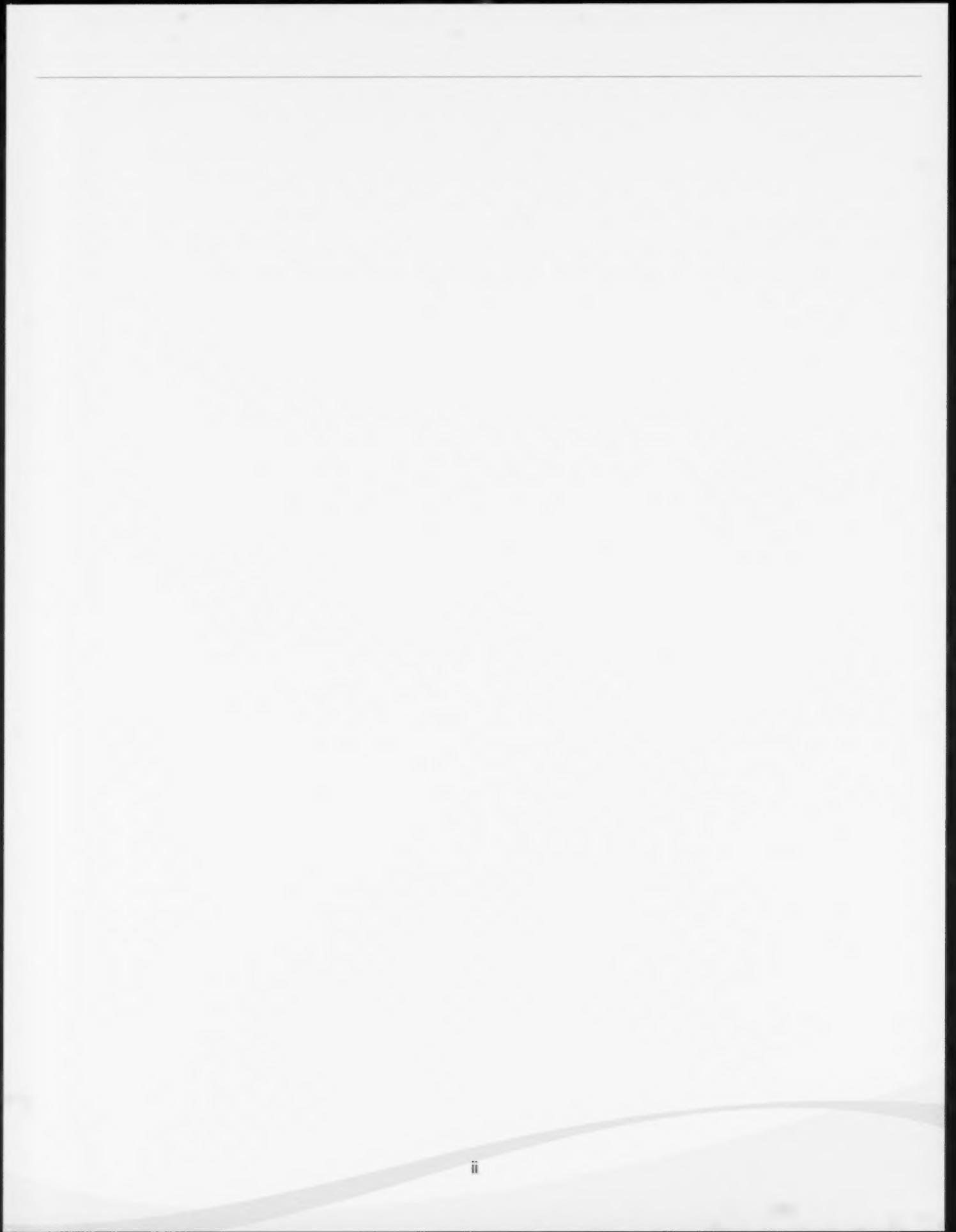


TABLE DES MATIÈRES

SIGLES UTILISÉS DANS LE RAPPORT	v
POINTS SAILLANTS DE 2010-2011	vi
INTRODUCTION	1
COUP D'ŒIL SUR LA DERNIÈRE ANNÉE	2
CONTEXTE	2
CHANGEMENTS DANS LES LOIS ET LES POLITIQUES	4
CONSÉQUENCES POUR LA COMMISSION	7
CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DU PROGRAMME	8
POPULATION DE DÉLINQUANTS	8
ADMISSIONS DE DÉLINQUANTS SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE	15
MISES EN LIBERTÉ DE DÉLINQUANTS SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE	16
DÉCISIONS SUR LA MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION	17
DÉCISIONS SUR LA MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION : TENDANCES	17
PERMISSIONS DE SORTIR	17
SEMI-LIBERTÉ	19
LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE	22
LIBÉRATION D'OFFICE	25
MAINTIEN EN INCARCÉRATION	27
SURVEILLANCE DE LONGUE DURÉE	29
APPELS	30
EXAMENS	35
DÉCISIONS SUR LA MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION : RENDEMENT	38
DURÉE DE LA PÉRIODE DE SURVEILLANCE	38
CONDAMNATIONS	40
RÉSULTATS	42
RÉADMISSIONS APRÈS L'EXPIRATION DU MANDAT	55
APPLICATION TRANSPARENTE ET RESPONSABLE DU PROCESSUS DE MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION	57
COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS AUX VICTIMES	57
OBSERVATEURS AUX AUDIENCES DE LA CLCC	58

DÉCLARATIONS DE VICTIMES AUX AUDIENCES.....	59
CONSULTATION DU REGISTRE DES DÉCISIONS	59
DÉCISIONS RELATIVES AU PARDON ET RECOMMANDATIONS CONCERNANT LA CLÉMENCE.....	60
PROGRAMME DE PARDON	60
PROGRAMME DE CLÉMENCE.....	62
SERVICES INTERNES.....	63
NIVEAUX DE RÉFÉRENCE DE LA CLCC	63
GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	64
ANNEXE.....	66

SIGLES UTILISÉS DANS LE RAPPORT

CLCC	Commission des libérations conditionnelles du Canada
ESG	Enquête sociale générale
GRC	Gendarmerie royale du Canada
LCT	libération/liberté conditionnelle totale
LO	libération/liberté d'office
PEE	procédure d'examen expéditif
PSAE	permission de sortir avec escorte
PSSE	permission de sortir sans escorte
SCC	Service correctionnel du Canada
SGD	Système de gestion des délinquant(e)s
SGILC	Système de gestion de l'information en matière de mise en liberté sous condition
SL	semi-liberté

AVIS AU LECTEUR

Les données et l'information contenues dans le rapport proviennent de diverses sources :

- Les données sur la mise en liberté sous condition ont été extraites du SGILC et du SGD.
- L'information sur les pardons et la clémence a été fournie par la Division de la clémence et des pardons.
- L'information financière nous a été communiquée par les Services financiers.
- La Division des ressources humaines a fourni l'information sur le personnel, et le Bureau du président, celle ayant trait aux commissaires.

Il peut y avoir un écart minime entre les statistiques exprimées en pourcentages dans le rapport et les nombres réels étant donné que les chiffres ont été arrondis.

POINTS SAILLANTS DE 2010-2011

14 : nombre de nouveaux projets de loi sur le crime qui ont reçu la sanction royale. Certains d'entre eux auront d'importantes répercussions sur la charge de travail de la Commission dans l'avenir

3 % : taux d'augmentation de la population de délinquants sous responsabilité fédérale (au 10 avril 2011, 14 219 délinquants étaient incarcérés et 8 644 étaient en liberté sous condition)

16 845 : nombre d'examens effectués par la Commission (15 999 de compétence fédérale et 846 de compétence provinciale)

5 265 : nombre de décisions sur la semi-liberté (4 769 de compétence fédérale et 496 de compétence provinciale)

62 % : taux d'octroi de la semi-liberté de ressort fédéral; il a diminué de 4 points de pourcentage par rapport à l'année précédente

43 % : taux d'octroi de la semi-liberté de ressort provincial; il a baissé de 4 points de pourcentage comparativement à l'année d'avant

4 260 : nombre de décisions sur la libération conditionnelle totale (3 084 de ressort fédéral et 456 de ressort provincial)

39 % : taux d'octroi de la libération conditionnelle totale de ressort fédéral; il a diminué de 2 points de pourcentage par rapport à l'année précédente

31 % : taux d'octroi de la libération conditionnelle totale de ressort provincial; il a baissé de 6 points de pourcentage en comparaison de l'année d'avant

1 757 : nombre de décisions d'assortir la libération d'office d'une assignation à résidence; il a augmenté de 7 points de pourcentage par rapport à l'année précédente

299 : nombre de délinquants dans la collectivité visés par une ordonnance de surveillance de longue durée au 10 avril 2011

89 % : taux d'achèvement de la semi-liberté de ressort fédéral; il a augmenté de 3 points de pourcentage comparativement à l'année précédente

77 % : taux d'achèvement de la liberté conditionnelle totale de ressort fédéral chez les délinquants condamnés à une peine d'une durée déterminée; il s'est accru d'un point de pourcentage en comparaison de l'année précédente

62 % : taux d'achèvement de la liberté d'office; il a augmenté d'un point de pourcentage par rapport à l'année précédente

0,1 % : taux de récidive violente chez les délinquants sous responsabilité fédérale en semi-liberté; c'est le plus bas en cinq ans

0,8 % : taux de récidive violente chez les délinquants sous responsabilité fédérale en liberté conditionnelle totale purgeant une peine d'une durée déterminée; il est légèrement supérieur à celui de l'année précédente

1,3 % : taux de récidive violente chez les délinquants en liberté d'office; il a subi une faible baisse par rapport à l'année d'avant

22 483 : nombre de contacts avec les victimes; il est légèrement supérieur à celui de l'année précédente

2 311 : nombre d'observateurs présents à des audiences (948) de la CLCC; c'est un peu plus que l'année d'avant

237 : nombre de déclarations présentées par des victimes pendant des audiences (137); il a connu une légère hausse en comparaison de l'année précédente

5 689 : nombre de décisions consignées au registre qui ont été communiquées; c'est un peu moins que l'année d'avant

12 379 : nombre de décisions sur le pardon, qui ont consisté à l'octroyer (76 % des cas), à le délivrer (22 % des cas) et à le refuser (2 % des cas)

51 : nombre de demandes de clémence en cours de traitement

INTRODUCTION

La Commission des libérations conditionnelles du Canada a quatre activités de programme : Décisions relatives à la mise en liberté sous condition, Application transparente et responsable du processus de mise en liberté sous condition, Décisions relatives au pardon et recommandations concernant la clémence, et Services internes.

Les Décisions relatives à la mise en liberté sous condition constituent, de loin, la principale activité de programme de la Commission. Cette activité comprend notamment ceci : l'examen des dossiers des délinquants et la prise de décisions judicieuses sur la mise en liberté sous condition, y compris des décisions d'appel; la prestation d'une formation poussée sur l'évaluation du risque de récidive afin d'aider les membres de la Commission à rendre de bonnes décisions; la coordination de l'exécution du programme dans l'ensemble de la Commission et en collaboration avec le Service correctionnel du Canada et d'autres partenaires clés.

L'Application transparente et responsable du processus de mise en liberté sous condition est la deuxième plus importante activité de programme. Cette activité consiste principalement à communiquer des renseignements aux victimes et à d'autres intéressés dans la collectivité, ainsi qu'à coordonner la présence de victimes et d'autres observateurs aux audiences, à aider les victimes à préparer leur déclaration et à permettre l'accès au registre des décisions.

La troisième activité de programme de la Commission, soit Décisions relatives au pardon et recommandations concernant la clémence, consiste à examiner les demandes de pardon et de clémence, à délivrer des pardons de même qu'à rendre des décisions au sujet du pardon et à faire des recommandations en matière de clémence.

Enfin, les Services internes forment une activité de programme distincte. Leur rôle est de soutenir les principales activités de la Commission en fournissant des services touchant les achats, les locaux et la gestion financière.

Depuis 2010-2011, le *Rapport de surveillance du rendement* est structuré en fonction des quatre activités de programme de la Commission¹.

En outre, le report est présenté sous une nouvelle forme plus conviviale. Nous avons regroupé dans une annexe les tableaux statistiques détaillés ayant trait aux diverses sections formant le corps du document. Des liens permettent au lecteur de consulter les tableaux pertinents et de revenir à la section de départ.

¹ Pour avoir une analyse détaillée des activités de programme par résultat stratégique, consultez le *Rapport ministériel sur le rendement*.

COUP D'ŒIL SUR LA DERNIÈRE ANNÉE

CONTEXTE

En 2010-2011, la Commission des libérations conditionnelles du Canada s'est acquittée de ses fonctions dans un environnement complexe. Elle a dû s'adapter à de nouvelles dispositions législatives dans le domaine de la justice pénale et se préparer à l'entrée en vigueur prochaine d'autres changements législatifs. Elle a également dû tenir compte du fait que la population de délinquants, qui est devenue plus diversifiée, présente des risques et des besoins croissants, pour les raisons suivantes : profil criminel différent, prévalence accrue des troubles mentaux, affiliations plus fréquentes à des gangs et antécédents de violence plus lourds.

Taux de criminalité

Les crimes déclarés par la police au Canada étaient toujours en baisse en 2010² : le taux de criminalité a diminué de 5 points de pourcentage par rapport à l'année précédente, atteignant son point le plus bas depuis les années 1970³. Des baisses observées pour les crimes contre les biens étaient à l'origine de la plus grande partie de cette diminution. Un recul a également été constaté au chapitre des crimes violents, notamment les homicides, les tentatives de meurtre, les vols qualifiés et les voies de fait.

Le taux de crimes violents a subi une diminution dans tout le pays en 2010, mais on note une hausse de certaines infractions avec violence, telles que l'agression sexuelle, le harcèlement criminel, les infractions relatives aux armes à feu et la pornographie juvénile. Les plus hauts taux d'agression sexuelle ont été enregistrés au Nunavut, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, mais il y a également eu des augmentations importantes en Alberta, en Colombie-Britannique et au Manitoba. Les infractions relatives aux armes à feu commises en Ontario, au Québec et en Alberta représentaient la majorité des infractions de cette catégorie.

Les taux de crimes non violents ont diminué au Canada, sauf que la tendance à la hausse s'est poursuivie pour ce qui est des infractions relatives aux drogues.

L'Indice de gravité de la criminalité, qui sert à mesurer la gravité des infractions, est descendu de 6 points de pourcentage en 2010. Une baisse a été observée dans la plupart des provinces et des territoires, à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, où il s'est produit une hausse. La plupart des régions métropolitaines de recensement du Canada ont signalé une diminution de la gravité des crimes; Regina, Saskatoon et Winnipeg affichaient toujours les taux les plus élevés.

L'Indice de gravité des crimes violents a fléchi de 6 points de pourcentage dans l'ensemble du pays en 2010, mais différentes tendances ont été observées au niveau régional. Les territoires sont restés les endroits les plus violents au Canada, alors que les provinces de l'Atlantique sont demeurés les lieux qui le sont le moins. Les diminutions les plus marquées de l'Indice de gravité des crimes violents ont été enregistrées au Manitoba, en Alberta et en Colombie-Britannique.

² Les statistiques sur les crimes déclarés par la police (Programme de déclaration uniforme de la criminalité) sont basées sur l'année civile.

³ Statistique Canada. Article de *Juristat. Statistiques sur les crimes déclarés par la police au Canada, 2010*, n° 85-002-X au catalogue.

Le taux de criminalité chez les jeunes et la gravité des crimes commis par des jeunes ont diminué en 2010, y compris la gravité des crimes violents. Le vol qualifié est l'un des rares crimes qui ont progressé en 2010 chez les jeunes.

Confiance du public dans le système de justice pénale

En plus de collecter des données sur les crimes auprès de la police dans le cadre du Programme de déclaration uniforme de la criminalité, le gouvernement du Canada mène l'Enquête sociale générale (ESG), qui sert à recueillir de l'information sur la victimisation autodéclarée pendant une année civile. Il ressort de l'ESG menée en 2009 que les taux de victimisation sont demeurés relativement stables par comparaison avec les résultats de celle de 2004⁴. Juste un peu plus du quart (26 %) des Canadiens âgés de plus de 15 ans ont déclaré avoir été victime d'un crime en 2009, l'infraction la plus courante étant le vol de biens personnels⁵. La proportion d'infractions violentes parmi les crimes déclarés par les victimes elles-mêmes était de 3 sur 11. Le taux de victimisation avec violence était plus élevé chez les Canadiens d'un jeune âge que chez ceux ayant un âge plus avancé.

Bien que le compte rendu de l'enquête fasse état de fluctuations dans les taux selon les divers types d'infractions, la majorité des Canadiens, soit 93 %, se sont dits satisfaits ou plutôt satisfaits de leur sécurité personnelle face au crime. Plus précisément, se sentir en sécurité voulait dire ne pas avoir peur de marcher seul le soir dans son quartier ou d'utiliser les transports en commun, notamment d'attendre l'autobus ou le train, après la tombée de la nuit. La plupart des Canadiens ont également affirmé qu'ils se sentaient en sécurité chez eux le soir.

Cependant, les taux de victimisation autodéclarée chez les Autochtones étaient encore supérieurs aux taux observés dans la population non autochtone⁶. En 2009, 37 % des Autochtones ont indiqué avoir été victimes d'un crime, comparativement à 26 % des non-Autochtones. Les agressions sexuelles représentaient environ le tiers des incidents violents, et, toutes proportions gardées, les femmes autochtones étaient trois fois plus nombreuses que les non-Autochtones à déclarer avoir été victimes de violence conjugale. Plus de 67 % des incidents violents déclarés par la population autochtone étaient liés à la consommation d'alcool ou de drogues.

L'ESG de 2009 a révélé qu'en moyenne le tiers environ des incidents violents avaient été signalés à la police.

S'il est vrai qu'en général les Canadiens étaient satisfaits de leur sécurité dans leur quartier, l'ESG de 2009 a également montré que le respect et la confiance du public envers le système de justice pénale étaient restés relativement faibles, particulièrement la confiance dans les programmes correctionnels. En ce qui touche la Commission des libérations conditionnelles du Canada, les gens étaient encore d'avis que le système avait permis la libération de personnes qui auraient dû rester incarcérées; en outre, les programmes de mise en liberté sous condition demeuraient une question controversée pour au moins le tiers des Canadiens.

⁴ Statistique Canada. *La victimisation criminelle au Canada, 2009*, n° 85-002-XPF au catalogue, vol. 30, n° 2.

⁵ La présente étude comporte des limites en ce sens que les territoires ont été exclus du résumé actuellement contenu dans *Juristat* étant donné qu'on a utilisé des techniques d'échantillonnage et une méthode d'analyse différentes pour mesurer la victimisation dans ce contexte. L'information sur les territoires sera publiée séparément en 2011.

⁶ Statistique Canada. *La victimisation avec violence chez les Autochtones dans les provinces canadiennes, 2009*, n° 85-002-X au catalogue.

CHANGEMENTS DANS LES LOIS ET LES POLITIQUES

En 2010-2011, le gouvernement du Canada a continué de remplir son engagement de favoriser une société juste et paisible en prenant des mesures énergiques pour combattre le crime, comme en témoignent son programme d'action et sa vision d'un Canada fort (*discours du Trône*, 2010). Comme l'année précédente, l'exercice 2010-2011 a été caractérisé par une série de réformes législatives dans le domaine de la justice pénale; l'accent a été mis sur la responsabilisation des délinquants, la répression plus sévère des infractions relatives aux drogues, une action ciblée contre les crimes commis à l'égard d'enfants et la modification des processus d'examen employés dans les domaines de la libération conditionnelle et du pardon.

Déjà, en 2008, le SCC avait montré que la responsabilisation des délinquants était devenue l'une de ses priorités en mettant en branle son *Programme de transformation*, lequel était principalement axé sur la recherche d'un équilibre entre les interventions correctionnelles misant sur la capacité de réadaptation des délinquants et les mesures destinées à préserver la sécurité des collectivités canadiennes. Une importance particulière était accordée aux interventions auprès des délinquants issus des Premières Nations et des délinquants métis et inuits⁷.

En 2010-2011, le Parlement du Canada a adopté les projets de loi suivants.

Projet de loi C-23A – Loi modifiant la Loi sur le casier judiciaire (Loi limitant l'admissibilité à la réhabilitation pour des crimes graves). Ce projet de loi a reçu la sanction royale et est entré en vigueur le 29 juin 2010. Il allonge la période d'inadmissibilité pour la présentation de certaines demandes de pardon (réhabilitation); ainsi, la période d'attente passe de trois à cinq ans dans le cas de certaines infractions punissables sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, et de cinq à dix ans pour certaines infractions faisant l'objet d'une poursuite par voie de mise en accusation. En outre, le projet de loi confère un plus grand pouvoir discrétionnaire à la Commission relativement au refus d'un pardon.

Projet de loi C-59 – Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (procédure d'examen expéditif) et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois (Loi sur l'abolition de la libération anticipée des criminels). Ce projet de loi a reçu la sanction royale le 23 mars 2011 et est entré en vigueur le 28 mars 2011. Ce texte à effet rétroactif modifie la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* pour supprimer la procédure d'examen expéditif et apporte des modifications corrélatives à d'autres lois.

Projet de loi S-2 – Loi modifiant le Code criminel et d'autres lois (Loi protégeant les victimes des délinquants sexuels). Ce projet de loi a reçu la sanction royale le 7 octobre 2010 et est entré en vigueur le 15 avril 2011. Il modifie le *Code criminel*, la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels* et la *Loi sur la défense nationale* en vue d'aider les services de police à prévenir les crimes de nature sexuelle et de leur permettre d'utiliser de manière proactive la banque de données nationale sur les délinquants sexuels dans leurs enquêtes.

Projet de loi C-21 – Loi modifiant le Code criminel (peines pour fraude) (Loi sur la défense des victimes de crimes en col blanc). Ce projet de loi a reçu la sanction royale le 23 mars 2011⁸. Il modifie le *Code criminel* en ce qui a trait à la fraude de manière à établir une peine minimale obligatoire lorsque la fraude commise a une valeur supérieure à un million de dollars, à créer une

⁷ Service correctionnel du Canada. *Rapport sur les plans et les priorités 2010-2011*, <http://www.tbs-sct.gc.ca/rpp/2010-2011/inst/pen/pen-fra.pdf> (consulté le 19 avril 2011).

⁸ Le projet de loi est censé entrer en vigueur à la date fixée par décret.

ordonnance discrétionnaire interdisant aux délinquants condamnés pour fraude d'exercer un pouvoir sur les biens immeubles d'autrui, à exiger que la possibilité de dédommager les victimes de fraude soit envisagée et à ajouter des circonstances aggravantes aux fins de détermination de la peine.

Projet de loi C-22 – Loi concernant la déclaration obligatoire de la pornographie juvénile sur Internet par les personnes qui fournissent des services Internet (Loi sur la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle en ligne). Ce projet de loi a reçu la sanction royale le 23 mars 2011⁹. Il oblige les personnes qui fournissent des services Internet au public à faire rapport si elles sont avisées d'une adresse Internet où pourrait se trouver de la pornographie juvénile accessible au public ou si elles ont des motifs raisonnables de croire à l'utilisation de leurs services Internet pour la perpétration d'une infraction relative à la pornographie juvénile.

Projet de loi C-30 – Loi modifiant le Code criminel (Loi donnant suite à la décision de la Cour suprême du Canada dans l'affaire R. c. Shoker). Ce projet de loi a reçu la sanction royale le 23 mars 2011¹⁰. Il modifie le *Code criminel* de manière à habiliter le tribunal à requérir d'un délinquant ou d'un défendeur qu'il fournisse des échantillons de substances corporelles à la demande d'un agent de la paix, d'un agent de probation, d'un agent de surveillance ou d'une personne désignée, ou qu'il en fournit à intervalles réguliers, afin de permettre le contrôle du respect de l'interdiction de consommer des drogues ou de l'alcool dont peut être assortie une ordonnance de probation, une ordonnance de sursis ou un engagement.

Projet de loi C-31 – Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Loi supprimant le droit des prisonniers à certaines prestations). Ce projet de loi a reçu la sanction royale et est entrée en vigueur le 15 décembre 2010. Il modifie la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* de façon à empêcher les personnes incarcérées de recevoir des prestations en vertu de cette loi, tout en maintenant le droit de leur époux ou conjoint de fait à des prestations et en évitant d'en réduire le montant prévu par cette loi.

Projet de loi C-48 – Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur la défense nationale en conséquence (Loi protégeant les Canadiens en mettant fin aux peines à rabais en cas de meurtres multiples). Ce projet de loi a reçu la sanction royale le 23 mars 2011¹¹. Il permettrait aux juges d'ordonner, dans le cas de personnes qui sont déclarées coupables de plus d'un meurtre au premier ou au deuxième degré, que les périodes d'inadmissibilité à la libération conditionnelle soient purgées consécutivement. En vertu des dispositions actuelles, les auteurs de meurtres multiples purgent les périodes d'inadmissibilité simultanément, la seule exception à cette règle étant les délinquants déclarés coupables de meurtre qui commettent un autre meurtre pendant qu'ils sont en détention.

Projet de loi S-6 – Loi modifiant le Code criminel et une autre loi (Loi renforçant la sévérité des peines d'emprisonnement pour les crimes les plus graves). Ce projet de loi a reçu la sanction royale le 23 mars 2011¹². Il modifie le *Code criminel* en ce qui touche l'admissibilité des auteurs de haute trahison ou de meurtre à la réduction du délai préalable à la libération conditionnelle par voie de révision judiciaire (abrogation de la « clause de la dernière chance »).

⁹ Le projet de loi est censé entrer en vigueur à la date fixée par décret.

¹⁰ Le projet de loi est censé entrer en vigueur à la date fixée par décret.

¹¹ Le projet de loi est censé entrer en vigueur à la date fixée par décret.

¹² Le projet de loi est censé entrer en vigueur à la date fixée par décret.

Projet de loi S-9 – Loi modifiant le Code criminel (vol d’automobile et trafic de biens criminellement obtenus) (Loi visant à contrer le vol d’automobiles et le crime contre les biens). Ce projet de loi a reçu la sanction royale le 18 novembre 2010 et est entré en vigueur le 29 avril 2011. Il modifie le *Code criminel* afin de créer des infractions liées au vol de véhicule à moteur, au fait de modifier, d’enlever ou d’oblitérer le numéro d’identification d’un tel véhicule, au trafic de biens obtenus criminellement ou de leur produit et à la possession de tels biens ou produits aux fins de trafic. De plus, il prévoit une prohibition réelle d’exportation du Canada ou d’importation au Canada de tels biens ou produits.

Projet de loi C-268 – Loi modifiant le Code criminel (peine minimale pour les infractions de traite de personnes âgées de moins de dix-huit ans). Ce projet de loi a reçu la sanction royale et est entré en vigueur le 29 juin 2010. Il modifie le *Code criminel* afin qu'il prévoie une peine d'emprisonnement minimale de cinq ans pour l'infraction de traite de personnes âgées de moins de dix-huit ans.

Projet de loi C-464 – Loi modifiant le Code criminel (motifs justifiant la détention sous garde). Ce projet de loi a reçu la sanction royale et est entré en vigueur le 15 décembre 2010. Il modifie le *Code criminel* afin qu'il prévoie que la détention d'un prévenu sous garde avant le procès/prononcé de la peine peut être justifiée lorsqu'elle est nécessaire pour la protection ou la sécurité des enfants mineurs du prévenu.

Projet de loi C-475 – Loi modifiant la Loi réglementant certaines drogues et autres substances (méthamphétamine et ecstasy). Ce projet de loi a reçu la sanction royale le 25 mars 2011¹³. Il modifie la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* afin d'interdire à une personne d'avoir en sa possession, de produire, de vendre ou d'importer toute chose sachant qu'elle sera utilisée pour la production ou le trafic de méthamphétamine ou d'ecstasy.

Projet de loi S-215 – Loi modifiant le Code criminel (attentats suicides à la bombe). Ce projet de loi a reçu la sanction royale le 15 décembre 2010¹⁴. Il modifie le *Code criminel* de façon à préciser que la définition d'« activité terroriste » comprend les attentats suicides à la bombe, aux fins de l'application de l'article 83.01 du *Code criminel*.

¹³ Le projet de loi entrera en vigueur 90 jours après la sanction royale.

¹⁴ Le projet de loi est censé entrer en vigueur à la date fixée par décret.

CONSÉQUENCES POUR LA COMMISSION

Le programme du gouvernement fédéral visant à combattre le crime et à renforcer la sécurité des Canadiens a d'importantes répercussions sur la Commission. Les projets de loi nouvellement adoptés auront une incidence immédiate ou graduelle sur la charge de travail de celle-ci.

Le projet de loi C-23A, dont le but est de limiter l'admissibilité au pardon pour des crimes graves, fera augmenter la charge de travail de la Commission durant la période de transition. Les effets se feront surtout sentir au chapitre de la procédure. S'il est vrai que ces nouvelles dispositions rendent inadmissibles au pardon (à la réhabilitation) certains des délinquants ayant commis des crimes graves, il reste que d'autres cas nécessiteront une recherche plus longue et plus poussée, car il faudra préparer une argumentation encore plus détaillée en faveur de l'octroi ou du refus du pardon.

Le projet de loi C-59 aura des conséquences importantes pour la Commission étant donné que toutes les premières demandes de libération conditionnelle devront maintenant être examinées par voie d'audience. Le projet de loi étant entré en vigueur à la fin de l'exercice 2010-2011, les répercussions devraient se produire dans les trois prochaines années.

Le projet de loi S-6 (*Loi renforçant la sévérité des peines d'emprisonnement pour les crimes les plus graves*), une fois qu'il sera en vigueur, entraînera une faible diminution du nombre d'examens en raison de l'élimination de la révision judiciaire pour les cas visés.

Les projets de loi qui prévoient des peines minimales obligatoires auront évidemment une incidence sur la charge de travail de la Commission, en particulier durant les périodes de transition, puisque les admissions supplémentaires se traduiront un jour par une augmentation du nombre d'examens.

En outre, certains projets de loi adoptés dans les années antérieures se sont répercutés sur la charge de travail de la Commission en 2010-2011. Par exemple, le projet de loi C-25, en vigueur depuis février 2010, a restreint le temps qu'un juge peut allouer pour détention sous garde avant le prononcé de la peine. Il en a résulté en 2010-2011 une hausse du nombre d'admissions de délinquants condamnés à une première peine de ressort fédéral qui doivent maintenant purger leur peine dans des établissements fédéraux au lieu d'établissements provinciaux. Cela explique partiellement la légère augmentation, durant l'année en question, du nombre d'examens effectués par la CLCC concernant des délinquants condamnés pour la première fois à une peine de ressort fédéral (ayant droit à la PEE) pour une infraction visée à l'annexe II ou non prévue aux annexes. Cependant, non seulement le projet de loi C-25 a fait augmenter le nombre d'admissions dans les établissements, mais il a allongé la durée de l'incarcération des délinquants visés.

CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DU PROGRAMME

POPULATION DE DÉLINQUANTS

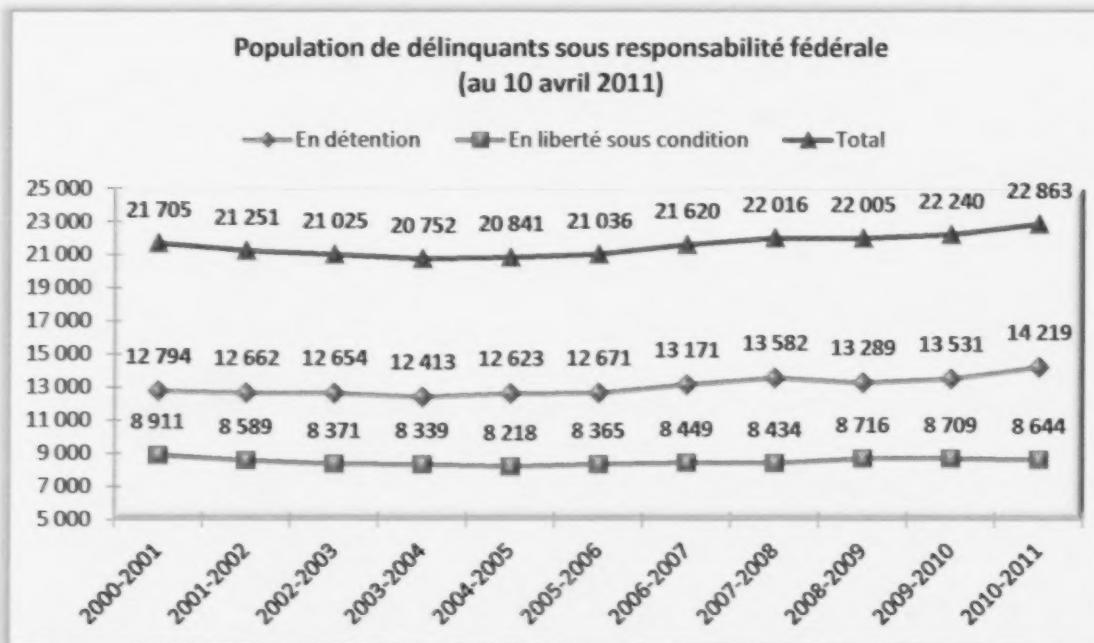
(tableaux 1 à 14)

ÉVOLUTION DE LA POPULATION DE DÉLINQUANTS

Par souci d'uniformité, la Commission des libérations conditionnelles du Canada et le Service correctionnel du Canada ont convenu de se fonder sur les définitions suivantes lorsqu'ils présentent de l'information sur la population de délinquants :

Sont inclus dans les délinquants en détention : les délinquants purgeant une peine de ressort fédéral dans des pénitenciers ou dans des établissements provinciaux, les délinquants gardés dans des centres correctionnels communautaires à titre de détenus (et non de délinquants en liberté sous condition) et les délinquants temporairement absents de l'établissement en vertu du régime de permissions de sortir ou du programme de placement à l'extérieur¹⁵.

Sont comptés parmi les délinquants en liberté sous condition : les délinquants sous responsabilité fédérale bénéficiant d'une semi-liberté, d'une liberté conditionnelle totale ou d'une liberté d'office, ou visés par une ordonnance de surveillance de longue durée, y compris les délinquants mis en liberté conditionnelle pour expulsion et les délinquants en détention temporaire, qu'ils soient incarcérés dans un pénitencier ou dans une prison provinciale¹⁶.

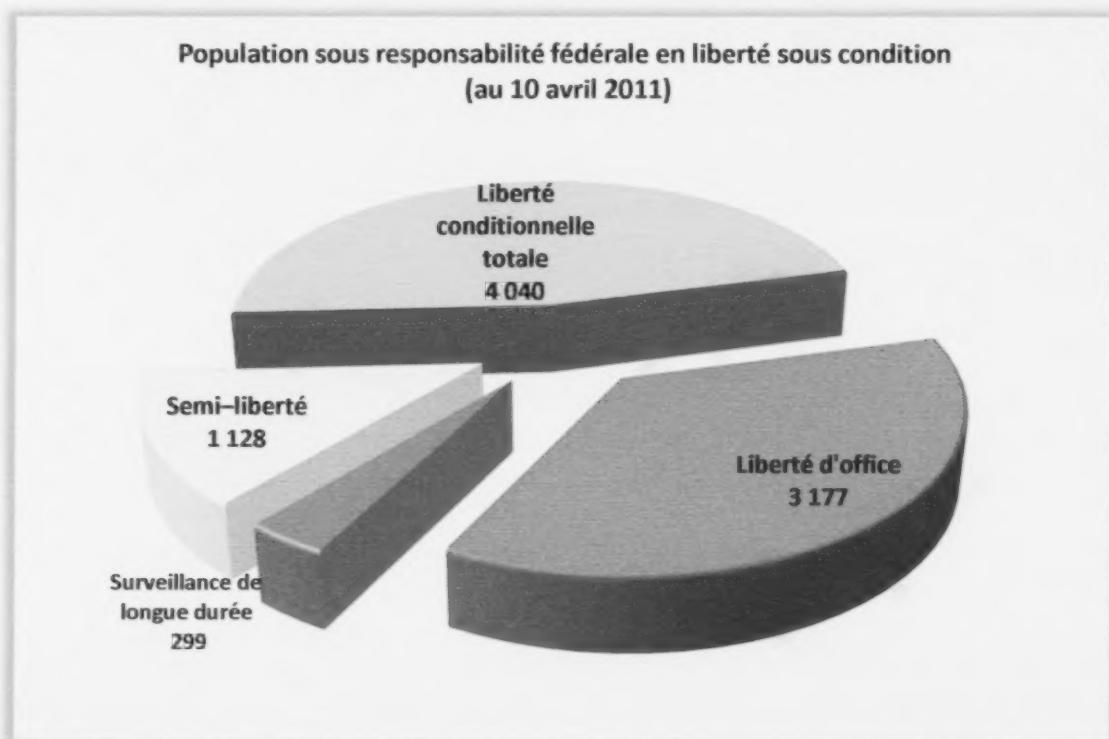


¹⁵ Ne sont pas compris dans les populations de délinquants : les évadés, les délinquants en liberté sous caution et les délinquants qui devraient être sous surveillance mais qui sont illégalement en liberté. Les tableaux figurant à l'annexe indiquent, s'il y a lieu, le nombre de délinquants non inclus dans les chiffres ayant trait à la dernière année.

¹⁶ Ne sont pas compris dans les populations de délinquants : les évadés, les délinquants en liberté sous caution et les délinquants qui devraient être sous surveillance mais qui sont illégalement en liberté. Les tableaux figurant à l'annexe indiquent, s'il y a lieu, le nombre de délinquants non inclus dans les chiffres ayant trait à la dernière année.

- Au 10 avril 2011, la population totale de délinquants sous responsabilité fédérale s'élevait à 22 863 (+3 % par rapport à l'année précédente). L'accroissement s'explique par une petite hausse du nombre de délinquants incarcérés (+688) et une baisse négligeable du nombre de ceux en liberté sous condition (-65).
- Au cours des cinq dernières années, la population totale de délinquants sous responsabilité fédérale a augmenté dans les régions de l'Ontario (+11 %), des Prairies (+7 %), de l'Atlantique (+4 %) et du Québec (+4 %), mais a diminué dans celle du Pacifique (-1 %).

Il importe de noter que la population de délinquants évolue généralement en fonction des taux de criminalité et de l'Indice de gravité de la criminalité, l'effet de ces derniers se faisant sentir environ deux ans plus tard. Bien que le taux de criminalité et l'Indice de gravité soient descendus dans les cinq dernières années, la population de délinquants s'est légèrement accrue. Cela laisse penser qu'il y avait en jeu des facteurs plus complexes qui ne peuvent être expliqués par une simple analyse des taux de criminalité. L'instauration de peines minimales obligatoires, l'allongement des peines pour certaines infractions et les répercussions de ces modifications législatives au chapitre du nombre d'admissions et de libérations sont autant d'éléments qui ont eu une incidence.

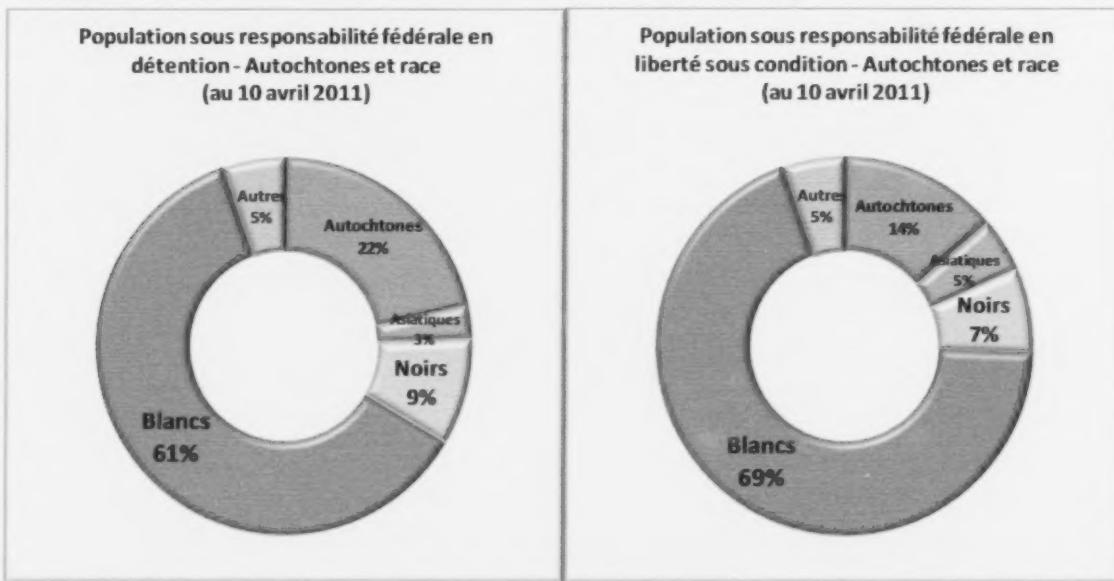


- La population de délinquants sous responsabilité fédérale en liberté sous condition a diminué de 1 % en 2010-2011 par rapport à l'année précédente. Le nombre de délinquants en semi-liberté a subi une baisse (-8 %), tout comme celui des libérés d'office (-1 %), tandis que le nombre de délinquants en liberté conditionnelle totale est monté (+1 %). On observe une hausse chez les délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée (+11 %).

- La population sous responsabilité provinciale en liberté sous condition a baissé de 19 % (ou 37 délinquants) en 2010-2011; plus précisément, on a enregistré une diminution de 9 % (ou 6 délinquants) chez les délinquants en semi-liberté et de 25 % (ou 31 délinquants) chez les délinquants en liberté conditionnelle totale.

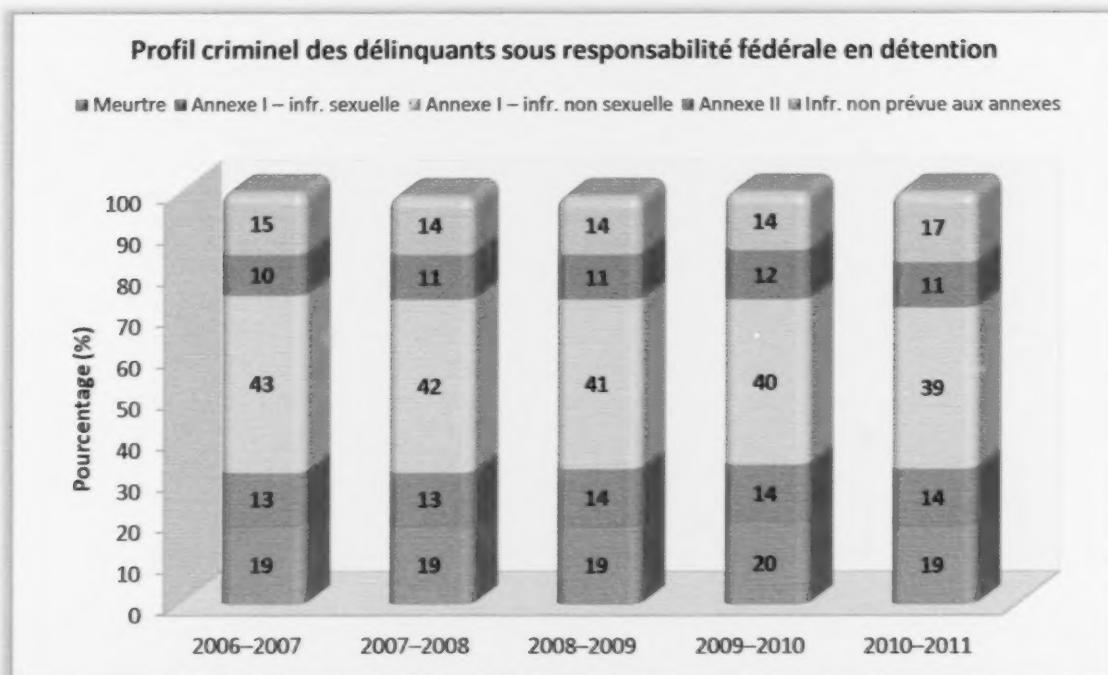
En règle générale, la population sous responsabilité fédérale en liberté sous condition varie en fonction du nombre d'admissions de délinquants sous responsabilité fédérale dans les établissements qui a été enregistré environ deux ans plus tôt. En 2010-2011, elle a connu une diminution en raison de la baisse du nombre d'admissions en 2008-2009.

- Durant la période de cinq ans allant de 2006-2007 à 2010-2011, on a constaté un léger accroissement du nombre de libérés sous condition chez les délinquants autochtones et ceux issus des autres races, excepté la race blanche. Pendant la même période, le nombre de détenus a évolué d'une manière semblable dans les divers groupes, mais l'augmentation a été plus marquée chez les Autochtones (+18 %) et les Noirs (+46 %).



- En 2010-2011, les délinquants autochtones et ceux de race noire étaient plus fortement représentés au sein de la population carcérale sous responsabilité fédérale que de la population en liberté sous condition, alors que c'était l'inverse pour les Blancs et les Asiatiques.
- Les délinquants du sexe masculin représentaient 96 % de la population carcérale sous responsabilité fédérale en 2010-2011 et 94 % de la population en liberté sous condition; en ce qui concerne les délinquantes, les proportions étaient respectivement de 4 % et de 6 %.

PROFILS DES DÉLINQUANTS SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE



- Au 10 avril 2011, 19 % des délinquants sous responsabilité fédérale en détention purgeaient une peine pour meurtre, 14 % pour une infraction sexuelle visée à l'annexe I, 39 % pour une infraction non sexuelle figurant à l'annexe I, 11 % pour une infraction mentionnée à l'annexe II et 17 % pour une infraction non prévue aux annexes.
- Les proportions que représentent les meurtriers, les délinquants sexuels et les auteurs d'une infraction visée à l'annexe II au sein de la population carcérale sont demeurées relativement stables dans les cinq dernières années, mais on note deux changements de première importance concernant les deux autres groupes :
 - 1) la proportion de délinquants purgeant une peine pour une infraction non sexuelle mentionnée à l'annexe I a diminué de 4 points de pourcentage dans les cinq dernières années;
 - 2) la proportion de délinquants condamnés pour une infraction non prévue aux annexes a augmenté de 3 points de pourcentage en 2010-2011.

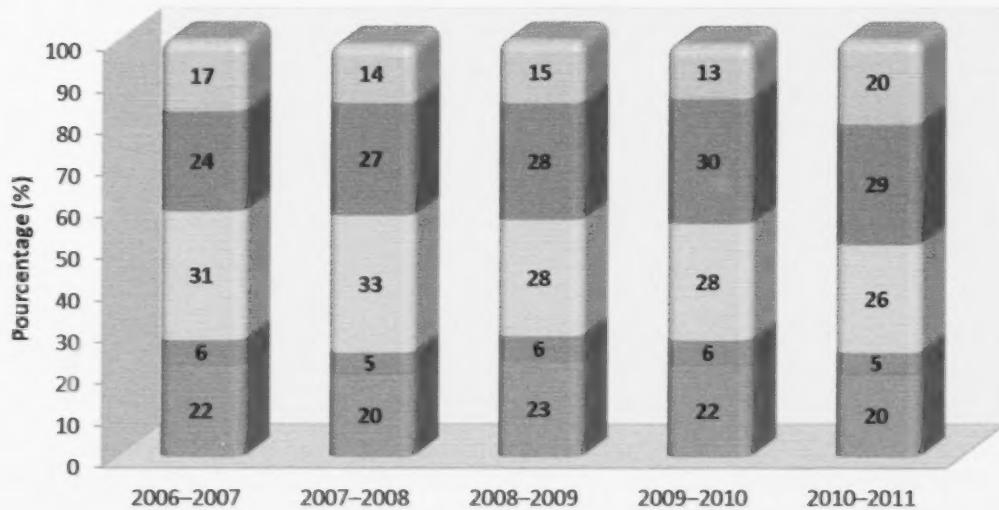
Les changements qui se sont produits dans ces deux groupes de délinquants se sont reflétés non seulement dans le profil de la population carcérale en 2010-2011, mais aussi dans celui de la population en liberté sous condition.

1) la proportion de délinquants purgeant une peine pour une infraction non sexuelle visée à l'annexe I est descendue de 2 points de pourcentage chez les délinquants sous responsabilité fédérale en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale et en liberté d'office;

2) la proportion de délinquants purgeant une peine pour une infraction non prévue aux annexes s'est accrue de 7 points de pourcentage dans la population sous responsabilité fédérale en semi-liberté, de cinq points chez les délinquants en liberté conditionnelle totale et de deux points chez les libérés d'office.

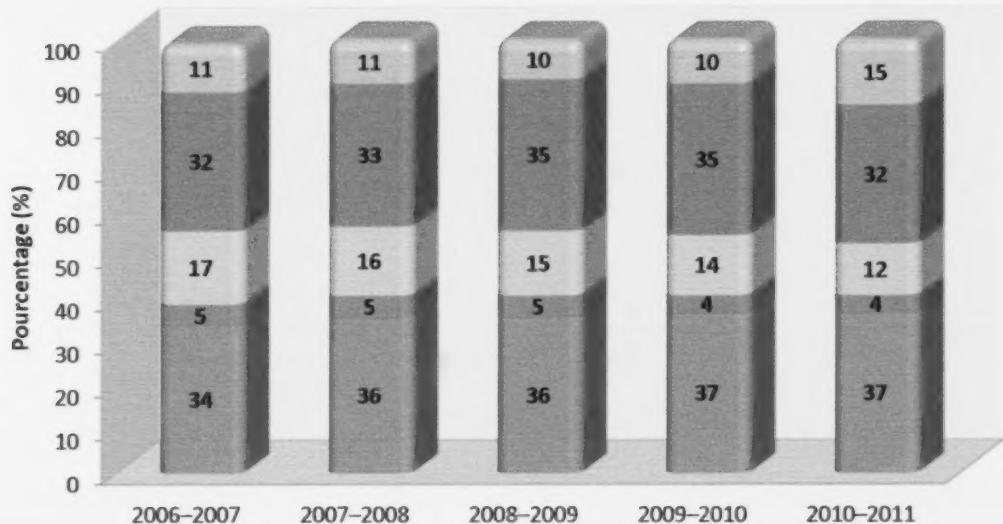
Profil criminel des délinquants sous responsabilité fédérale en semi-liberté

■ Meurtre ■ Annexe I – infr. sexuelle ■ Annexe I – infr. non sexuelle ■ Annexe II ■ Infr. non prévue aux annexes



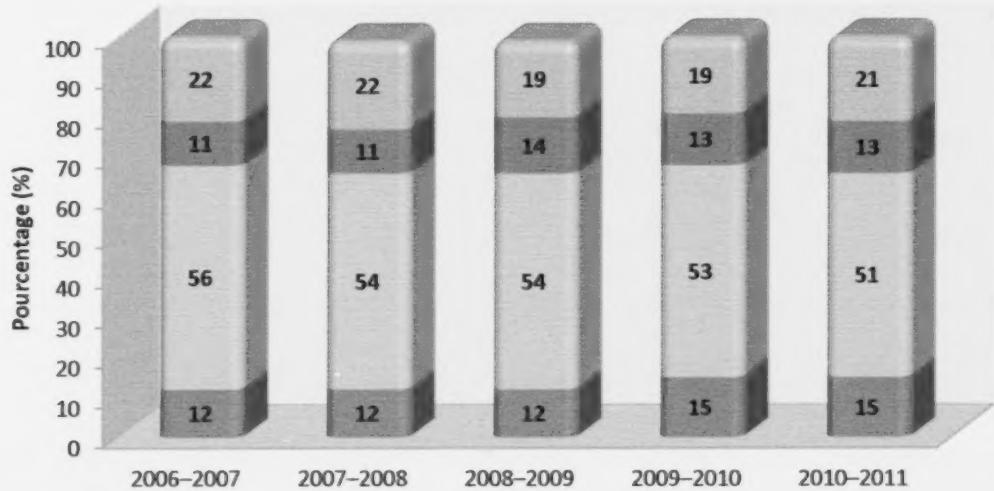
Profil criminel des délinquants sous responsabilité fédérale en liberté conditionnelle totale

■ Meurtre ■ Annexe I – infr. sexuelle ■ Annexe I – infr. non sexuelle ■ Annexe II ■ Infr. non prévue aux annexes



Profil criminel des délinquants en liberté d'office

■ Annexe I – infr. sexuelle ■ Annexe I – infr. non sexuelle ■ Annexe II ■ Infr. non prévue aux annexes



- Les proportions de meurtriers et de délinquants sexuels au sein de la population en liberté sous condition sont demeurées relativement stables durant les cinq dernières années.
- En 2010-2011, la proportion de délinquants en liberté sous condition purgeant une peine pour une infraction mentionnée à l'annexe II a diminué d'un point de pourcentage chez les délinquants en semi-liberté et de trois points chez ceux en liberté conditionnelle totale.

MINI-ANALYSE

Délinquants purgeant une peine pour une infraction non sexuelle visée à l'annexe I

La diminution en 2010-2011 de la proportion que représentent les délinquants déclarés coupables d'une infraction non sexuelle mentionnée à l'annexe I au sein de la population sous responsabilité fédérale en liberté sous condition est en partie liée au nombre d'admissions de ce type de délinquants enregistré environ deux ans auparavant.

Durant les cinq dernières années, on a observé une baisse des taux de criminalité au Canada, et plus particulièrement des taux de crimes violents, ce qui s'est traduit par une diminution du nombre de condamnations et d'admissions dans les établissements fédéraux de délinquants ayant commis une infraction non sexuelle visée à l'annexe I et, par conséquent, une baisse des proportions que représentent ces délinquants dans la population carcérale et la population en liberté sous condition.

En outre, la diminution du nombre d'admissions de délinquants de cette catégorie en vertu d'un mandat de dépôt qui s'est produite en 2007-2008 et en 2008-2009 a entraîné une baisse modérée du nombre d'examens effectués par la Commission relativement à la semi-liberté et à la libération conditionnelle totale de ces délinquants en 2010-2011. Qui plus est, le taux d'octroi de la libération conditionnelle aux délinquants de cette catégorie a diminué en 2010-2011, si bien que ceux-ci formaient une plus petite proportion de la population en semi-liberté et de celle en liberté conditionnelle totale en 2010-2011.

Délinquants purgeant une peine pour une infraction non prévue aux annexes

L'augmentation en 2010-2011 de la proportion que représentent les délinquants condamnés pour une infraction non prévue aux annexes au sein de la population sous responsabilité fédérale en liberté sous condition est en partie liée au nombre d'admissions des délinquants de cette catégorie enregistré environ six à neuf mois auparavant.

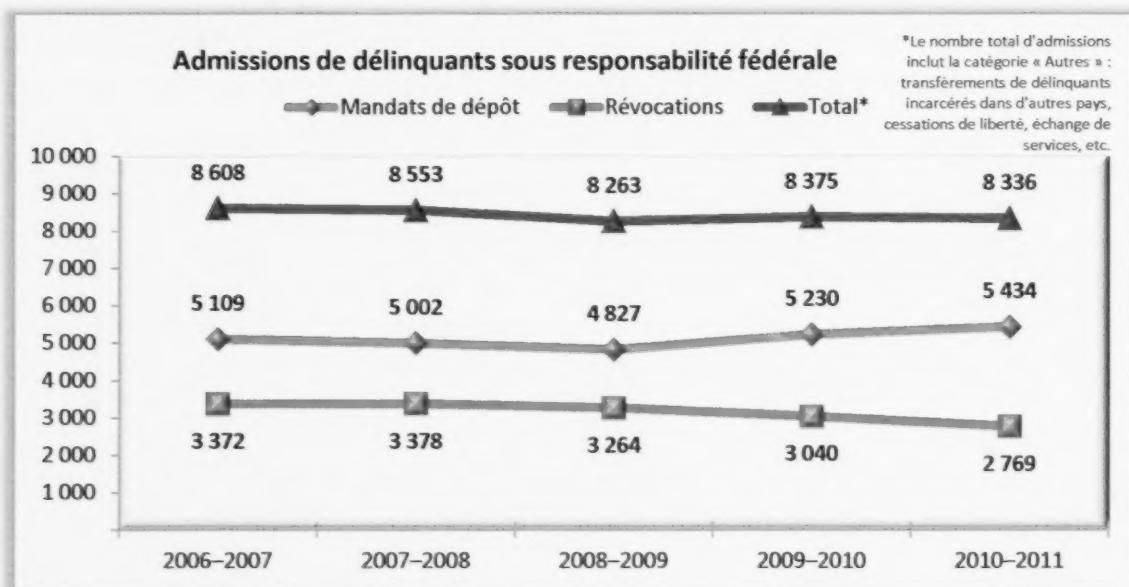
En dépit de la baisse des taux de criminalité au Canada, et en particulier des taux de crimes sans violence, on observe une hausse du nombre de condamnations de délinquants ayant commis une infraction non prévue aux annexes et du nombre d'admissions de ces délinquants dans des établissements fédéraux. Ce changement est partiellement attribué au projet de loi C-25, en vigueur depuis février 2010, qui a restreint le temps qu'un juge peut allouer pour détention sous garde avant le prononcé de la peine. En raison de ce projet de loi, une augmentation du nombre d'admissions de délinquants condamnés à une première peine de ressort fédéral pour une infraction non prévue aux annexes, qui allaient avoir droit à la PEE en 2010-2011, a entraîné une hausse importante du nombre d'examens concernant la semi-liberté et la libération conditionnelle totale des délinquants de cette catégorie par voie de PEE. Ainsi, même s'il n'y a pas eu de changements importants dans les taux de libérations octroyées, un plus grand nombre de délinquants ont obtenu la semi-liberté et la libération conditionnelle totale par voie de la PEE, de sorte que la proportion représentée par le total des délinquants ayant commis une infraction non prévue aux annexes qui étaient en semi-liberté et en liberté conditionnelle totale était nettement plus grande en 2010-2011.

Cependant, non seulement le projet de loi C-25 a fait augmenter le nombre d'admissions dans les établissements, mais il a eu pour effet d'allonger le temps passé en détention par les délinquants concernés. Cela explique aussi en partie l'augmentation de la proportion de délinquants déclarés coupables d'une infraction non prévue aux annexes qui ont été incarcérés en 2010-2011.

*La présente analyse repose sur des observations préliminaires et ne constitue pas une étude des causes et des effets. Pour établir correctement des liens de causalité, il faudrait faire une analyse plus approfondie des facteurs causaux, ce qui déborde le cadre du présent rapport.

ADMISSIONS DE DÉLINQUANTS SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE

(tableaux 15 à 20)



- En 2010-2011, le nombre total d'admissions de délinquants sous responsabilité fédérale dans les établissements a subi une baisse négligeable de 0,5 % par rapport à l'année précédente et il était de 8 336. Il y a toutefois eu une augmentation de 4 % du nombre d'admissions résultant d'un mandat de dépôt, lequel s'élevait à 5 434, mais le nombre d'admissions attribuables à une révocation a connu une diminution de 9 %, qui l'a fait descendre à 2 769.
- Comparativement à 2009-2010, le nombre d'admissions découlant d'un mandat de dépôt s'est accru dans les régions des Prairies (+11 %), du Québec (+4 %) et de l'Ontario (+4 %) tandis qu'il a diminué dans celle de l'Atlantique (-9 %). Il est demeuré relativement stable dans la région du Pacifique (-0,6 %).
- Le nombre d'admissions résultant d'une révocation a diminué dans quatre régions en 2010-2011 – Québec (-13 %), Ontario (-9 %), Prairies (-13 %) et Pacifique (-7%) – alors que ce fut l'inverse dans celle de l'Atlantique (+6 %).
- Entre 2006-2007 et 2010-2011, les délinquants autochtones étaient, toutes proportions gardées, les moins nombreux à être admis en vertu d'un mandat de dépôt initial, et les plus nombreux à être admis par suite d'une révocation, quel qu'en soit le type.
- Durant la même période, les femmes étaient, toutes proportions gardées, plus nombreuses que les hommes à être admises en raison d'un mandat de dépôt initial ou d'une révocation pour violation des conditions, et moins nombreuses à être admises par suite d'une révocation pour accusation ou pour infraction.
- Si l'on examine l'évolution du nombre d'admissions selon le type d'infraction commise par les délinquants, on observe une hausse dans deux catégories en 2010-2011, à savoir infraction non sexuelle figurant à l'annexe I (+1 %) et infraction non prévue aux annexes (+4 %). Il y a eu une diminution dans les trois autres catégories, soit meurtre (-6 %), infraction sexuelle visée à l'annexe I (-4 %) et infraction mentionnée à l'annexe II (-5 %).

MISES EN LIBERTÉ DE DÉLINQUANTS SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE
 (tableaux 21 à 33)

MISES en LIBERTÉ de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE INCARCÉRÉS dans des ÉTABLISSEMENTS										
Type de libération	2006-2007 N ^{bre}	2006-2007 %	2007-2008 N ^{bre}	2007-2008 %	2008-2009 N ^{bre}	2008-2009 %	2009-2010 N ^{bre}	2009-2010 %	2010-2011 N ^{bre}	2010-2011 %
Semi-liberté	2 242	28	2 284	28	2 132	25	2 136	26	2 057	27
Libération cond. totale	170	2	158	2	221	3	175	2	150	2
Libération d'office	5 249	65	5 485	66	5 764	68	5 552	68	5 092	67
Expiration du mandat	231	3	214	3	203	2	210	3	210	3
Expiration du mandat (surv. de longue durée)	32	0	43	1	36	0	33	0	39	1
Autres*	103	1	85	1	119	1	98	1	96	1
Total des libérations	8 027		8 269		8 475		8 204		7 644	
Total des délinquants	7 339		7 522		7 698		7 503		7 066	

*La catégorie « Autres » comprend les décès, les transférements dans des établissements d'autres pays, etc.

- En 2010-2011, le nombre de mises en liberté de délinquants sous responsabilité fédérale encore incarcérés a subi une baisse de 7 %, qui l'a fait descendre à 7 644. C'était la deuxième année de suite qu'il se produisait une diminution.
- En 2010-2011, il y a eu moins de délinquants sous responsabilité fédérale encore incarcérés qui ont été mis en semi-liberté (-4 %), en liberté conditionnelle totale (-14 %) ou en liberté d'office (-8 %), mais il n'y a pas eu de changement pour ce qui est des libérations à l'expiration du mandat. Le nombre de mises en liberté de délinquants visés par une ordonnance de surveillance de longue durée a augmenté de 6.
- Le nombre de mises en liberté de délinquants sous responsabilité fédérale encore incarcérés est demeuré relativement stable dans la région du Québec (-0,6 %) en 2010-2011 alors qu'il a diminué partout ailleurs : Atlantique (-2 %), Ontario (-7 %), Prairies (-8 %) et Pacifique (-18 %).
- Le nombre de délinquants qui sont passés de la semi-liberté à la liberté conditionnelle totale a augmenté un peu en 2010-2011 (+6 %), et le nombre de délinquants qui sont passés de la semi-liberté à la liberté d'office a subi une baisse (-2 %).
- Si l'on fait une comparaison entre les divers groupes de délinquants pendant les cinq dernières années, on constate que c'est chez les Autochtones que la probabilité de mise en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale et en liberté d'office a été la plus faible, et chez les Autochtones et les Noirs que la probabilité de libération à l'expiration du mandat a été la plus élevée.

DÉCISIONS SUR LA MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION

DÉCISIONS SUR LA MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION : TENDANCES

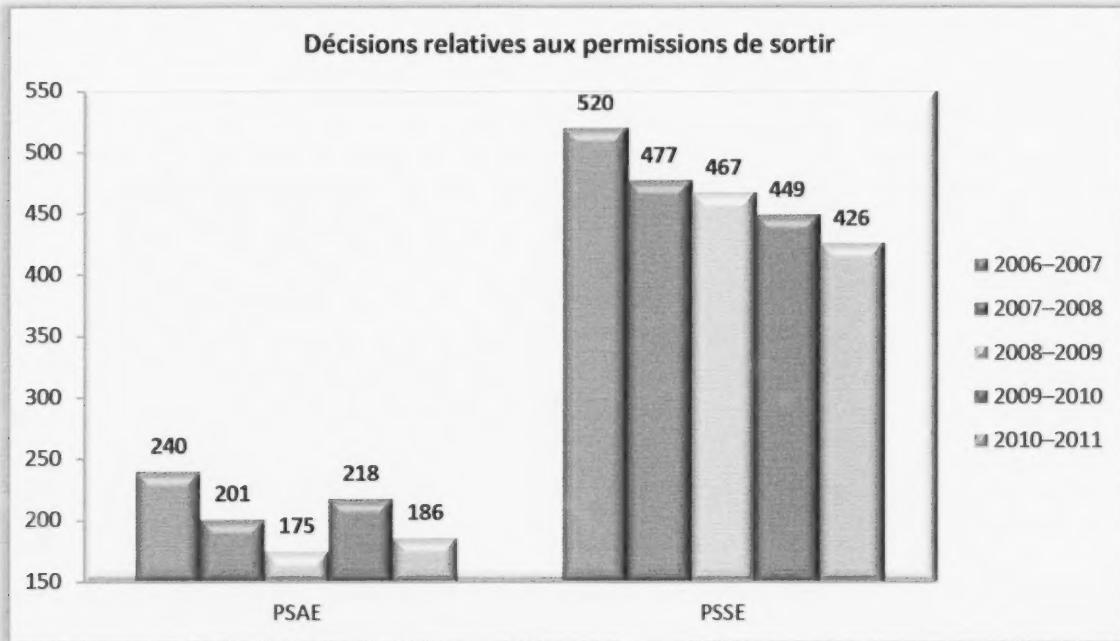
La présente section fournit de l'information sur les domaines opérationnels suivants de la Commission : 1) permissions de sortir; 2) semi-liberté; 3) libération conditionnelle totale; 4) libération d'office; 5) maintien en incarcération; 6) surveillance de longue durée; 7) appels.

La section renferme également un résumé des données sur les examens effectués par la Commission.

PERMISSIONS DE SORTIR

(tableaux 34 à 38)

Les permissions de sortir sont utilisées à plusieurs fins, notamment pour des raisons médicales et de compassion et en vue du perfectionnement personnel des délinquants lié à leur réadaptation. Aux termes de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, la Commission des libérations conditionnelles du Canada est habilitée à accorder des permissions de sortir sans escorte (PSSE) aux délinquants qui purgent une peine d'emprisonnement à perpétuité pour meurtre, une peine d'une durée indéterminée, ou une peine d'une durée déterminée pour une infraction visée à l'annexe I ou II. Toutes les autres PSSE et la plupart des permissions de sortir avec escorte (PSAE) relèvent de la compétence du SCC. La Loi autorise également la Commission à déléguer ses pouvoirs en matière de PSSE au commissaire du SCC ou aux directeurs d'établissement. C'est ce qu'elle a fait pour les demandes de PSSE venant de délinquants ayant commis une infraction mentionnée aux annexes, sauf si l'infraction perpétrée figure à l'annexe I et qu'elle a causé un dommage grave à la victime ou qu'elle est une infraction d'ordre sexuel commise à l'égard d'un enfant. En outre, il faut obtenir l'approbation de la Commission avant d'accorder une PSAE à un délinquant condamné à l'emprisonnement à perpétuité qui n'est pas encore admissible à la semi-liberté, à moins que le délinquant doive sortir sous escorte pour des raisons médicales ou pour les besoins d'une procédure judiciaire ou d'une enquête du coroner.



- La Commission a rendu des décisions à l’égard de 612 demandes de permission de sortir en 2010-2011; c’est 8 % de moins que durant l’année précédente. Il y a eu une diminution dans trois régions – Québec (-65), Ontario (-11) et Pacifique (-9) – tandis qu’une hausse a été enregistrée dans les régions des Prairies (+46) et de l’Atlantique (+4).
- En 2010-2011, le taux national d’approbation des PSAE est resté à 87 % comme l’année précédente. Le taux d’octroi des PSSE est descendu de 3 points de pourcentage, se situant à 77 %; cela correspond à sa variation normale dans les cinq dernières années (entre 77 % et 80 %).
- Chez les délinquants autochtones, les taux moyens d’approbation des PSAE et d’octroi des PSSE sur cinq ans ont été inférieurs aux moyennes nationales en 2010-2011, alors qu’ils ont été légèrement supérieurs à ces moyennes chez les Blancs¹⁷.
- Si l’on examine les données selon le type de peine purgée par les délinquants, on constate chez les condamnés à perpétuité que le taux moyen d’approbation/d’octroi sur cinq ans a été de 89 % pour ce qui est des PSAE et de 81 % en ce qui touche les PSSE. On remarque cependant une légère baisse du taux d’octroi des PSSE dans cette catégorie de délinquants en 2010-2011.

¹⁷ Les taux d’approbation des PSAE et d’octroi des PSSE se rapportant aux délinquants asiatiques et de race noire ne sont pas indiqués, car le nombre réel de décisions relatives à ces groupes est très faible. Pour avoir des détails, consultez l’annexe.

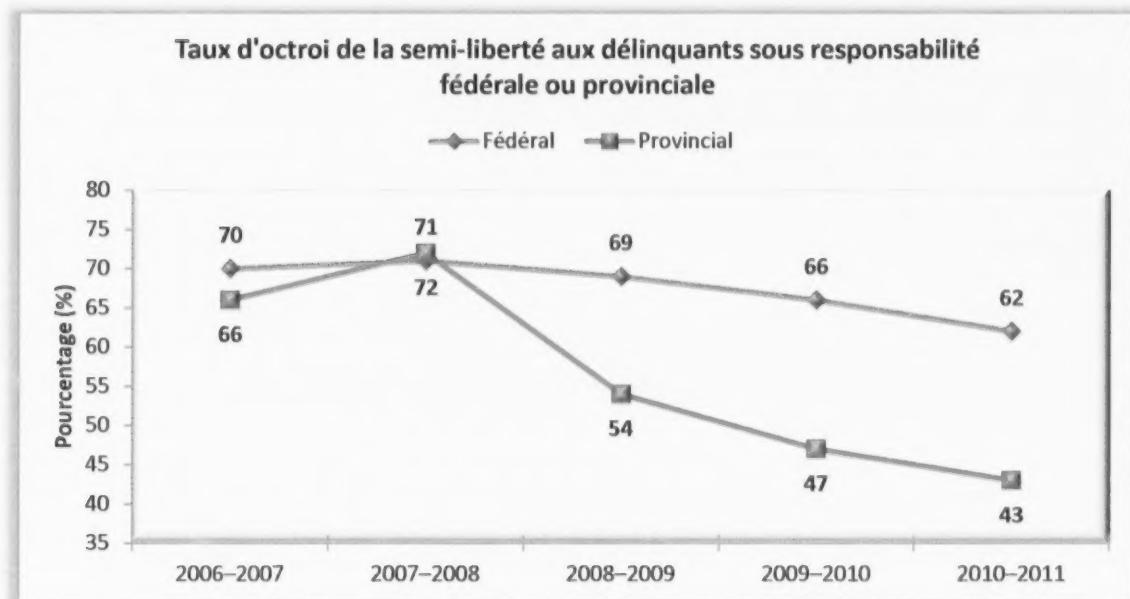
SEMI-LIBERTÉ (tableaux 39 à 52)

La semi-liberté est un type de liberté sous condition qui permet au délinquant de participer à des activités dans la collectivité afin de se préparer à la libération conditionnelle totale ou à la libération d'office. Le délinquant est tenu de rentrer chaque soir dans un établissement ou une maison de transition, à moins que la Commission l'autorise à faire autrement.

Dans la présente section, le nombre d'octrois de la semi-liberté inclut non seulement les semi-libertés ordonnées ou accordées, mais aussi les semi-libertés prolongées. La prolongation de la semi-liberté vise à donner plus de temps au délinquant pour se préparer à la libération conditionnelle totale. Il convient de noter que la Commission fait toujours une évaluation du risque avant de décider s'il y a lieu ou non d'accorder/ordonner la semi-liberté ou de la prolonger.

La population de délinquants en semi-liberté a sensiblement changé à la suite de l'entrée en vigueur, le 3 juillet 1997, du projet de loi C-55, qui a réinstauré l'examen automatique des cas en vue d'une mise en semi-liberté et l'admissibilité à la semi-liberté au sixième de la peine lorsque le délinquant a droit à la procédure d'examen expéditif (PEE). Le 28 mars 2011, le projet de loi C-59 a supprimé la PEE.

- Le nombre de décisions sur la mise en semi-liberté de délinquants sous responsabilité fédérale est monté à 4 769 (+4 %) en 2010-2011, et celui des décisions sur la mise en semi-liberté de délinquants relevant des autorités provinciales à 496 (+3 %).
- En 2010-2011, il s'est produit une augmentation des décisions sur la mise en semi-liberté de ressort fédéral dans quatre régions : Atlantique (+5 %), Québec (+3 %), Ontario (+9 %) et Prairies (+4 %). Une diminution a été observée dans la région du Pacifique (-5 %).
- Le nombre de décisions sur la mise en semi-liberté de ressort fédéral qui ont été prises à l'issue d'une audience tenue avec l'aide d'un conseiller culturel autochtone a grimpé à 306 (+31 %) alors qu'il était de 234 l'année précédente, son plus bas niveau des cinq dernières années.
- En 2010-2011, la proportion de la peine qui est purgée en moyenne par les délinquants sous responsabilité fédérale condamnés à une peine d'une durée déterminée avant leur première mise en semi-liberté est descendue à 31 %, ce qui représente une baisse de 2 points de pourcentage par rapport à l'année précédente.
- Durant les cinq dernières années, la partie de la peine purgée avant la première mise en semi-liberté a été plus courte chez les délinquants condamnés pour une infraction mentionnée à l'annexe II (environ 24 %) que dans n'importe quelle autre catégorie de délinquants sous responsabilité fédérale, et c'est chez les délinquants sexuels qu'elle a été la plus longue (45 %).
- En 2010-2011, les délinquants autochtones ont purgé 37 % de leur peine avant d'obtenir leur première mise en semi-liberté, ce qui représente la plus longue proportion parmi les divers groupes de délinquants sous responsabilité fédérale, alors que la plus petite proportion, soit 25 %, a été enregistrée chez les Asiatiques.
- Pendant les cinq dernières années, les délinquants sous responsabilité fédérale du sexe masculin ont purgé 32 % de leur peine avant leur première mise en semi-liberté, comparativement à 29 % pour les femmes.



- En 2010-2011, les taux d'octroi de la semi-liberté aux délinquants sous responsabilité fédérale et à ceux sous responsabilité provinciale ont encore une fois diminué par rapport aux taux de l'année précédente. Ils sont respectivement descendus à 62 % (-4 %) et à 43 % (-4 %)¹⁸.
- En 2010-2011, la plus forte diminution du taux d'octroi de la semi-liberté aux délinquants sous responsabilité fédérale s'est produite dans la région de l'Ontario (-7 %); venaient ensuite les régions du Québec (-5 %), de l'Atlantique (-4 %) et des Prairies (-3 %). On note une hausse dans la région du Pacifique (+1 %).
- Si l'on examine le taux d'octroi de la semi-liberté selon le type d'infraction commise par les délinquants sous responsabilité fédérale, on constate une baisse dans toutes les catégories en 2010-2011 : meurtre (-3 %), infraction sexuelle mentionnée à l'annexe I (-9 %), infraction non sexuelle figurant à l'annexe I (-5 %), infraction visée à l'annexe II (-3 %) et infraction non prévue aux annexes (-3 %).
- En 2010-2011, les délinquants condamnés à une peine d'une durée déterminée représentaient 81 % des délinquants sous responsabilité fédérale ayant fait l'objet d'un examen en vue d'une mise en semi-liberté; le taux d'octroi pour ces délinquants était de 62 % (-4 %). Les condamnés à perpétuité représentaient 18 % des délinquants soumis à un tel examen; le taux d'octroi se situait à 80 % (-1%). Quant aux délinquants purgeant une peine d'une durée indéterminée autre que l'emprisonnement à perpétuité, ils représentaient 1 % des délinquants soumis à un examen, et 7 % (-4 %) se sont vu accorder la semi-liberté.
- Une comparaison entre les divers groupes de délinquants sous responsabilité fédérale pendant les cinq dernières années montre que c'est chez les Asiatiques que la probabilité d'obtenir une semi-liberté était la plus forte et chez les Noirs qu'on trouvait le plus faible taux d'octroi.

¹⁸ Les nombres concernant la semi-liberté de ressort provincial sont trop petits pour être décrits plus en détail. Ils peuvent être consultés à l'annexe.

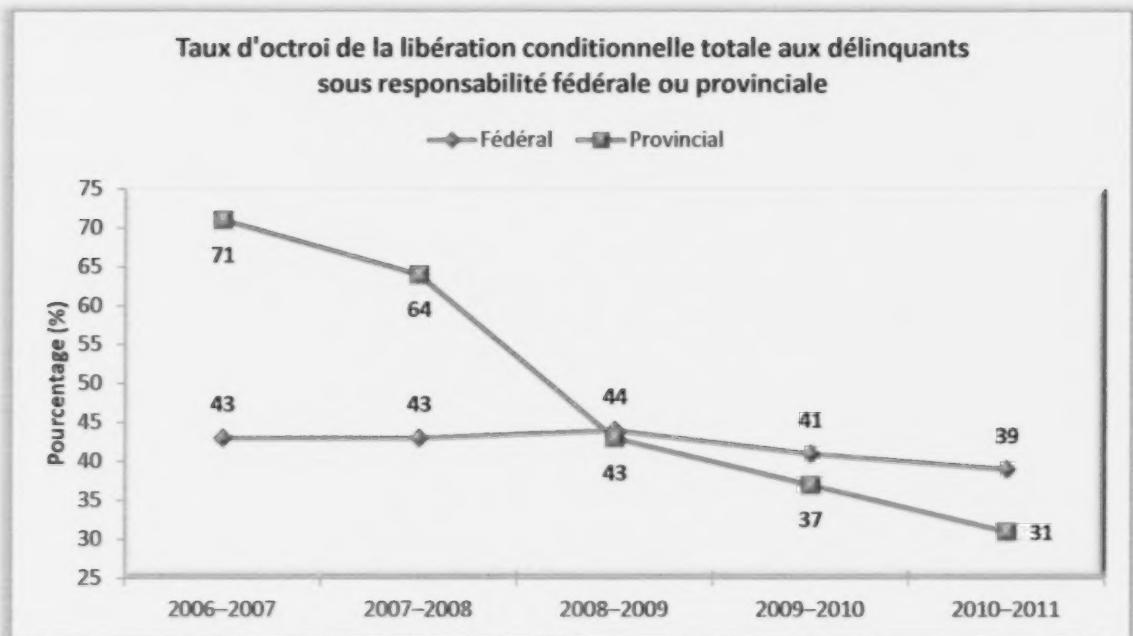
- La probabilité d'obtenir la semi-liberté était beaucoup plus grande chez les femmes délinquantes sous responsabilité fédérale que chez les hommes.
- Le taux national d'octroi de la semi-liberté par voie de PEE est descendu à 61 % (-3 % par rapport à l'année précédente), et le taux d'octroi au terme de la procédure ordinaire est descendu à 63 % (-5 %). La proportion des décisions sur la semi-liberté de ressort fédéral qui ont été rendues à l'issue de la PEE s'élevait à 41 % en 2010-2011.

LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE

(tableaux 53 à 70)

La libération conditionnelle totale est un type de mise en liberté sous condition qui permet au délinquant de purger le reste de sa peine sous surveillance dans la collectivité.

- Le nombre de décisions ayant trait à la libération conditionnelle totale de délinquants sous responsabilité fédérale est monté à 3 804 (+4 %) en 2010-2011 alors que le nombre de décisions sur la libération conditionnelle totale de délinquants relevant des autorités provinciales est descendu à 456 (-5 %).
- Dans quatre régions on a observé une augmentation du nombre de décisions sur la libération conditionnelle totale de ressort fédéral : Prairies (+8 %), Québec (+7 %), Ontario (+7 %) et Atlantique (+2 %). Il y a eu une baisse dans la région du Pacifique (-15 %).
- Le nombre de décisions relatives à la libération conditionnelle totale de délinquants sous responsabilité fédérale qui ont été rendues à l'issue d'une audience tenue avec l'aide d'un conseiller culturel autochtone est monté à 233 (+37 %).
- Entre 2006-2007 et 2010-2011, les délinquants sous responsabilité fédérale condamnés à une peine d'une durée déterminée ont purgé en moyenne 38 % de celle-ci avant leur première libération conditionnelle totale. La proportion purgée a été de 48 % chez les délinquants ayant commis une infraction sexuelle ou non sexuelle visée à l'annexe I, de 35 % chez les délinquants déclarés coupables d'une infraction figurant à l'annexe II et de 36 % chez les délinquants condamnés pour une infraction non prévue aux annexes.
- Au cours de la même période, soit entre 2006-2007 et 2010-2011, les délinquants autochtones sous responsabilité fédérale ont purgé 41 % de leur peine avant d'obtenir leur première libération conditionnelle totale; le taux est stable depuis cinq ans. Les délinquants de race blanche ont purgé 39 % de leur peine avant leur première libération conditionnelle totale, les Asiatiques 35 % et les Noirs 37 %.
- Un examen des données sur les délinquants sous responsabilité fédérale selon le sexe indique que la proportion de la peine purgée en moyenne sur une période de cinq ans (entre 2006-2007 et 2010-2011) avant l'obtention de la première libération conditionnelle totale a été de 38 % chez les hommes et de 37 % chez les femmes.



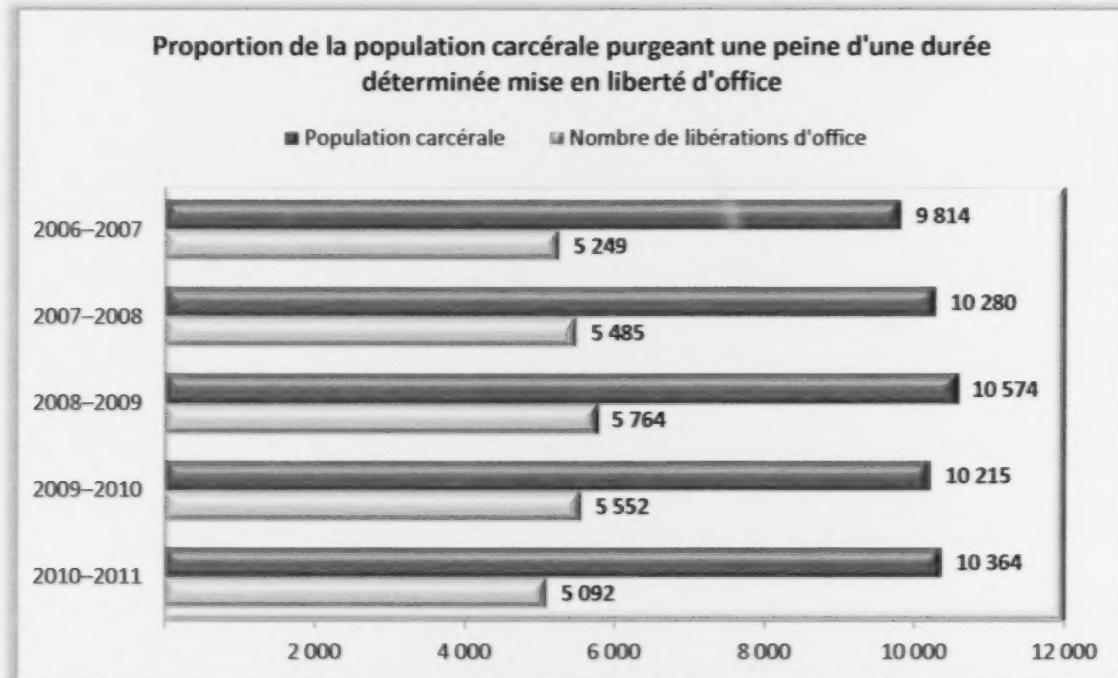
- Durant les cinq dernières années, le taux d'octroi de la libération conditionnelle totale a diminué tant chez les délinquants sous responsabilité fédérale que chez ceux relevant des autorités provinciales. En 2010-2011, il est descendu de 2 points de pourcentage dans le premier groupe et se situait à 39 %, et il a baissé de 6 points de pourcentage dans le second groupe et se situait à 31 %.
- En 2010-2011, le plus bas taux d'octroi de la libération conditionnelle totale de ressort fédéral (15 %) a été enregistré chez les délinquants sexuels et le plus haut (64 %) chez les délinquants purgeant une peine pour une infraction visée à l'annexe II.
- Si l'on examine les données selon le type de peine exécutée, on voit que, entre 2006-2007 et 2010-2011, les délinquants purgeant une peine d'une durée déterminée ont fait l'objet de 94 % des décisions ayant consisté à accorder ou à ordonner la libération conditionnelle totale. Les condamnés à perpétuité, pour leur part, ont fait l'objet de 6 % des octrois de la libération conditionnelle totale. Seulement 5 délinquants condamnés à une peine d'une durée indéterminée autre que l'emprisonnement à perpétuité se sont vu accorder la libération conditionnelle totale.
- Entre 2006-2007 et 2010-2011, le plus haut taux d'octroi moyen de la libération conditionnelle totale, qu'elle ait été de ressort fédéral ou provincial, a été observé chez les délinquants asiatiques. Quant au taux d'octroi le plus faible, il a été enregistré chez les délinquants autochtones quand il s'agissait de la libération conditionnelle totale de compétence fédérale, et chez les Noirs lorsqu'elle était de ressort provincial.
- Le taux d'octroi de la libération conditionnelle totale a été sensiblement plus élevé chez les femmes que chez les hommes en 2010-2011, que les délinquants aient été sous responsabilité fédérale ou provinciale.

- Le taux national d'octroi de la libération conditionnelle totale au terme de la PEE a été de 99 % en 2010-2011, comme l'année précédente, alors que le taux d'octroi à l'issue de la procédure ordinaire a diminué d'un point de pourcentage, se situant à 17 %. Les décisions sur la libération conditionnelle totale prises à l'issuc de la PEE représentaient 34 % de l'ensemble des décisions sur ce type de libération qui ont été rendues en 2010-2011.
- Le nombre d'assignations à résidence imposées avant la libération totale aux délinquants sous responsabilité fédérale n'a guère changé (180 en 2010-2011 comparativement à 184 en 2009-2010); par contre, le nombre d'assignations à résidence imposées après la libération a connu une hausse de 20 qui l'a porté à 63, et le nombre d'assignations à résidence prolongées s'est accru de 8, ce qui l'a fait passer à 38.
- En 2010-2011, 63 % des assignations à résidence imposées à des délinquants sous responsabilité fédérale avant leur libération conditionnelle totale l'ont été dans la région du Québec; venaient ensuite les régions de l'Ontario (16 %), du Pacifique (12 %), de l'Atlantique (8 %) et des Prairies (1 %). C'est aussi au Québec qu'on trouvait la plus forte proportion d'assignations à résidence imposées après la libération conditionnelle totale (70 %).

LIBÉRATION D'OFFICE

(tableaux 71 à 79)

Tous les délinquants sous responsabilité fédérale condamnés à une peine d'une durée déterminée ont droit à la libération d'office après avoir purgé les deux tiers de leur peine, à moins qu'on détermine qu'ils commettent vraisemblablement, avant l'expiration de leur mandat, une infraction causant la mort ou un dommage grave à une autre personne, une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant ou une infraction grave en matière de drogue. Les délinquants purgeant une peine d'une durée indéterminée n'ont pas droit à la libération d'office.



- En 2010-2011, il y a eu une diminution du nombre de détenus purgeant une peine d'une durée déterminée qui ont été libérés d'office, et leur proportion par rapport à l'ensemble de la population carcérale a également subi une baisse (-5 %), qui l'a fait descendre à 49 %.

MINI-ANALYSE

La diminution en 2010-2011 de la proportion des délinquants sous responsabilité fédérale condamnés à une peine d'une durée déterminée qui ont été mis en liberté d'office peut s'expliquer par la baisse de leur nombre comparativement à l'année précédente, mais également par le fait qu'un nombre légèrement supérieur de délinquants purgeant ce type de peine ont été incarcérés ou sont demeurés incarcérés sans atteindre leur date d'admissibilité à la libération conditionnelle ou la date prévue pour leur libération d'office.

Le nombre de délinquants purgeant une peine d'une durée déterminée qui ont été libérés d'office en 2010-2011 a diminué en raison de la baisse du nombre d'admissions de ressort fédéral deux ou trois ans auparavant. De plus, le nombre d'admissions en vertu d'un mandat de dépôt s'est légèrement accru en 2009-2010 pour tous les types d'infractions, ce qui a fait monter le nombre de délinquants purgeant une peine d'une durée déterminée qui ont été incarcérés et/ou sont demeurés incarcérés en 2010-2011 et n'ont pas encore atteint leur date d'admissibilité à la libération conditionnelle ou la date prévue pour leur libération d'office.

- Pendant les cinq dernières années, c'est dans la région des Prairies qu'on trouvait la plus grande proportion de la population carcérale sous responsabilité fédérale mise en liberté d'office (59 %) et au Québec qu'il y avait la plus faible (49 %).
- Si l'on examine les proportions de libérations d'office chez les délinquants sous responsabilité fédérale en 2010-2011 en fonction du type d'infraction perpétrée, on constate une légère diminution chez les délinquants sexuels (-1 %) et ceux qui ont été condamnés pour une infraction non sexuelle mentionnée à l'annexe I (-3 %); dans ces catégories, les délinquants mis en liberté d'office représentaient des proportions respectives de 29 % et de 49 %. La baisse a été plus importante chez les délinquants purgeant une peine pour une infraction non prévue aux annexes (-12 %) ou une infraction figurant à l'annexe II (-8 %); les libérés d'office y formaient respectivement des proportions de 72 % et de 43 %.
- Dans les cinq dernières années, la probabilité d'être mis en liberté d'office était plus grande chez les Autochtones que dans n'importe quel autre groupe de délinquants, et c'est chez les Asiatiques qu'elle était la plus faible. On notera que c'est l'inverse de ce qui a été observé dans le cas de la mise en semi-liberté et en liberté conditionnelle totale; la probabilité que l'une ou l'autre de ces formes de libération soit accordée ou ordonnée était plus forte chez les délinquants asiatiques que chez les autres, alors que les Autochtones figuraient parmi les délinquants les moins susceptibles d'obtenir un type ou l'autre de mise en liberté.
- La proportion de délinquants du sexe masculin purgeant une peine d'une durée déterminée qui ont été mis en liberté d'office en 2010-2011 a diminué de 5 points de pourcentage, passant de 54 % à 49 %. La proportion de libérations d'office est demeurée relativement stable chez les femmes, se situant à 55 %.
- Le nombre d'assignations à résidence que la Commission a imposées à des libérés d'office ou qu'elle a prolongées s'est accru de 7 % en 2010-2011 (ce qui l'a porté à 1 757), après avoir subi une diminution en 2009-2010.
- En 2010-2011, le nombre d'assignations à résidence imposées à des libérés d'office ou prolongées a augmenté dans les régions de l'Atlantique (+9 %), de l'Ontario (+34 %) et des Prairies (+17 %) tandis qu'il a baissé dans celles du Québec (-9 %) et du Pacifique (-12 %).

MAINTIEN EN INCARCÉRATION

(tableaux 80 à 88)

Avant la date prévu pour la libération d'office d'un délinquant, le SCC peut déferer le cas à la Commission, pour examen en vue d'un éventuel maintien en incarcération, s'il a des motifs raisonnables de croire que le délinquant commettra, avant l'expiration de sa peine, une infraction causant la mort ou un dommage grave à une autre personne, une infraction d'ordre sexuel à l'égard d'un enfant ou une infraction grave en matière de drogue. Si la Commission détermine que le délinquant récidivera vraisemblablement, elle interdit par ordonnance sa mise en liberté, et il est alors maintenu en incarcération.

- Au 10 avril 2011, il y avait 366 délinquants maintenus en incarcération (+6 en comparaison de l'année précédente), et 82 délinquants (-2) s'étaient vu imposer par ordonnance un maintien en incarcération mais n'avaient pas encore atteint la date prévue pour leur libération d'office.
- Le nombre de cas renvoyés en vue d'un maintien en incarcération a subi un baissse (-10 %), qui l'a fait descendre à 252. Il y a eu une diminution dans toutes les régions, excepté celle du Pacifique, où l'on note une légère hausse.
- Le taux de renvoi aux fins d'un maintien en incarcération (ratio entre le nombre de renvois pour maintien en incarcération et le nombre total de délinquants ayant droit à la libération d'office, durant une année donnée) est demeuré relativement stable pendant les cinq dernières années, ayant fluctué de moins de 1 point de pourcentage.
- Alors que le taux de renvoi en vue d'un maintien en incarcération est resté plutôt stable, le nombre de délinquants maintenus en incarcération en 2010-2011 a connu une faible diminution (-24), tout comme celui des délinquants mis en liberté d'office (-7), et ils étaient respectivement de 238 et de 3, tandis que le nombre de délinquants qui se sont vu imposer une libération d'office à octroi unique est monté à 11 (+4).
- Au cours des cinq dernières années, les délinquants condamnés pour une infraction visée à l'annexe I ont formé une proportion anormalement élevée des délinquants faisant l'objet d'un renvoi en vue d'un maintien en incarcération et des délinquants maintenus en incarcération.
- En 2010-2011, comparativement à l'année précédente, le nombre de délinquants sexuels maintenus en incarcération a diminué de 21 % et aucun n'a été libéré d'office, mais 6 ont eu une libération d'office à octroi unique. Le taux de renvoi aux fins d'un maintien en incarcération est demeuré inchangé¹⁹.
- Le nombre de délinquants autochtones maintenus en incarcération s'est accru de 12 % en 2010-2011. Les Autochtones formaient la plus forte proportion des délinquants qui ont été maintenus en incarcération après que leur cas eut été renvoyé. C'était la première fois depuis 2006-2007 que les Autochtones étaient plus nombreux que les Blancs à avoir fait l'objet d'un renvoi pour maintien en incarcération.
- Pendant les cinq dernières années, 22 délinquantes ont fait l'objet d'un renvoi et elles ont toutes été maintenues en incarcération. Parmi les hommes dont le cas a été renvoyé en 2010-2011, 94 % ont été maintenus en incarcération, 1 % ont été libérés d'office, et 4 % se sont vu imposer une libération d'office à octroi unique.

¹⁹ Les nombres concernant les autres catégories de délinquants sont trop petits pour qu'il vaille la peine d'indiquer les taux de renvoi applicables à ces délinquants. On peut obtenir plus de détails en consultant l'annexe.

- En 2010-2011, le taux de maintien en incarcération après l'examen initial a augmenté dans les régions de l'Atlantique (+4 %), de l'Ontario (+2 %) et des Prairies (+2 %), il a diminué dans celle du Pacifique (-8 %) et il est resté le même dans celle du Québec.
- Si l'on examine le taux de maintien en incarcération sur une période de dix ans (de 2001-2002 à 2010-2011), on constate que c'est dans la région du Pacifique qu'il a été le plus bas, et dans celle du Québec qu'il a été le plus élevé.

SURVEILLANCE DE LONGUE DURÉE

(tableaux 89 à 93)

Le tribunal peut, à la demande de la poursuite, ordonner qu'un délinquant soit soumis à une surveillance de longue durée, pour une période maximale de dix ans, s'il est convaincu qu'il y a lieu d'imposer au délinquant une peine minimale de deux ans pour l'infraction dont il a été déclaré coupable, que celui-ci présente un risque élevé de récidive, et qu'il existe une possibilité réelle que ce risque puisse être maîtrisé dans la collectivité.

La Commission peut imposer au délinquant visé par une telle ordonnance, appelé délinquant à contrôler, les conditions qu'elle juge raisonnables et nécessaires pour favoriser sa réinsertion sociale et protéger la société. Une ordonnance de surveillance de longue durée ne peut, contrairement aux autres formes de mise en liberté sous condition, être révoquée par la Commission. Cette dernière peut cependant recommander le dépôt d'accusations en vertu du *Code criminel* si le délinquant présente un risque élevé pour la collectivité parce qu'il n'a pas observé une ou plusieurs conditions.

- La population de délinquants à contrôler a atteint le chiffre de 299 en 2010-2011 et on s'attend à ce qu'elle augmente. En 2010-2011, 39 délinquants ont commencé à être soumis à une ordonnance de surveillance de longue durée après avoir été libérés directement d'un établissement à la date d'expiration de leur mandat, et 15 délinquants qui étaient déjà en liberté sont eux aussi devenus assujettis à une telle ordonnance à la date d'expiration de leur peine.
- Le nombre de délinquants autochtones, asiatiques et de race blanche visés par une ordonnance de surveillance de longue durée s'est légèrement accru en 2010-2011. La proportion d'Autochtones dans la population de délinquants à contrôler est en croissance depuis cinq ans, tandis que celle des Blancs a diminué pour la troisième année consécutive.
- En 2010-2011, 70 % des délinquants sous responsabilité fédérale ou provinciale soumis à une ordonnance de surveillance de longue durée étaient des délinquants sexuels, 25 % avaient purgé une peine pour une infraction non sexuelle mentionnée à l'annexe I et 5 % avaient été condamnés pour une infraction non prévue aux annexes.
- Le nombre de décisions relatives aux délinquants à contrôler a augmenté sur le plan tant prélibératoire (+19) que postlibératoire (+35). La charge de travail dans ce domaine devrait s'accroître dans les prochaines années, au fur et à mesure qu'augmentera le nombre de délinquants soumis à une ordonnance de surveillance de longue durée.
- Le nombre d'assignations à résidence attachées à des ordonnances de surveillance de longue durée avant la libération a connu une hausse (+15), tout comme le nombre d'assignations à résidence imposées après la libération (+15), et ils s'élevaient respectivement à 56 et à 238.

APPELS

(tableaux 94 à 101)

La Section d'appel est une composante de la Commission qui est chargée de réexaminer, à la demande de délinquants, certaines décisions rendues par des commissaires.

Le rôle de la Section d'appel consiste à s'assurer que les dispositions législatives et les politiques applicables à la Commission sont respectées, que les règles de justice fondamentale sont observées, et que les décisions de la Commission sont raisonnables et fondées sur des renseignements pertinents et fiables. La Section d'appel examine le processus décisionnel afin de s'assurer qu'il a été équitable et que les garanties procédurales ont été respectées.

DEMANDES DE RÉEXAMEN DE DÉCISIONS

DEMANDES de RÉEXAMEN de DÉCISIONS (du 1 ^{er} avril 2010 au 31 mars 2011)										
	Atlantique Féd. Prov.	Québec Féd.	Ontario Féd.	Prairies Féd. Prov.		Pacifique Féd. Prov.		Canada Féd. Prov.		
Demandes reçues	51	14	133	218	114	21	86	22	602	57
Demandes rejetées	10	3	31	69	20	3	26	8	156	14
Demandes en instance*	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demandes acceptées	41	11	102	149	94	18	60	14	446	43
Demandes annulées	2	0	8	11	5	0	2	1	28	1
Demandes retirées	0	2	2	3	2	0	1	0	8	2
Demandes à traiter	39	9	92	135	87	18	57	13	410	40

Nota : Une demande peut porter sur plusieurs décisions.

*Demandes en instance : demandes qui n'ont pas encore été acceptées ou rejetées parce qu'une prolongation a été accordée pour présenter des motifs d'appel.

- En 2010-2011, la Section d'appel a reçu 602 demandes de réexamen de décisions sur la mise en liberté sous condition qui ont été soumises par des délinquants sous responsabilité fédérale et 57 demandes venant de délinquants sous responsabilité provinciale. Elle en a accepté 489 et en a rejeté 170.
- Comparativement à 2009-2010, le nombre de demandes de réexamen de décisions qui ont été présentées par des délinquants sous responsabilité fédérale a augmenté dans les régions de l'Atlantique (+6) et de l'Ontario (+14), et il a subi une diminution dans celles du Québec (-70), des Prairies (-1) et du Pacifique (-1).
- En 2010-2011, le nombre de demandes de réexamen de décisions venant de délinquants sous responsabilité provinciale s'est accru dans la région des Prairies (+11) et il a diminué dans celles de l'Atlantique (-4) et du Pacifique (-11).
- Sur les 446 demandes de réexamen de décisions de ressort fédéral qui ont été acceptées, 28 ont été annulées et 8 ont été retirées, ce qui laissait 410 demandes à traiter. Sur les 43 demandes de réexamen de décisions de ressort provincial qui ont été acceptées, 1 a été annulée et 2 ont été retirées, de sorte qu'il en restait 40 à traiter.

DÉCISIONS D'APPEL

- En 2010-2011, la Section d'appel a rendu 537 décisions à l'égard de 401 cas.
- La Section d'appel a modifié la décision dans 27 cas; plus précisément, elle a ordonné la tenue d'une nouvelle audience dans 17 cas et d'un nouvel examen dans 7 cas, elle a changé les conditions spéciales dans 2 cas et elle a annulé une condition spéciale dans 1 cas. Les motifs de ces modifications se rangent dans les catégories suivantes :

Devoir de communiquer les raisons

- Dans trois cas, la Commission n'a pas exposé par écrit des motifs adéquats pour justifier sa décision et n'a pas montré qu'elle avait évalué le risque que présentait le délinquant.
- Dans un cas, les motifs écrits fournis par la Commission n'étaient pas suffisants et n'indiquaient pas de façon appropriée comment elle était arrivée à sa décision. De plus, il semblait qu'une importante quantité d'informations contenues dans le dossier n'avaient pas été prises en considération dans la décision.

Information erronée et incomplète

- Dans un cas, la Commission a imposé une condition spéciale qui n'était pas raisonnable, qui ne s'appuyait pas sur des renseignements pertinents, sûrs et convaincants, et qui n'était pas conforme à ses politiques et à la loi.
- Dans un cas, la Commission a fondé sa décision sur de l'information erronée en interprétant mal des renseignements se trouvant dans le dossier.

Obligation d'agir équitablement

- Dans un cas, la Commission a manqué à son obligation d'agir équitablement en tenant compte de renseignements qui n'avaient pas été communiqués au délinquant ou discutés à l'audience.
- Dans un cas, la Commission n'a pas agi équitablement puisqu'elle en est venue à des conclusions défavorables qui n'étaient pas justes ni étayées, allant à l'encontre des réponses données par le délinquant et des renseignements contenus dans son dossier. En outre, la Commission n'a pas fourni de motifs écrits suffisants pour justifier sa décision.
- Dans un cas, un commissaire s'est conduit d'une manière injuste et irrespectueuse envers le délinquant. Le droit de ce dernier de se faire entendre et de répondre n'a pas été respecté.
- Dans un cas, la Commission s'est vu présenter de nouveaux renseignements au début de l'audience et elle a offert au délinquant de procéder à l'audience comme prévu, sans tenir compte de ces renseignements. Elle les a toutefois pris en considération dans sa décision.

Communication des renseignements

- Dans un cas, la Commission a pris en compte plusieurs documents importants qui n'avaient pas été fournis au délinquant avant l'audience. Qui plus est, rien dans le dossier n'indiquait que le délinquant avait eu la possibilité de présenter des observations par écrit.
- Dans un cas, la Commission n'a pas donné de raison motivant la décision du SCC de taire toutes les informations contenues dans un Rapport de renseignements protégés. En outre, elle a basé sa décision sur de l'information erronée, et elle n'a pas fourni suffisamment de motifs écrits pour la justifier.
- Dans un cas, la Commission a pris en considération de l'information qui n'avait pas été communiquée en entier au délinquant. Seul un résumé du Rapport de renseignements protégés avait été fourni au délinquant, et la Commission a tenu compte de plus d'information qu'il n'en avait été communiqué à ce dernier. L'information transmise au délinquant n'était pas suffisante pour lui donner une possibilité équitable d'y répondre.

Formulation claire et concise

- Dans un cas, l'énoncé de la condition spéciale rédigé par la Commission était trop général et sa portée dépassait le but de la condition.
- Dans un cas, la Commission a omis de préciser dans la condition spéciale qu'elle autorisait l'agent de libération conditionnelle à permettre au délinquant d'avoir des contacts avec la victime, bien qu'elle l'ait mentionné correctement dans son exposé écrit des motifs.

Erreur de droit

- Dans deux cas, la Commission a commis une erreur de droit et n'a pas appliqué le critère légal approprié pour décider s'il convenait de libérer le délinquant.
- Dans un cas, la Commission a commis une erreur de droit et n'a pas appliqué le critère légal approprié pour décider s'il y avait lieu d'assortir la libération d'office d'une assignation à résidence. En outre, il existait une crainte raisonnable de partialité puisque ce sont les mêmes commissaires qui ont examiné la décision dans les 30 jours suivants, et ils n'ont pas fourni suffisamment de motifs écrits pour justifier leur nouvelle décision.

Craindre de partialité

- Dans trois cas, la Commission n'a pas tenu une audience juste et impartiale, et la conduite d'un des commissaires pouvait raisonnablement laisser craindre qu'il y ait eu partialité.

Droit d'être entendu

- Dans trois cas, la Commission n'a pas fait état des observations écrites du délinquant dans l'exposé des motifs de sa décision. Qui plus est, dans l'un de ces cas, elle s'est fondée sur de l'information erronée ou incomplète, surtout qu'elle a omis de prendre en considération le plus récent addenda de l'Évaluation en vue d'une décision (EVD), lequel renfermait des renseignements contredisant l'EVD originale.

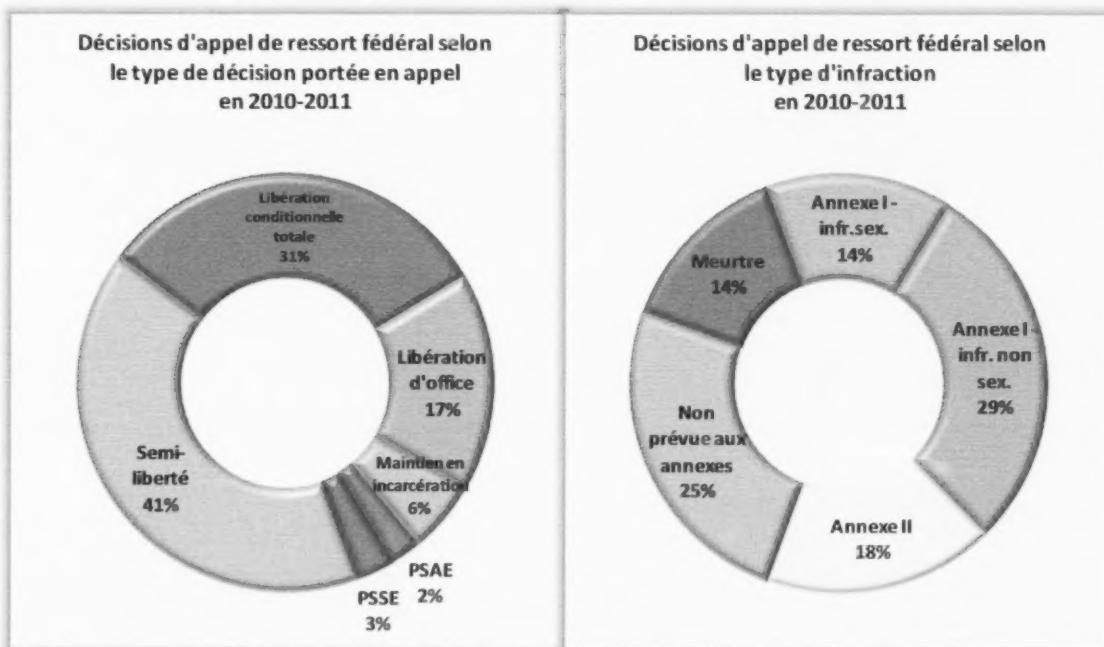
Compétence

- Dans un cas, la Commission a outrepassé sa compétence en présumant que le délinquant était coupable de l'infraction dont il était accusé aux É.-U. alors qu'il n'avait pas encore été jugé relativement à cette affaire. De plus, la Commission n'a pas adéquatement vérifié pendant l'audience les allégations pesant contre le délinquant.

Examens : renonciation

- Dans un cas, la Commission a violé le droit du délinquant à une audience puisqu'elle avait reçu l'avis écrit annulant la renonciation qui avait initialement été demandée.
- Dans un cas, la Commission a mal interprété les observations écrites et n'a pas prêté attention à l'intention du délinquant de renoncer à l'examen de son dossier.

TENDANCES EN MATIÈRE DE DÉCISIONS D'APPEL

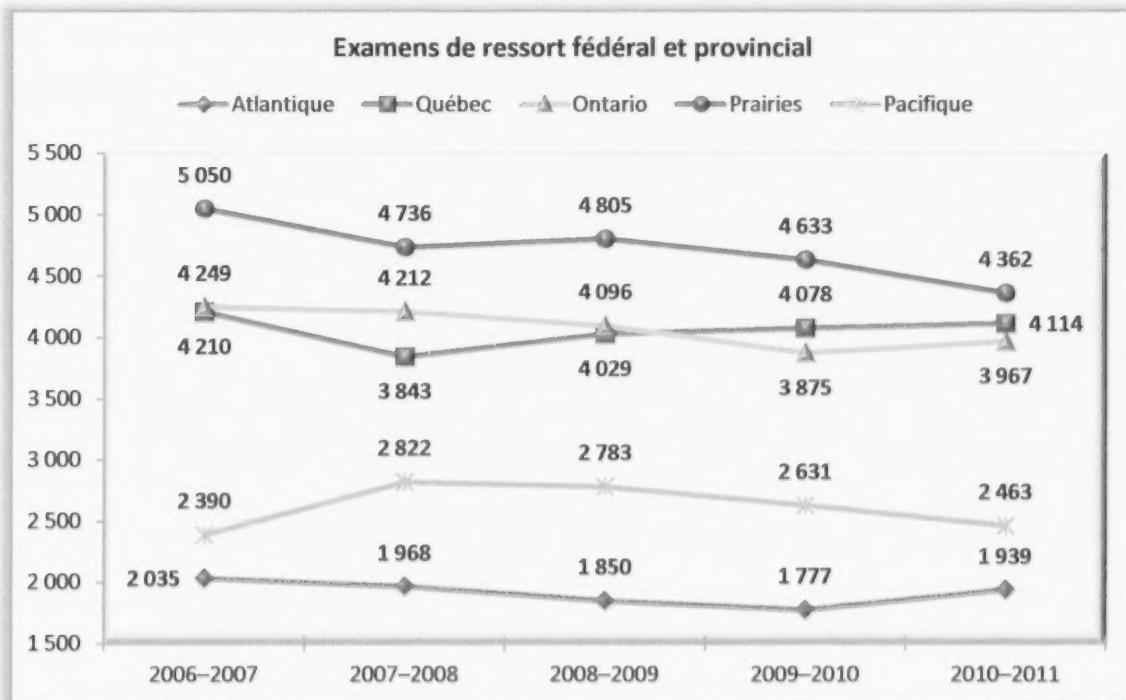


- En 2010-2011, les décisions d'appel de ressort fédéral portant sur la semi-liberté représentaient 41 % de toutes les décisions d'appel de compétence fédérale qui ont été rendues. Le nombre de décisions sur la semi-liberté qui ont été portées en appel a diminué de 5 % par rapport à l'année précédente. En réalité, on observe une baisse pour tous les types de décisions d'appel, sauf celles ayant trait aux PSAE, dont le nombre a augmenté de 9. En ce qui touche les autres types de décisions d'appel, les baisses ont été les suivantes : libération conditionnelle totale, -7 %; libération d'office, -49 %, maintien en incarcération, -55 %; PSSE, -26 %.
- En 2010-2011, 58 % des décisions d'appel de ressort provincial avaient trait à la semi-liberté et 42 % à la libération conditionnelle totale.
- En 2010-2011, les délinquants purgeant une peine pour une infraction non sexuelle visée à l'annexe I ont été à l'origine de 29 % des décisions d'appel de ressort fédéral; ils étaient suivis des délinquants condamnés pour une infraction non prévue aux annexes (25 %), des délinquants déclarés coupables d'une infraction figurant à l'annexe II (18 %), puis des meurtriers et des délinquants sexuels (14 % pour chaque groupe).
- Quant aux décisions d'appel de ressort provincial, 35 % d'entre elles découlaient d'appels interjetés par des délinquants ayant commis une infraction mentionnée à l'annexe II; venaient ensuite les délinquants condamnés pour une infraction non prévue aux annexes ou une infraction non sexuelle (27 % pour chaque groupe) et les délinquants sexuels (10 %).
- Sur les 489 décisions d'appel de ressort fédéral rendues en 2010-2011, 93 % ont consisté à confirmer la décision initiale et 7 % à ordonner un nouvel examen; dans deux cas, un changement des conditions a été ordonné. Durant l'année précédente, il y avait eu confirmation de la décision dans 96 % des cas et un nouvel examen avait été ordonné dans 4 % des cas.

- La majorité des décisions d'appel de ressort provincial rendues en 2010-2011 (44 sur 48) ont consisté à confirmer la décision initiale; on a ordonné un nouvel examen dans trois cas et un changement de condition dans un cas.
- La proportion des décisions de ressort fédéral rendues par la Commission qui étaient susceptibles d'appel en 2010-2011 se chiffrait à 85 %. Le nombre de décisions pouvant être portées en appel était de 19 591, et avait diminué de moins de 1 point de pourcentage comparativement à l'année précédente.
- Globalement, le taux d'appel est descendu à 2,5 % en 2010-2011 alors qu'il se situait à 3,1 % l'année d'avant. Ce sont encore les décisions relatives à la libération d'office qui étaient le moins souvent portées en appel et celles ayant trait aux PSAE et aux PSSE qui l'étaient le plus fréquemment.
- En ce qui concerne les appels de ressort provincial, les décisions sur la semi-liberté étaient plus souvent portées en appel que celles se rapportant à la libération conditionnelle totale.

EXAMENS (tableaux 102 à 107)

En plus de s'intéresser au nombre de décisions et aux tendances en matière de décisions, il est utile de se pencher sur le nombre d'examens effectués par la Commission, surtout quand il est question de la charge de travail.



- En 2010-2011, le nombre d'examens de ressort fédéral et provincial effectués par la Commission a subi une diminution (-1 %) qui l'a fait passer à 16 845 : plus précisément, la diminution par rapport à l'année précédente a été de 50 examens au niveau fédéral et de 99 au niveau provincial.
- Il y a eu une baisse dans deux régions, à savoir celles des Prairies (-6 %) et du Pacifique (-6 %), et une augmentation ailleurs : Atlantique (+9 %), Ontario (+2 %) et Québec (+1 %).
- En 2010-2011, le nombre d'examens prélibératoires de ressort fédéral est descendu à 12 758 (-1 %) et celui des examens postlibératoires à 4 932 (-4 %). De même, on constate une diminution des examens de compétence provinciale, tant prélibératoires (-11 %) que postlibératoires (-7 %), dont les nombres respectifs ont été de 756 et de 94.
- Toutefois, le nombre d'examens en vue d'un éventuel maintien en incarcération s'est légèrement accru, en 2010-2011 (+2 %), s'élevant à 635.
- En 2010-2011, le nombre d'examens de ressort fédéral et provincial que la Commission a effectués par voie d'audience avec l'aide d'un conseiller culturel autochtone est monté à 492 (+15 %).

Habituellement, une hausse ou une baisse du nombre d'admissions de délinquants sous responsabilité fédérale en vertu d'un mandat de dépôt entraîne une augmentation ou une diminution de la charge de travail de la Commission une ou deux années plus tard. Vu que ce nombre est descendu de 2 % en 2007-2008, puis de 3,5 % en 2008-2009, il n'est pas étonnant que les examens aient été moins nombreux en 2010-2011. Par contre, étant donné que le nombre d'admissions résultant d'un mandat de dépôt est monté de 8,3 % en 2009-2010 et de 3,9 % en 2010-2011, on s'attend à une hausse du nombre d'examens dans les années à venir.

Outre l'augmentation du nombre d'admissions découlant d'un mandat de dépôt observée en 2009-2010 et en 2010-2011 qui devrait faire monter le nombre d'examens dans les deux prochaines années, l'élimination de la procédure d'examen expéditif à la fin de 2010-2011 aura un effet dans le même sens puisqu'il faudra faire deux examens suivant la procédure ordinaire au lieu d'un comme c'était le cas dans le cadre de la PEE.

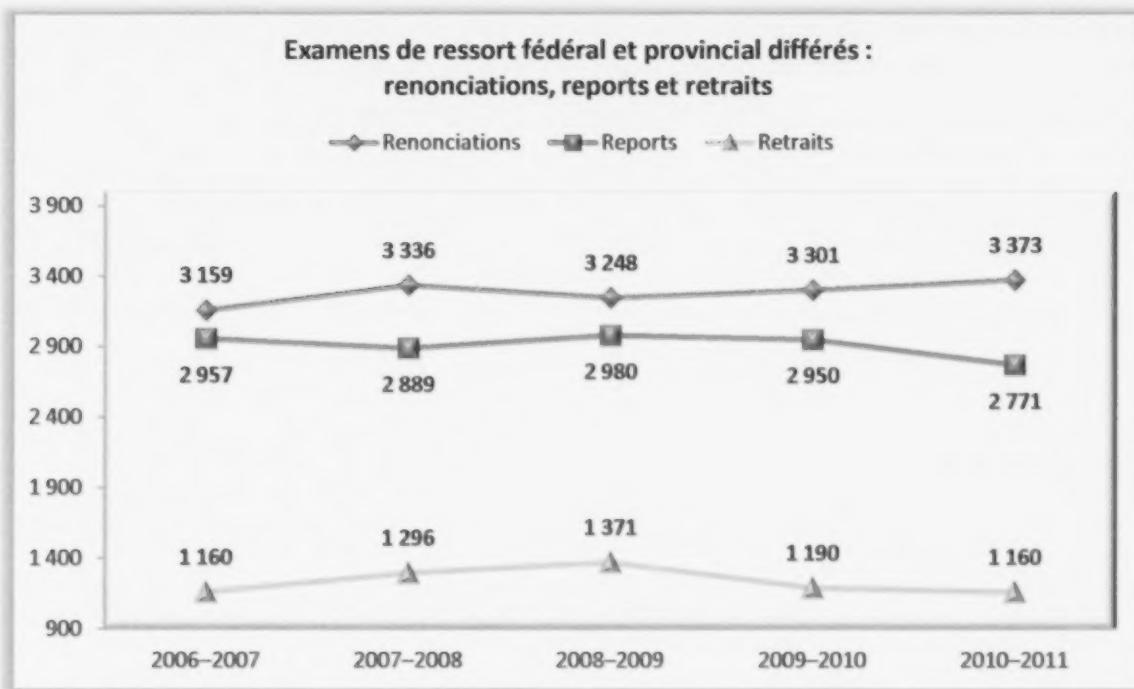
Le nombre de renonciations, de reports et de demandes retirées a également une incidence sur la charge de travail de la Commission.

NOTE

Renonciations et retraits de la demande

Un examen visant une mise en semi-liberté est effectué sur réception d'une demande d'un délinquant. Si le délinquant ne veut plus être soumis à un tel examen, il peut choisir de retirer sa demande. Si le délinquant souhaite que l'examen ait lieu sans avoir à participer à l'audience, il peut choisir de renoncer à celle-ci, de sorte que l'examen se fera par voie d'étude du dossier.

L'examen en vue d'une libération conditionnelle totale est prévu par la loi, donc un délinquant qui ne veut pas subir l'examen ou prendre part à l'audience doit le faire savoir officiellement au moyen d'une renonciation. Lorsqu'un délinquant s'est vu refuser la libération conditionnelle totale mais aimeraient faire l'objet d'un nouvel examen avant la date fixée par le Règlement, il peut soumettre une demande une fois qu'il s'est écoulé six mois depuis le précédent examen. Contrairement aux examens de libération conditionnelle totale prévus par la loi qui nécessitent une renonciation, les délinquants peuvent retirer ce type de demande s'ils le désirent.



- Pour ce qui est des examens de ressort fédéral, la Commission a enregistré en 2010-2011 3 369 renonciations, 2 736 reports et 673 retraits de demande. En ce qui a trait aux examens de compétence provinciale, il y a eu 4 renonciations, 35 reports et 487 retraits de demande.
- Globalement, les examens différés en 2010-2011 portaient majoritairement sur la libération conditionnelle totale (65 %); venaient ensuite les examens sur la semi-liberté (28 %), la libération d'office (3 %), le maintien en incarcération (3 %) et les PSSE (1 %).

DÉCISIONS SUR LA MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION : RENDEMENT

Selon la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, les deux principaux critères qui doivent être remplis pour que la Commission puisse autoriser la libération conditionnelle sont les suivants : 1) une récidive du délinquant avant l'expiration de la peine qu'il purge ne présentera pas un risque inacceptable pour la société; 2) cette libération contribuera à la protection de celle-ci en favorisant la réinsertion sociale du délinquant en tant que citoyen respectueux des lois²⁰.

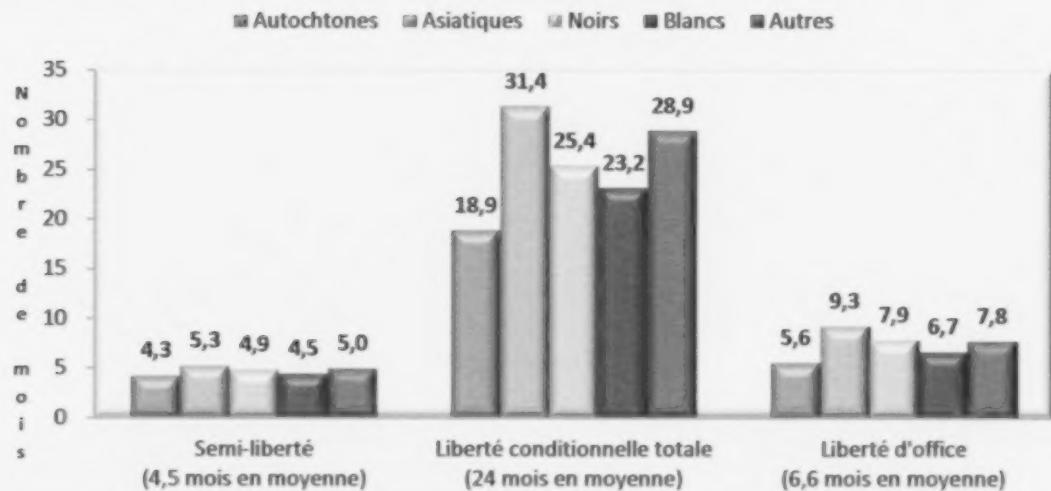
Les indicateurs de rendement de la Commission disent si les délinquants qui ont obtenu la libération conditionnelle ont mené à bien leur période de surveillance dans la collectivité, sans commettre de nouvelles infractions, avec ou sans violence, avant et après l'expiration du mandat. Lorsqu'on fait une comparaison avec les délinquants libérés d'office ou à l'issue d'une procédure d'examen expéditif, on constate que la libération conditionnelle est la forme la plus efficace de mise en liberté sous condition. La présente section renferme de l'information sur la conduite des délinquants en liberté sous condition qui est mesurée d'après les indicateurs suivants : 1) durée de la période de surveillance, 2) taux de condamnation, 3) résultats, 4) réadmissions après l'expiration du mandat.

DURÉE DE LA PÉRIODE DE SURVEILLANCE

(tableaux 108 à 114)

L'étude de la durée moyenne des périodes passées sous surveillance fournit un contexte utile à l'analyse des indicateurs de rendement, en particulier en ce qui touche les résultats. La présente section fournit plus de détails sur la durée des périodes de surveillance.

Durée moyenne des périodes passées sous surveillance par les délinquants sous responsabilité fédérale purgeant une peine d'une durée déterminée, selon la race (de 2006-2007 à 2010-2011)



²⁰ *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, 1992, ch. 20, art. 102; 1995, ch. 42, alinéa 27f).

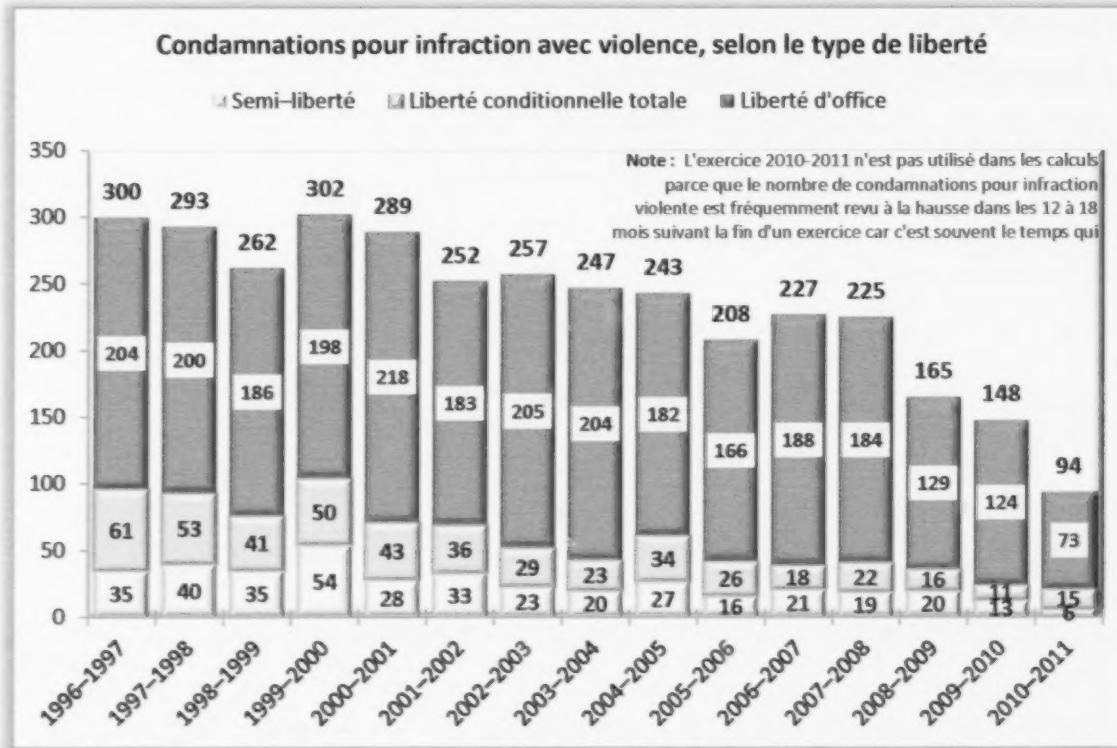
- La durée moyenne sur cinq ans des périodes passées sous surveillance par les délinquants sous responsabilité fédérale en liberté conditionnelle totale a été de 24 mois, comparativement à 4,5 mois pour les délinquants en semi-liberté et à 6,6 mois pour les délinquants en liberté d'office.
- Au cours des cinq dernières années (de 2006-2007 à 2010-2011), les périodes de surveillance les plus courtes ont été observées chez les délinquants autochtones, qu'il s'agisse de périodes de semi-liberté, de liberté conditionnelle totale ou de liberté d'office, et les plus longues chez les délinquants asiatiques, quel que soit le type de liberté.
- Les délinquantes avaient une moins longue période à passer sous surveillance dans la collectivité pour mener à bien leur liberté, qu'il s'agisse de la semi-liberté, de la liberté conditionnelle totale ou de la liberté d'office. De plus, la révocation pour infraction violente est survenue beaucoup plus tôt chez les femmes que chez les hommes durant les périodes de semi-liberté ou de liberté conditionnelle totale, mais elle s'est produite plus tôt chez les hommes pour ce qui des périodes de liberté d'office.
- Les délinquants mis en semi-liberté au terme de la PEE ont fait l'objet d'une révocation pour infraction violente plus tôt durant leur période de surveillance que ceux qui avaient dû suivre la procédure ordinaire.
- La révocation pour infraction avec violence est survenue sensiblement plus tôt dans la période de surveillance chez les délinquants mis en liberté conditionnelle totale par voie de PEE que chez les délinquants libérés à l'issue de la procédure ordinaire. Ainsi, les libérations conditionnelles totales ordonnées au terme de la PEE qui ont été révoquées à cause de la perpétration d'une infraction violente l'ont été après qu'il se fut écoulé 69 % de la période à passer sous surveillance pour mener à bonne fin une liberté conditionnelle totale ordonnée, tandis que les libérations conditionnelles totales octroyées à l'issue de la procédure ordinaire qui ont été révoquées pour cette même raison l'ont été après qu'il se fut écoulé 92 % de la période à passer sous surveillance pour mener à bien une liberté conditionnelle totale accordée.

CONDAMNATIONS

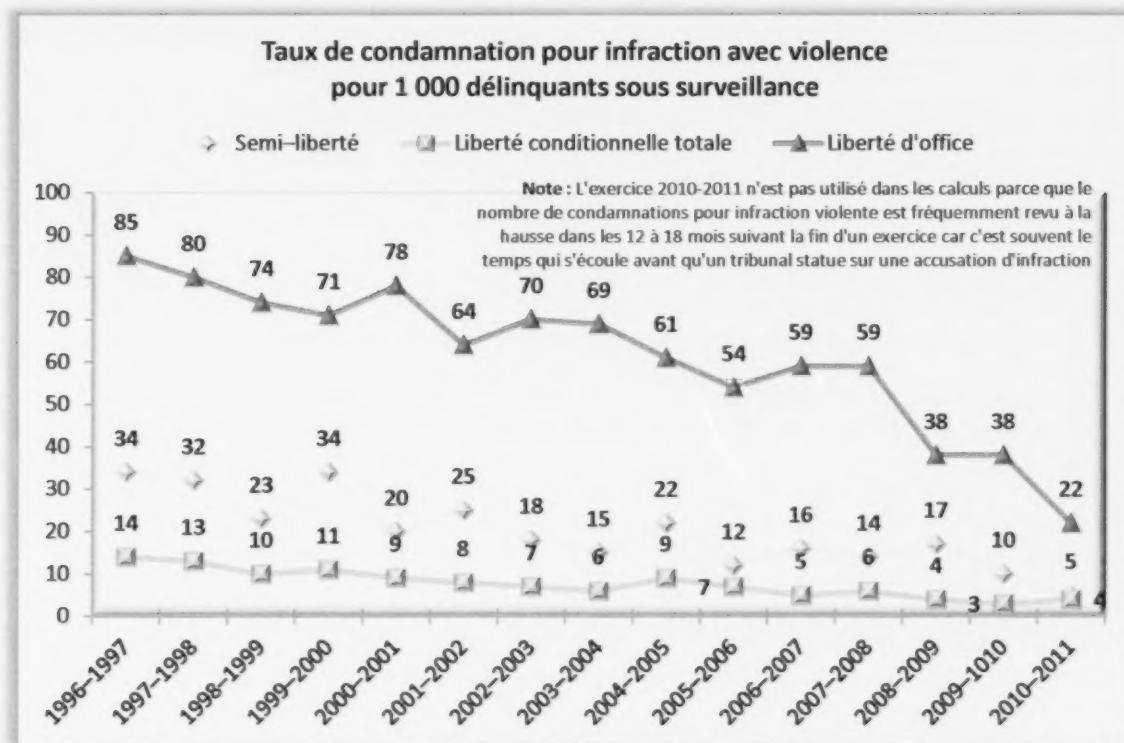
(tableaux 115 à 118)

Les taux de condamnation constituent un autre indicateur utile pour évaluer la conduite des délinquants en liberté sous condition.

Lorsqu'on examine les données sur les taux de condamnation, il convient de noter que le nombre de condamnations est souvent revu à la hausse durant les 12 à 18 mois suivant la fin d'un exercice, parce que c'est souvent le temps qui s'écoule avant qu'un tribunal statue sur une accusation en instance. La Commission rajuste les taux de condamnation en conséquence.



- Au cours de la période de dix ans, soit entre 2000-2001 et 2009-2010, le nombre de condamnations pour infraction avec violence a diminué de 49 % chez les délinquants en liberté sous condition. La diminution a varié selon le type de liberté : semi-liberté, -54 %; liberté conditionnelle totale, -74 %; liberté d'office, -43 %.
- Durant la période en question, 79 % des condamnations pour infraction violente prononcées contre des délinquants en liberté sous condition ont été infligées à des libérés d'office, 11 % à des délinquants en liberté conditionnelle totale et 10 % à des délinquants en semi-liberté.



- Pendant la période de dix ans (de 2000-2001 à 2009-2010), la probabilité de perpétration d'une infraction avec violence au cours de la période de surveillance a été neuf fois et demie plus élevée chez les libérés d'office que chez les délinquants en liberté conditionnelle totale, et trois fois et demie plus grande que chez ceux en semi-liberté.
- Au cours des cinq dernières années, c'est chez les délinquants purgeant une peine pour une infraction non sexuelle visée à l'annexe I que la probabilité de condamnation pour une infraction avec violence pendant la période de liberté sous condition était la plus forte et chez les meurtriers qu'elle était la plus faible.
- Durant cette même période de cinq ans, c'est chez les Autochtones que la probabilité de condamnation pour infraction avec violence durant la période de liberté sous condition était la plus grande, et chez les Asiatiques qu'elle était la plus faible.
- Le taux de condamnation pour infraction avec violence chez les délinquants en liberté sous condition en 2009-2010 était inférieur de 35 points de pourcentage à la moyenne sur dix ans (entre 2000-2001 et 2009-2010).
- Si l'on compare le nombre de condamnations pour infraction violente prononcées contre des délinquants en liberté sous condition en 2009-2010 avec la moyenne sur dix ans, on constate qu'il était inférieur dans quatre régions : Atlantique, -55 %; Ontario, -47 %; Québec, -36 %; Prairies, -34 %. Dans la région du Pacifique, le nombre de condamnations pour infraction violente en 2009-2010 était identique à la moyenne sur dix ans.

RÉSULTATS (tableaux 119 à 150)

Les résultats, exprimés en taux, fournissent de l'information sur la conduite des délinquants en liberté sous condition, du début à la fin de la période de surveillance. Celle-ci peut se terminer de trois manières :

- Achèvement²¹ – fin positive de la période de surveillance;
- Révocation pour violation des conditions – intervention positive, qui réduit le risque de récidive;
- Révocation pour infraction – fin négative de la période de surveillance, qui aboutit à une nouvelle condamnation²².

Les facteurs influant sur les résultats sont divers et complexes. On note cependant de façon constante et marquée que la probabilité qu'un délinquant mène à bien sa période de surveillance est plus forte s'il a été mis en liberté conditionnelle à l'issue d'une rigoureuse évaluation du risque que s'il a été libéré d'office.

NOTE

En 2010-2011, la Commission a redéfini les règles opérationnelles sur le mode de calcul des résultats des mises en liberté sous condition de telle sorte que ceux-ci reflètent plus fidèlement la conduite du délinquant sous surveillance dans la collectivité. Vu l'instauration de nouvelles méthodes de mesure de la récidive, les résultats contenus dans le présent *Rapport de surveillance du rendement* diffèrent des données figurant dans les rapports des années précédentes puisque celles-ci ont toutes été recalculées en fonction des nouvelles définitions.

Lorsqu'on examine les résultats des mises en liberté sous condition, il est bon de savoir que le nombre de révocations pour infraction est souvent revu à la hausse durant les 12 à 18 mois suivant la fin d'un exercice, parce que c'est souvent le temps qui s'écoule avant qu'un tribunal statue sur une accusation en instance. La Commission rajuste les taux de révocation pour infraction quand les délinquants sont déclarés coupables d'une nouvelle infraction qui a été commise pendant qu'ils étaient sous surveillance.

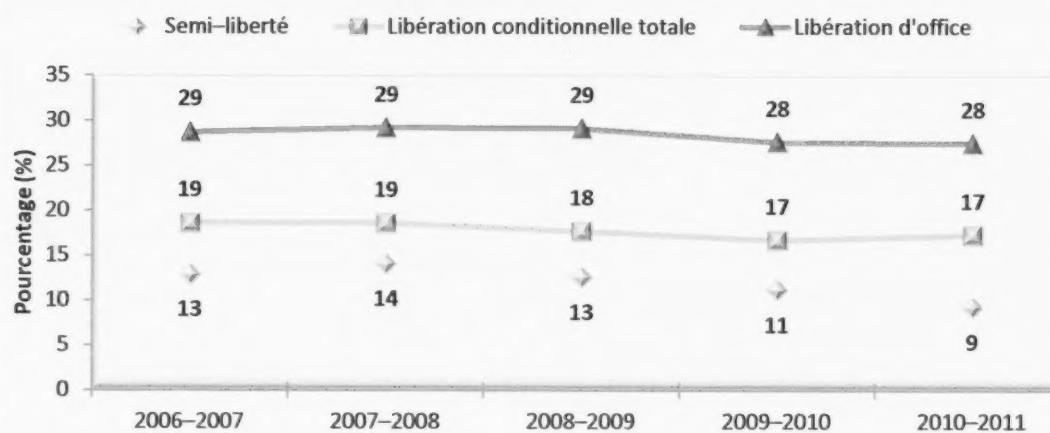
²¹ Parmi les fins possibles d'une période de surveillance qui sont comprises dans la catégorie « Achèvement » figurent les décès.

²² Une période de surveillance peut également prendre fin si la mise en liberté sous condition devient ineffective. Les périodes qui se terminent ainsi ne sont pas incluses dans les résultats parce que l'ineffectivité n'est pas liée au comportement du délinquant en liberté sous condition.



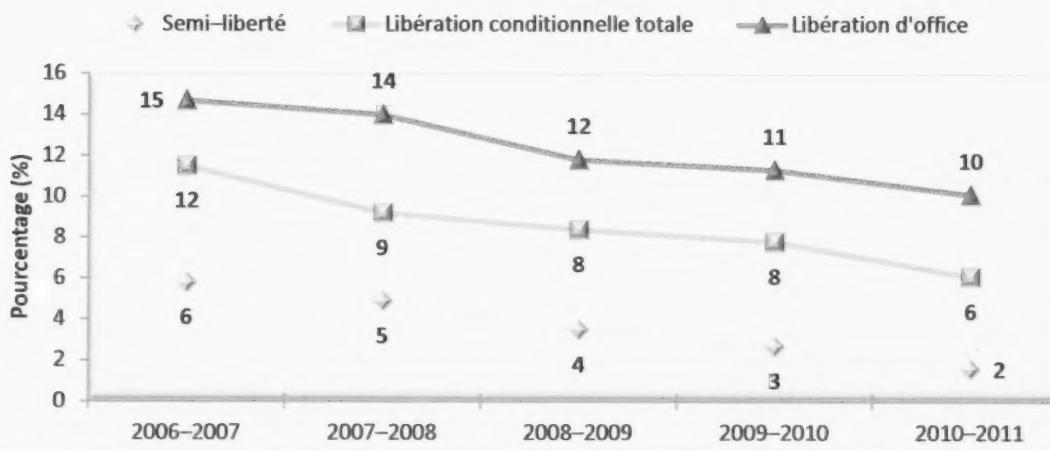
- Au cours des cinq dernières années, le taux d'achèvement s'est amélioré chez les délinquants en semi-liberté (+3 %), en liberté conditionnelle totale (+1 %) et en liberté d'office (+1 %).
- Lorsqu'on fait une comparaison selon le type de liberté, on constate que non seulement le taux d'achèvement était beaucoup plus bas chez les libérés d'office que chez les délinquants en liberté conditionnelle totale, mais aussi que la période de surveillance était plus courte chez les premiers que chez les seconds. En effet, 56 % des libertés d'office achevées dans les cinq dernières années ont été d'une durée inférieure à six mois, comparativement à 1,4 % des libertés conditionnelles totales. Il est donc bien plus facile de mener à bien une liberté d'office qu'une liberté conditionnelle totale, puisque 93 % des libertés conditionnelles totales achevées ont duré plus d'un an.

Taux de révocation des libérations sous condition de ressort fédéral pour violation des conditions



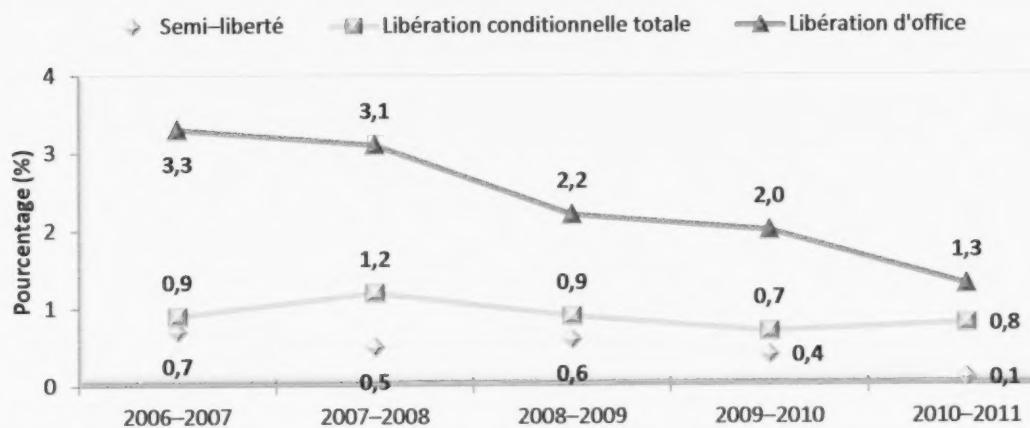
- Durant chacune des cinq dernières années, la probabilité de révocation pour manquement aux conditions était sensiblement plus grande chez les libérés d'office que chez les délinquants en semi-liberté ou en liberté conditionnelle totale. Le taux de révocation pour violation des conditions a été relativement stable dans les populations en liberté conditionnelle totale et en liberté d'office, et il a subi une légère diminution dans la population en semi-liberté.

Taux total de révocation des libérations sous condition de ressort fédéral pour infraction



- Le taux total de révocation pour infraction a baissé chez tous les délinquants en liberté sous condition. Pendant chacune des cinq dernières années, il a été de deux fois et demie à cinq fois plus élevé chez les libérés d'office que chez les délinquants en semi-liberté, et de plus d'une fois à près de deux fois plus haut que chez les délinquants en liberté conditionnelle totale.

Taux de révocation des libérations sous condition de ressort fédéral pour infraction violente

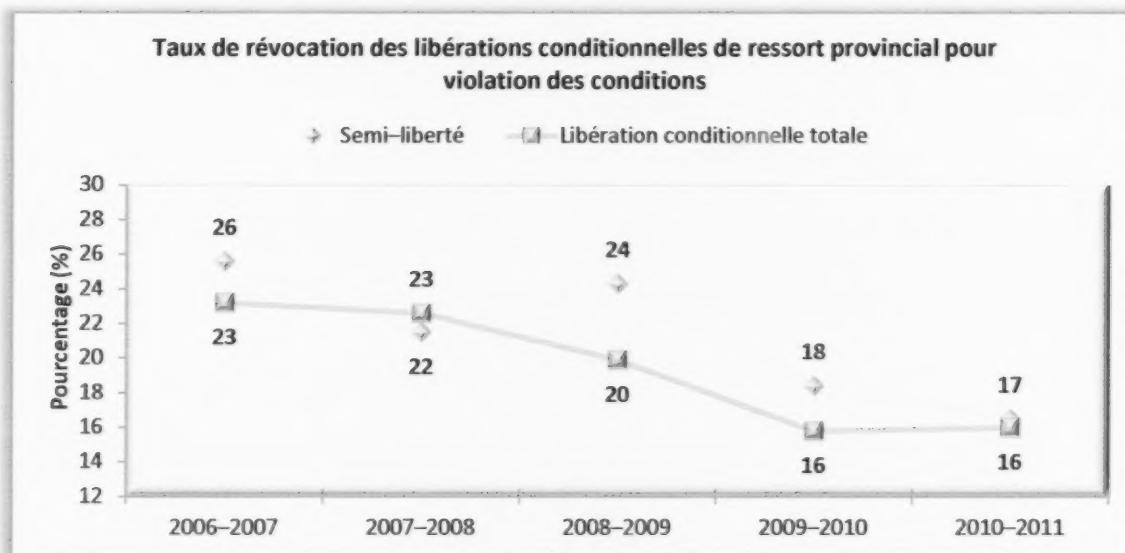


- Le taux de révocation pour infraction violente a été de quatre à treize fois plus élevé chez les délinquants en liberté d'office que chez ceux en semi-liberté, et de deux à quatre fois plus haut que chez ceux en liberté conditionnelle totale, et ce, au cours de chacune des cinq dernières années. Le taux de révocation pour infraction avec violence est en baisse pour ce qui est des délinquants en semi-liberté et en liberté d'office, et la tendance s'est poursuivie en 2010-2011.

Quand on examine les résultats des mises en semi-liberté et en liberté conditionnelle totale des délinquants sous responsabilité provinciale, on constate que la situation est semblable à celle des délinquants sous responsabilité fédérale.



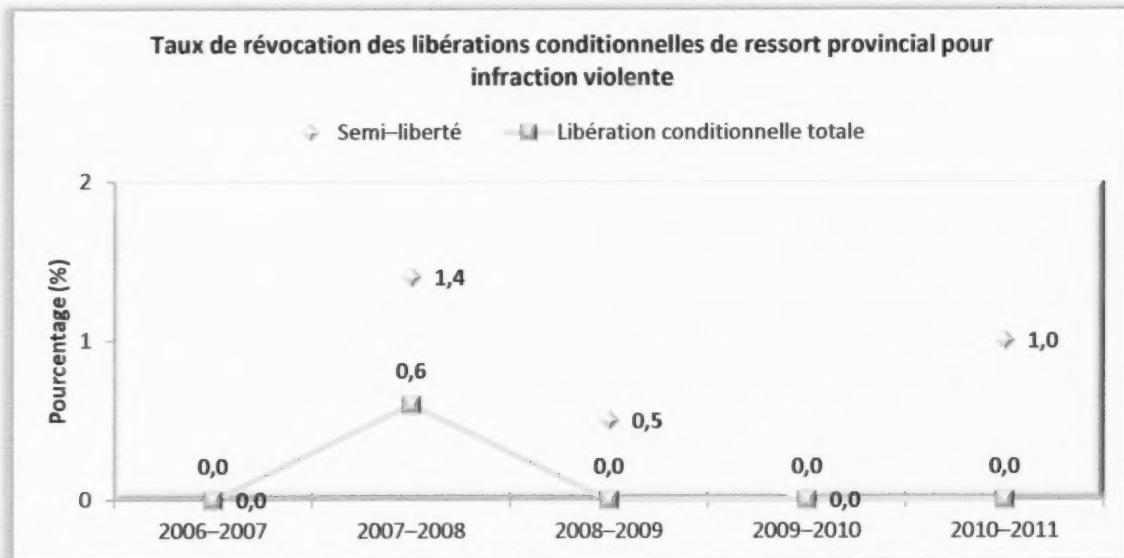
- Les taux d'achèvement des semi-libertés et des libertés conditionnelles totales de ressort provincial se sont améliorés dans les cinq dernières années.



- Pendant quatre des cinq dernières années, la probabilité de révocation pour manquement aux conditions a été plus forte chez les délinquants sous responsabilité provinciale en semi-liberté que chez ceux en liberté conditionnelle totale.



- En 2010-2011, le taux total de révocation pour infraction est resté très faible chez les délinquants sous responsabilité provinciale en semi-liberté et en liberté conditionnelle totale : il est resté inchangé dans le premier groupe et il s'est accru dans le second.



- Très peu de délinquants sous responsabilité provinciale ont vu leur libération conditionnelle révoquée en raison de la perpétration d'une infraction avec violence au cours des cinq dernières années. Ce fut le cas de 6 délinquants en semi-liberté et de 2 délinquants en liberté conditionnelle totale.

RÉSULTATS DES MISES EN SEMI-LIBERTÉ

MISES EN SEMI-LIBERTÉ DE RESSORT FÉDÉRAL

- Par comparaison avec l'année précédente, le taux d'achèvement des semi-libertés s'est amélioré chez les délinquants sous responsabilité fédérale en 2010-2011, quel que soit le type d'infraction pour laquelle ils purgeaient une peine.
- Au cours des cinq dernières années, le taux d'achèvement a été un peu plus élevé chez les délinquants mis en semi-liberté à l'issue de la PEE (85 %) que chez ceux qui l'ont été au terme de la procédure ordinaire (84 %).
- Entre 2006-2007 et 2010-2011, le plus haut taux d'achèvement des semi-libertés de ressort fédéral a été enregistré chez les délinquants asiatiques (entre 92 % et 96 %) et le plus bas chez les délinquants autochtones (entre 76 % et 88 %). On note une amélioration dans tous les groupes en 2010-2011, à l'exception des délinquants asiatiques, qui ont toutefois conservé, malgré une légère baisse, le taux le plus élevé.
- En 2010-2011, le taux d'achèvement des semi-libertés de ressort fédéral a été meilleur que l'année précédente chez les hommes (+3 %) comme chez les femmes (+6 %); il se situait à 89 % dans le premier groupe et à 90 % dans le second.
- Si l'on examine les données au niveau régional, on voit que le taux d'achèvement des semi-libertés de ressort fédéral s'est amélioré dans les régions des Prairies, du Québec et de l'Ontario, et qu'il a légèrement baissé dans celles de l'Atlantique et du Pacifique. C'est dans les régions de l'Ontario et du Québec que le taux d'achèvement a été le plus élevé au cours des cinq dernières années.
- En 2010-2011, le taux de révocation pour violation des conditions chez les délinquants sous responsabilité fédérale en semi-liberté a diminué quel que soit le type d'infraction à l'origine de la peine, de même que dans tous les groupes de délinquants, sauf chez les Asiatiques, où l'on note une hausse de 1 point de pourcentage.
- Le taux de révocation pour infraction chez les délinquants sous responsabilité fédérale en semi-liberté a subi une diminution dans tout le Canada, excepté dans la région de l'Atlantique où il s'est produit une légère hausse.
- En 2010-2011, le taux de révocation pour infraction violente chez les délinquants sous responsabilité fédérale en semi-liberté a continué de diminuer, atteignant son plus bas niveau des cinq dernières années (0,1 %).

MISES EN SEMI-LIBERTÉ DE RESSORT PROVINCIAL

- En 2010-2011, le taux d'achèvement des semi-libertés chez les délinquants sous responsabilité provinciale est monté à 83 % (+2 %); il y a eu une augmentation dans les régions des Prairies et de l'Atlantique, et une baisse dans celle du Pacifique. Cette dernière région a également connu une hausse du taux de révocation pour violation des conditions, tandis qu'il s'est produit une diminution dans les régions des Prairies et de l'Atlantique.
- Aucun délinquant sous responsabilité provinciale en semi-liberté n'a commis d'infraction sans violence en 2010-2011.
- Le taux de récidive avec violence chez les délinquants sous responsabilité provinciale en semi-liberté est demeuré très faible. Durant les cinq dernières années, soit entre 2006-2007 et 2010-2011, 4 délinquants purgeant une peine pour une infraction non sexuelle visée à l'annexe I et 2 délinquants condamnés pour une infraction non prévue aux annexes ont vu leur semi-liberté révoquée à la suite de la perpétration d'une infraction violente.

RÉSULTATS DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES TOTALES

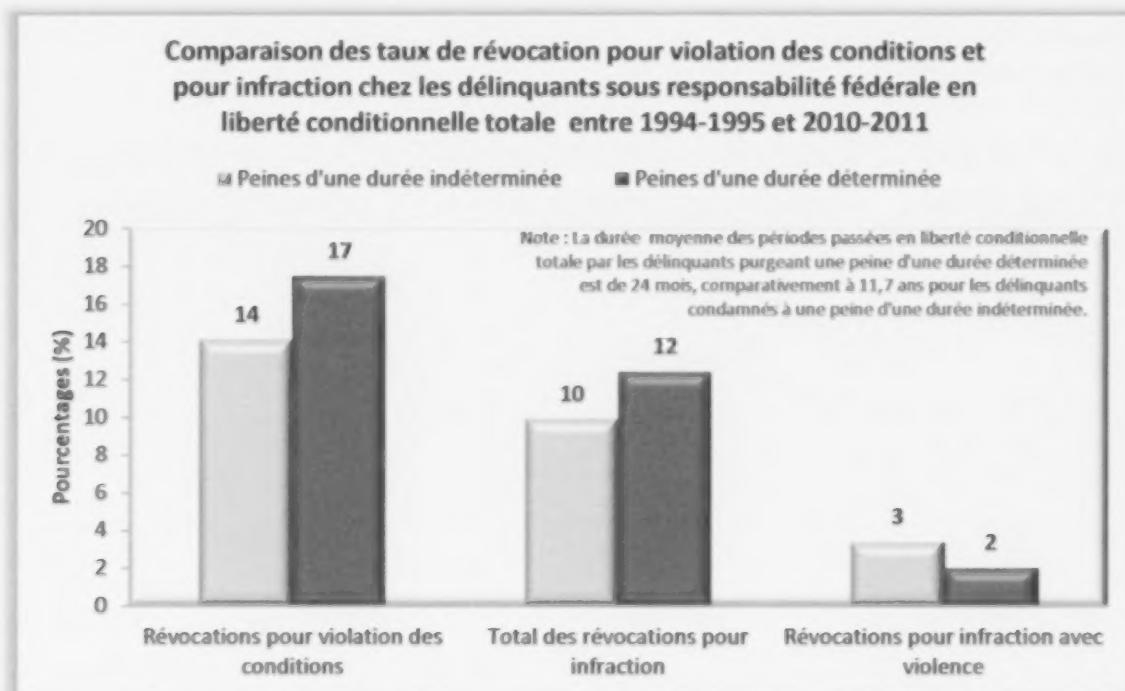
Les résultats des libérations conditionnelles totales des délinquants purgeant une peine d'une durée déterminée sont mesurés séparément de ceux des délinquants condamnés à une peine d'une durée indéterminée. Ces derniers ne peuvent jamais atteindre la date d'expiration de leur mandat car c'est seulement le jour où ils décèdent qu'on peut dire qu'ils ont mené leur liberté conditionnelle à bien. Puisque la mort n'est pas un indicateur de comportement, l'information sur ces cas est fournie à part.

LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES TOTALES DE RESSORT FÉDÉRAL : PEINES D'UNE DURÉE DÉTERMINÉE

- Chez les délinquants sous responsabilité fédérale, le taux d'achèvement des libertés conditionnelles totales s'est constamment amélioré pendant les cinq dernières années, atteignant 77 % (+1 %) en 2010-2011. Cependant, cette année-là, le taux d'achèvement des libertés conditionnelles totales ordonnées au terme de la PEE a été inférieur (75 %) au taux enregistré pour les libertés conditionnelles totales accordées à l'issue de la procédure ordinaire (80 %).
- En 2010-2011, le taux d'achèvement des libertés conditionnelles totales s'est amélioré en ce qui touche les délinquants sexuels (+2 %), les auteurs d'une infraction non sexuelle figurant à l'annexe I (+3 %) et les délinquants condamnés pour une infraction non prévue aux annexes (+1 %), et il est demeuré relativement stable chez les délinquants purgeant une peine pour une infraction visée à l'annexe II.
- Une amélioration importante du taux d'achèvement a été observée chez les délinquants autochtones (+11 %), asiatiques (+3 %) et de race noire (+2 %) dont la période de liberté conditionnelle totale s'est terminée en 2010-2011. Le taux d'achèvement est resté plutôt stable chez les délinquants de race blanche.
- En 2010-2011, le taux d'achèvement des libertés conditionnelles totales de ressort fédéral a été de 77 % tant pour les femmes que pour les hommes; toutefois, le taux a augmenté de 5 points de pourcentage dans le premier groupe et de 1 point de pourcentage dans le second.
- Au cours des cinq dernières années, le taux d'achèvement des libertés conditionnelles totales de ressort fédéral s'est amélioré dans toutes les régions, mais plus particulièrement dans celle des Prairies, où il est passé de 64 % en 2006-2007 à 77 % en 2010-2011.
- Le taux de révocation pour infraction a été en baisse constante dans les cinq dernières années, et il est descendu à 6 % en 2010-2011.
- Le taux de révocation pour infraction avec violence s'est légèrement accru chez les délinquants sous responsabilité fédérale mis en liberté conditionnelle totale à l'issue de la PEE (+0,1 %) et de la procédure ordinaire (+0,2 %), étant monté à 0,5 % dans le premier cas et à 1,6 % dans le second.
- Comparativement à l'année précédente, le taux de récidive violente durant la période de liberté conditionnelle totale a diminué dans deux groupes, soit les Autochtones et les Asiatiques, il est demeuré pour ainsi dire le même chez les Noirs, et il a connu une légère augmentation chez les Blancs.
- En 2010-2011, pour la troisième année consécutive, il n'y a eu aucune récidive avec violence chez les délinquantes sous responsabilité fédérale qui étaient en liberté conditionnelle totale alors qu'on constate une légère hausse du côté des hommes.
- À l'échelon régional, le taux de récidive violente a été faible pendant la période de cinq ans, se situant entre 0 % et 3 %.

LIBÉRATION CONDITIONNELLES TOTALES DE RESSORT FÉDÉRAL : PEINES D'UNE DURÉE INDÉTERMINÉE

- Entre 1994-1995 et 2010-2011, les délinquants purgant une peine d'une durée indéterminée ont eu 2 649 périodes de liberté conditionnelle totale. Au 10 avril 2011, 60 % de ces périodes se poursuivaient (délinquants encore sous surveillance). Les autres avaient pris fin pour diverses raisons : décès du délinquant dans 16 % des cas, révocation de la libération pour manquement aux conditions dans 14 % des cas, perpétration d'une nouvelle infraction sans violence dans 6 % des cas et perpétration d'une infraction violente dans 3 % des cas.
- La durée moyenne des périodes de liberté conditionnelle totale des délinquants sous responsabilité fédérale purgant une peine d'une durée indéterminée a été de 11,7 ans.
- Durant les 17 dernières années, les périodes de liberté conditionnelle totale des délinquants sous responsabilité fédérale condamnés à une peine d'une durée indéterminée ont duré en moyenne 5 ans quand la libération a été révoquée pour violation des conditions et 6 ans lorsqu'elle a été révoquée à la suite d'une infraction.
- La majorité des révocations pour violation des conditions et des révocations pour infraction se sont produites dans les cinq premières années de la période de liberté conditionnelle totale des délinquants sous responsabilité fédérale condamnés à une peine d'une durée indéterminée, ensuite le nombre de révocations a diminué progressivement. Donc, plus un délinquant reste longtemps en liberté conditionnelle totale, plus la probabilité de révocation s'amoindrit.
- Au cours des 17 dernières années, la probabilité de décès chez les délinquants condamnés à une peine d'une durée indéterminée qui étaient en liberté conditionnelle totale équivalait à 1,7 fois la probabilité de révocation pour perpétration d'une nouvelle infraction et à 4,8 fois la probabilité de révocation pour perpétration d'une infraction accompagnée de violence.

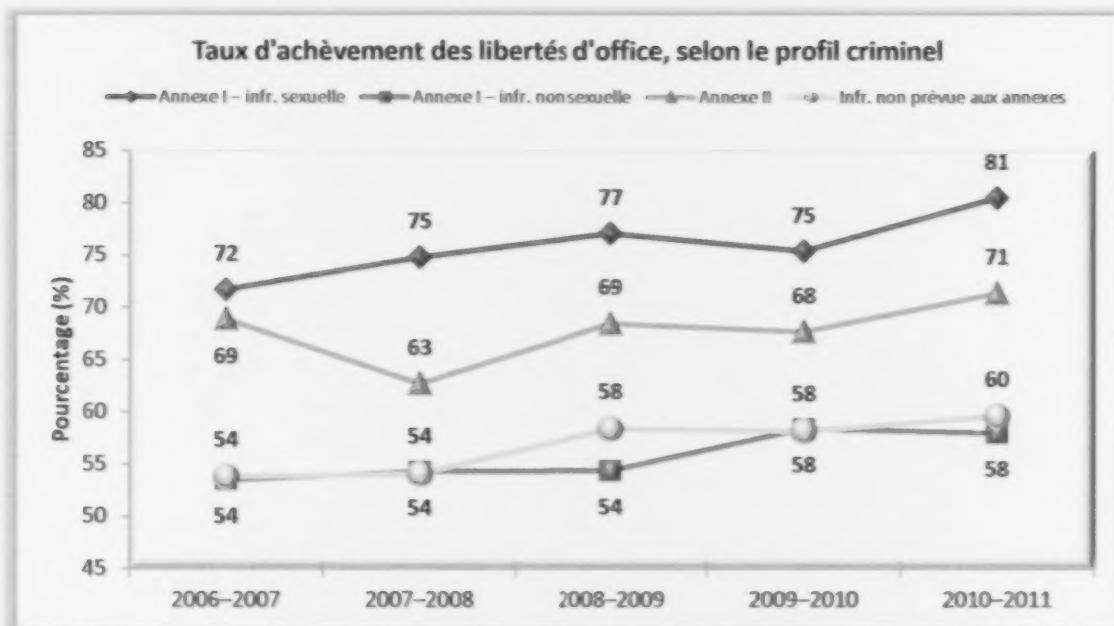


- Si l'on compare les délinquants en liberté conditionnelle totale condamnés à une peine d'une durée indéterminée avec les délinquants purgeant une peine d'une durée déterminée, on constate que la probabilité de révocation pour violation des conditions était 18 % moins grande chez les premiers, que la probabilité de révocation pour infraction était 17 % moindre, mais que la probabilité de révocation pour infraction avec violence était plus d'une fois et demie plus élevée.

LIBÉRATION CONDITIONNELLES TOTALES DE RESSORT PROVINCIAL

- Chez les délinquants sous responsabilité provinciale, le taux d'achèvement des libertés conditionnelles totales a été de 82 % en 2010-2011. Il y a eu une hausse dans les régions des Prairies et du Pacifique, mais une diminution dans celle de l'Atlantique. Inversement, le taux de révocation pour violation des conditions a subi une baisse dans les régions des Prairies et du Pacifique tandis qu'il s'est accru dans celle de l'Atlantique.
- Le taux de révocation pour infraction a augmenté dans les régions des Prairies et du Pacifique, alors qu'il a diminué dans celle de l'Atlantique.
- Le taux de révocation pour récidive avec violence est resté très faible chez les délinquants sous responsabilité provinciale en liberté conditionnelle totale pendant les cinq dernières années. Seuls un délinquant purgeant une peine pour une infraction non sexuelle visée à l'annexe I et un délinquant condamné pour une infraction non prévue aux annexes ont vu leur libération révoquée en raison de la perpétration d'une infraction violente.

RÉSULTATS DES LIBÉRATION D'OFFICE



- En 2010-2011, le taux d'achèvement des libertés d'office a connu une légère augmentation qui l'a porté à 62 % (+1 % comparativement à l'année précédente), alors que le taux de révocation pour violation des conditions est demeuré à 28 %.
- En 2010-2011, c'est chez les délinquants sexuels que le taux d'achèvement des liberté d'office était le plus élevé et chez les délinquants condamnés pour une infraction non sexuelle visée à l'annexe I qu'il était le plus bas.
- Au cours des cinq dernières années, c'est chez les délinquants asiatiques que la probabilité d'achèvement de la liberté d'office était la plus forte, et chez les Autochtones qu'elle était la plus faible. Le taux d'achèvement s'est toutefois amélioré dans tous les groupes de délinquants en 2010-2011, sauf chez les Noirs.
- La probabilité d'achèvement de la liberté d'office a été plus élevée chez les femmes que chez les hommes en 2010-2011, mais on note que le taux d'achèvement est descendu à 67 % (-2 %) chez les premières alors qu'il est monté à 62 % (+1 %) chez les seconds.
- En 2010-2011, il y a eu une amélioration du taux d'achèvement des libertés d'office dans les régions de l'Atlantique (+1 %), du Québec (+2 %), de l'Ontario (+3 %) et du Pacifique (+2 %), et une baisse dans celle des Prairies (-2 %).
- En 2010-2011, le taux de révocation pour violation des conditions est resté plutôt stable chez les délinquants de toutes les races, sauf chez les Noirs, où l'on note une hausse.
- Le taux de révocation pour infraction durant la période de liberté d'office est descendu à 10 % (-1 %) en 2010-2011, et le taux de révocation pour infraction avec violence, à 1 % (-1 %).

- En 2010-2011, le taux de révocation pour infraction violente a diminué chez les délinquants asiatiques et de race blanche, mais il a augmenté un peu chez les délinquants autochtones et de race noire.
- Entre 2006-2007 et 2010-2011, le taux de révocation pour infraction avec violence durant la période de liberté d'office a diminué dans toutes les régions.

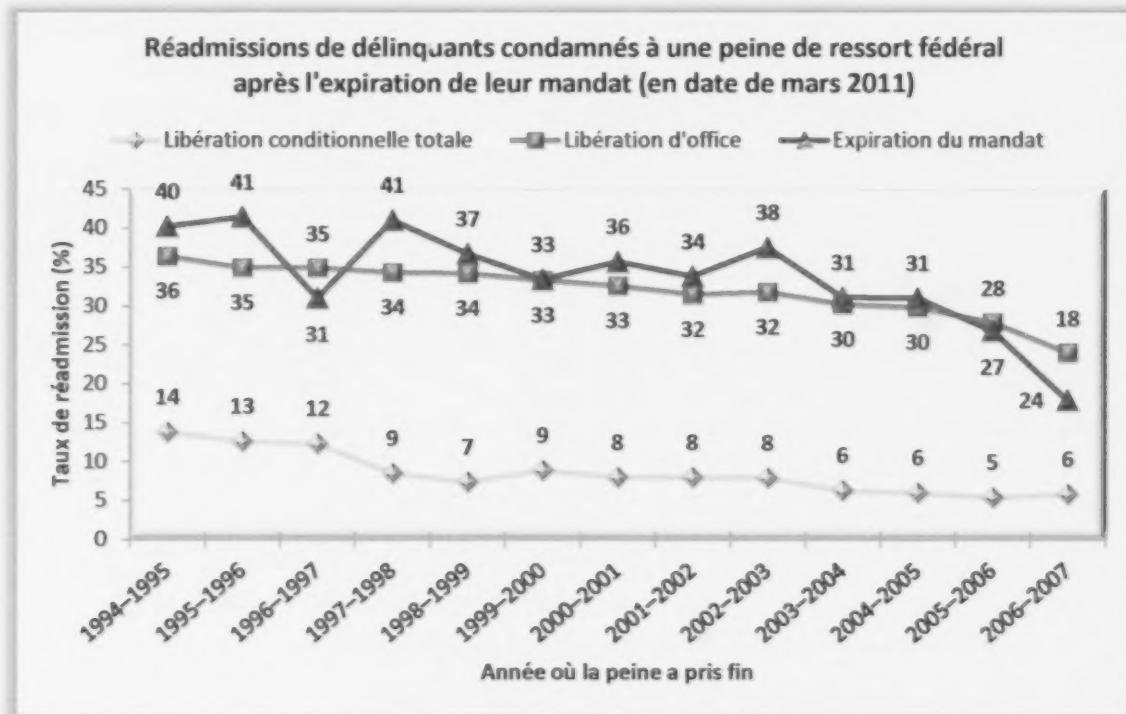


- Dans les cinq dernières années, le taux d'achèvement de la liberté d'office chez les délinquants qui ont précédemment été mis en semi-liberté ou en liberté conditionnelle totale a été supérieur de 13 % en moyenne au taux enregistré chez ceux qui ne l'ont pas été. Il y a deux explications possibles à cela :
 1. Lorsqu'on accorde une semi-liberté ou une libération conditionnelle totale à des délinquants avant la libération d'office, c'est en partie parce qu'ils sont moins susceptibles de récidiver.
 2. Les délinquants qui ont été mis en semi-liberté ou en liberté conditionnelle totale avant d'être libérés d'office ont fait l'expérience de la vie en société et ils ont donc plus de chances, grâce à cet apprentissage, de mener leur liberté d'office à bonne fin.

RÉADMISSIONS APRÈS L'EXPIRATION DU MANDAT

(tableaux 151 à 163)

L'analyse des données sur les réadmissions après l'expiration du mandat fournit des indications importantes sur la capacité des délinquants de vivre dans le respect des lois à long terme après avoir fini de purger leur peine. Cette information est utile pour faire la planification stratégique et évaluer l'efficacité des dispositions législatives, des politiques et des opérations.



- Au 31 mars 2011, 27 % des délinquants étaient retournés en détention entre 10 et 15 ans après la fin de leur mandat (peines ayant pris fin entre 1995-1996 et 2000-2001) pour purger une peine de ressort fédéral.
- À long terme (peines ayant pris fin entre 1995-1996 et 2000-2001), la probabilité de réadmission par suite d'une condamnation à une nouvelle peine de ressort fédéral a été près de quatre fois plus élevée chez les délinquants libérés à la date d'expiration de leur mandat que chez ceux qui étaient en liberté conditionnelle totale quand leur peine s'est terminée. La probabilité qu'un délinquant soit réadmis pour purger une peine de ressort fédéral n'a été que légèrement moindre s'il était en liberté d'office lorsque sa peine a pris fin que s'il a été libéré au terme de son mandat.
- Chez les délinquants réadmis pour purger une nouvelle peine de ressort fédéral, il y avait une plus forte probabilité, à long terme (peines ayant pris fin entre 1995-1996 et 2000-2001), que ce soit en raison de la perpétration d'une infraction sans violence que de celle d'une infraction violente s'ils étaient en liberté conditionnelle quand leur peine s'était terminée, alors qu'on observait le contraire chez les délinquants qui avaient été libérés à l'expiration de leur mandat. En ce qui concerne les délinquants qui étaient en liberté d'office à la fin de leur peine, la probabilité que l'infraction à l'origine de leur condamnation à une nouvelle peine de ressort fédéral soit de nature violente n'était que légèrement supérieure à la probabilité qu'elle soit non violente.

- Lorsqu'on compare la probabilité de réadmission en raison d'une condamnation à une nouvelle peine de ressort fédéral selon la catégorie de délinquants, on constate que, à long terme (peines ayant pris fin entre 1995-1996 et 2000-2001), c'est chez les délinquants déclarés coupables d'une infraction non prévue aux annexes qu'elle a été la plus forte, peu importe que les délinquants aient été en liberté conditionnelle totale, en liberté d'office ou en détention quand leur peine a pris fin, tandis que la plus faible probabilité a été observée chez les délinquants sexuels.
- Si l'on fait une comparaison, toujours à long terme, selon le groupe de délinquants, on voit que le plus haut taux de réadmission par suite d'une condamnation à une nouvelle peine de ressort fédéral a été enregistré chez les Autochtones, qu'ils aient été en liberté conditionnelle totale, en liberté d'office ou en détention quand leur mandat a expiré, et le plus bas chez les Asiatiques.
- Durant la même période, c'est chez les délinquants de la région de l'Atlantique que la probabilité d'être réadmis pour purger une peine de ressort fédéral a été la plus forte, peu importe que les délinquants aient été en liberté conditionnelle totale, en liberté d'office ou en détention au moment de l'expiration de leur peine, tandis que c'est dans la région de l'Ontario qu'elle a été la plus faible.

APPLICATION TRANSPARENTE ET RESPONSABLE DU PROCESSUS DE MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION

(tableaux 164 à 169)

Aux termes de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, la Commission des libérations conditionnelles du Canada est tenue de fournir des renseignements aux victimes d'actes criminels et de l'aide aux personnes qui souhaitent assister à ses audiences à titre d'observateurs ou consulter son registre des décisions. La Commission se doit d'être efficace à ce chapitre afin de s'acquitter convenablement de son obligation de rendre des comptes à la population et afin que le programme de mise en liberté sous condition soit mieux compris du public et lui inspire davantage confiance.

Avant d'examiner l'information contenue dans la présente section, il est bon de savoir qu'il y aura certaines différences entre les régions ainsi que des changements notables dans les statistiques au sein des régions. Il y a deux raisons à cela : d'abord, les régions n'emploient pas toutes la même méthode pour enregistrer les données; ensuite, la Commission s'est efforcée ces dernières années d'améliorer les relations et les contacts avec les victimes et le public.

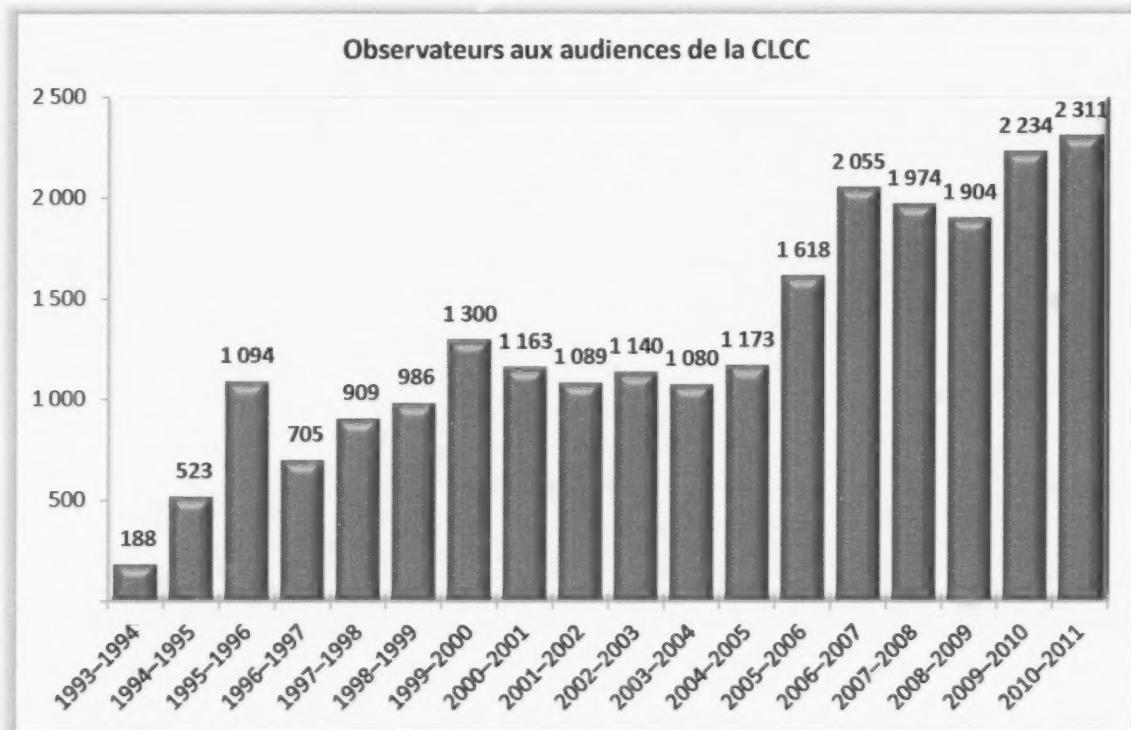
Afin que la collecte des données statistiques se fasse de manière plus uniforme, les formulaires employés ont été examinés et modifiés, de concert avec les régions. Les formulaires révisés, qui sont utilisés depuis le 1^{er} avril 2007, aident à accroître l'uniformité des statistiques.

COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS AUX VICTIMES



- En 2010-2011, la CLCC a eu près de 22 500 contacts avec des victimes, ce qui constitue le nombre le plus élevé depuis 1993-1994. C'est dans les régions de l'Ontario et du Québec qu'ont été observées les plus fortes hausses par rapport à l'année d'avant, soit 19 % et 11 % respectivement.
- Au 31 mars 2011, le nombre de victimes qui s'étaient inscrites pour recevoir de l'information de la CLCC et du SCC était de 6 594.

OBSERVATEURS AUX AUDIENCES DE LA CLCC



- En 2010-2011, il y a eu 2 311 observateurs (+3 % comparativement à l'année précédente) à 948 audiences de la Commission (+12%); c'est le plus grand nombre d'observateurs enregistré depuis 1993-1994.
- Le nombre d'observateurs à des audiences de la CLCC a connu une hausse dans les régions de l'Atlantique (+85 %) et de l'Ontario (+14 %), il est demeuré pour ainsi dire inchangé dans celle du Pacifique (+1) et il a diminué dans celles du Québec (-9 %) et des Prairies (-38 %).

DÉCLARATIONS DE VICTIMES AUX AUDIENCES

Depuis le 1^{er} juillet 2001, les victimes d'actes criminels sont autorisées à lire une déclaration préparée à l'avance au cours d'une audience de libération conditionnelle tenue par la CLCC. Auparavant, elles pouvaient simplement présenter une déclaration écrite et assister à l'audience à titre d'observateurs.

- En 2010-2011, 237 déclarations (+3 %) ont été présentées par des victimes lors de 137 audiences (+8 %).
- La majorité des déclarations (89 %) ont été faites en personne; les autres modes de présentation utilisés ont été, dans l'ordre, l'enregistrement audio, la vidéoconférence, le DVD et la téléconférence.
- La principale infraction subie par les victimes qui ont présenté une déclaration en 2010-2011 était le plus souvent le meurtre, l'homicide involontaire coupable ou l'agression sexuelle.

CONSULTATION DU REGISTRE DES DÉCISIONS

- En 2010-2011, le nombre de décisions consignées au registre qui ont été communiquées a subi une légère baisse par rapport à l'année précédente (-0,6 %), ce qui l'a fait descendre à 5 689.
- Il s'est produit une hausse dans toutes les régions, excepté celle du Pacifique (-21 %). Ailleurs les augmentations suivantes ont été observées : 22 % dans la région de l'Atlantique, 11 % au Québec, 13 % en Ontario et 5 % dans la région des Prairies.

DÉCISIONS RELATIVES AU PARDON ET RECOMMANDATIONS CONCERNANT LA CLÉMENCE

(tableaux 170 à 175)

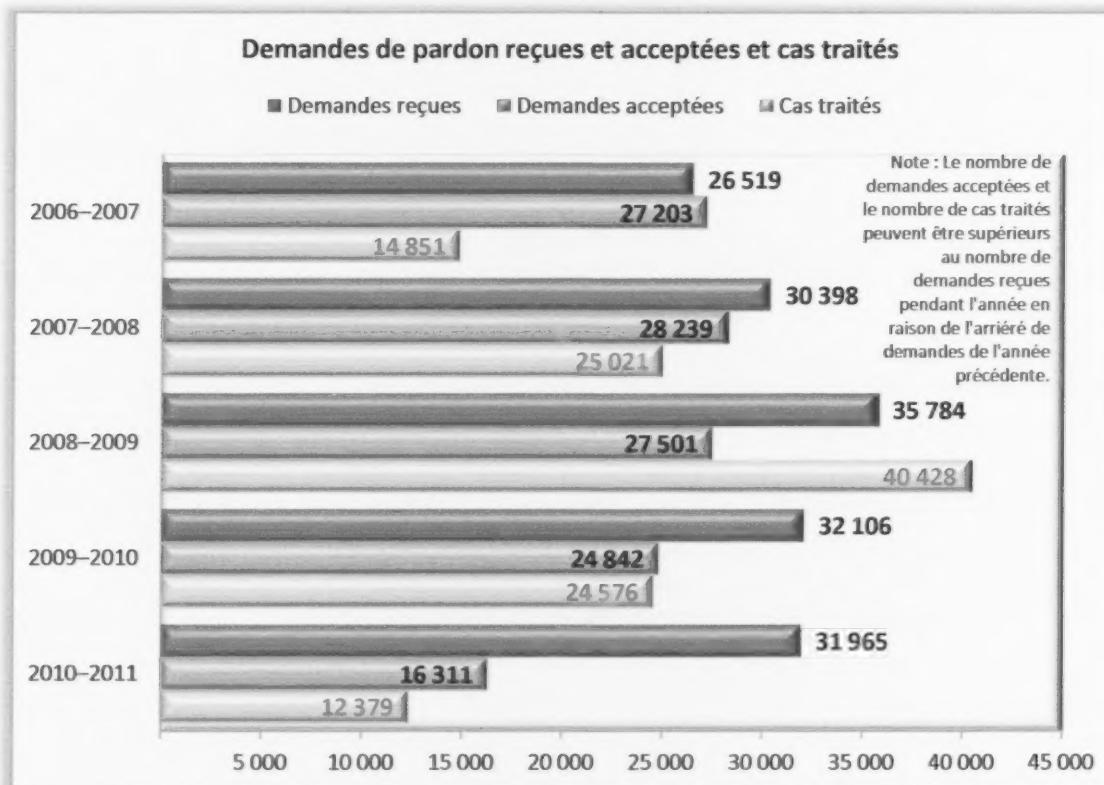
Le programme Clémence et pardons consiste à examiner des demandes de pardon, à délivrer des pardons, à rendre des décisions au sujet des pardons et à formuler des recommandations concernant la clémence.

PROGRAMME DE PARDON

Un pardon est une mesure officielle dont l'objet est d'effacer la honte d'une condamnation chez les personnes reconnues coupables d'une infraction à une loi fédérale qui, après avoir purgé la peine qui leur avait été infligée et avoir laissé s'écouler une période d'attente déterminée, s'avèrent être des citoyens respectueux des lois. La *Loi sur le casier judiciaire* a été créée en 1970. Elle confère à la Commission des libérations conditionnelles du Canada le pouvoir exclusif de délivrer, d'octroyer, de refuser ou de révoquer des pardons relativement à des condamnations pour des infractions à des lois ou règlements fédéraux.

Le 29 juin 2010, le projet de loi C-23A a reçu la sanction royale et est entré en vigueur. Il a modifié la *Loi sur le casier judiciaire*, notamment en allongeant la période d'inadmissibilité pour la présentation de certaines demandes de pardon; ainsi, a) la période d'attente est passée de trois à cinq ans dans le cas de certaines infractions punissables sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, et b) de cinq à dix ans pour certaines infractions faisant l'objet d'une poursuite par voie de mise en accusation.

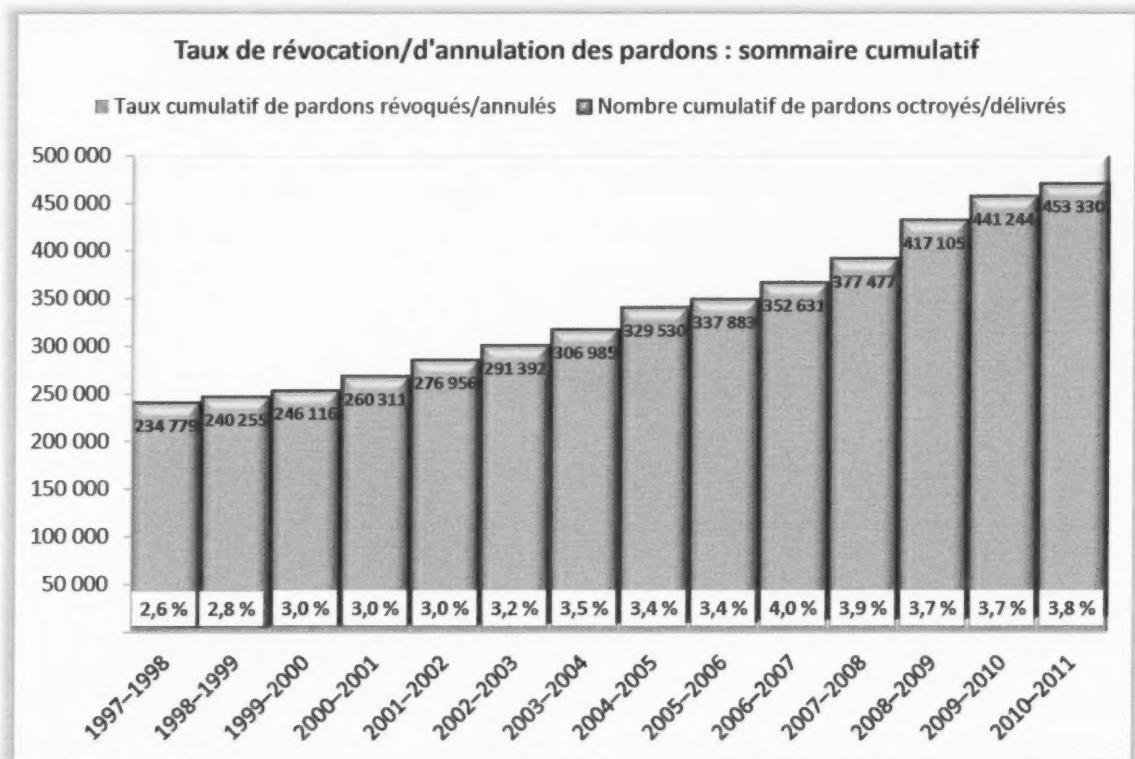
TENDANCES EN MATIÈRE DE DÉCISIONS



- Au cours des cinq dernières années, la Commission a reçu annuellement plus de 31 000 demandes de pardon en moyenne, mais elle en a accepté environ 25 000 (ou 79 %).
- En 2010-2011, la Commission a reçu 31 965 demandes (-0,4 % par rapport à l'année précédente) et en a accepté 16 311 (-34 %). Elle a rejeté les autres parce qu'elles étaient incomplètes ou que les demandeurs étaient inadmissibles, ou parce qu'elle n'avait pas compétence pour les examiner.
- La Commission a rendu 12 379 décisions sur le pardon en 2010-2011. De ce nombre, 76 % ont consisté à octroyer le pardon (+10 %), 22 % à le délivrer (-10 %) et 2 % à le refuser (0 %).

RENDEMENT ET RÉSULTATS

- En 2010-2011, le nombre de pardons révoqués ou annulés est monté à 1 126 (+22 %). Plus précisément, 71 pardons ont été révoqués par la CLCC (-63 %), et 1 055 pardons ont été annulés par la GRC ou la CLCC (+45 %).



- Le taux cumulatif de révocation/d'annulation de pardons est relativement stable depuis quatorze ans, ce qui montre que la plupart des gens continuent de vivre dans le respect des lois après avoir obtenu un pardon.
- En 2010-2011, le taux cumulatif de révocation/d'annulation de pardons a augmenté de 0,15 %.
- Le temps requis en moyenne pour traiter une demande de pardon a été de 3,5 mois en 2010-2011.

PROGRAMME DE CLÉMENCE

On ne se prévaut des dispositions des *Lettres patentes* ou du *Code criminel* relatives à la clémence que dans des circonstances extraordinaires, lorsque la loi ne prévoit aucun autre moyen de réduire les effets négatifs exceptionnels des sanctions imposées pour des actes criminels.

Les motifs des demandes de clémence présentées sont multiples, l'emploi venant très loin en tête. Voici certaines des autres raisons : sentiment d'iniquité, état de santé, immigration au Canada, appel à la compassion et difficultés financières.

RE COURS EN GRÂCE											
	Jusqu'en 2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Total
Demandes	698	11	29	21	18	18	24	21	37	31	908
Octrois	181	0	0	0	1	1	2	0	1	0	186
Refus	108	2	0	1	1	2	0	1	2	0	117
Abandons	393	16	4	26	19	22	14	21	15	32	562

Nota : Ces chiffres sont basés sur l'année civile.

- À la fin de 2010, il y avait 51 demandes de clémence en cours de traitement.
- Durant les cinq dernières années, la clémence a été accordée dans 4 cas et 5 demandes ont été refusées. Le traitement de 104 demandes a été abandonné parce que, dans la majorité des cas, le demandeur n'avait pas fourni suffisamment d'informations ou de preuves de la trop grande sévérité du châtiment, ou le ministre a déterminé qu'il n'y avait pas lieu de faire une enquête étant donné que les critères n'étaient pas remplis.

SERVICES INTERNES

(tableaux 176 à 178)

Vu que le gouvernement du Canada est déterminé à surveiller de près ses dépenses afin d'assurer une utilisation responsable des fonds publics, la Commission doit veiller à ce que ses programmes soient gérés avec efficacité et efficience. Elle doit concilier sa responsabilité de s'occuper d'importantes questions de sécurité publique, dans des délais serrés, et sous l'œil très attentif de la population, avec la transformation de son effectif et la nécessité de moderniser la gestion des ressources humaines.

NIVEAUX DE RÉFÉRENCE DE LA CLCC

DÉPENSES par ACTIVITÉ de PROGRAMME (en millions de dollars)							
Année	Décisions relatives à la mise en liberté sous condition	Application transparente et responsable du processus de mise en liberté sous condition	Décisions relatives au pardon et recommandations concernant la clémence	Services internes	Total de la CLCC		
2006-2007	33,9 \$ 78 %	6,7 \$ 15 %	2,8 \$ 6 %	0,0 \$ 0 %	43,4 \$		
2007-2008	34,3 \$ 79 %	6,2 \$ 14 %	2,9 \$ 7 %	0,0 \$ 0 %	43,4 \$		
2008-2009	38,4 \$ 79 %	7,1 \$ 15 %	3,1 \$ 6 %	0,0 \$ 0 %	48,6 \$		
2009-2010	34,0 \$ 72 %	6,1 \$ 13 %	2,8 \$ 6 %	4,4 \$ 9 %	47,3 \$		
2010-2011	33,8 \$ 73 %	5,7 \$ 12 %	2,1 \$ 5 %	4,4 \$ 10 %	46,0 \$		

*Depuis l'exercice 2005-2006, les rapports doivent être présentés en fonction des résultats stratégiques plutôt que des secteurs d'activité, à la demande du receveur général et du Secrétariat du Conseil du Trésor. Le tableau a donc été converti pour être conforme à cette nouvelle exigence. Cependant, étant donné que la Commission a un seul résultat stratégique, le tableau montre les dépenses pour chaque activité de programme.

- En 2010-2011, la Commission disposait de 49,7 millions de dollars en tout. Toutefois, elle ne pouvait toucher à une partie de cette somme, soit 1,7 million de dollars, qui avait été placée dans des affectations bloquées en attendant l'entrée en vigueur de modifications législatives. Cela lui laissait 48 millions de dollars. Elle en a dépensé 46 millions, c'est-à-dire environ 96 % des fonds accessibles.
- La Commission a un seul résultat stratégique, à savoir « Décisions relatives à la mise en liberté sous condition et au pardon, et processus décisionnels visant à protéger les collectivités canadiennes », et quatre activités de programme – Décisions relatives à la mise en liberté sous condition, Application transparente et responsable du processus de mise en liberté sous condition, Décisions relatives au pardon et recommandations concernant la clémence, et Services internes. La prise de décisions sur la mise en liberté sous condition est l'activité qui requiert le plus de ressources; elle représente 73 % des dépenses de la Commission.
- En outre, la Commission tire des recettes de l'imposition de frais pour le traitement de chaque demande de pardon. Le montant des frais a augmenté en décembre 2010, passant de 50 \$ à 150 \$. Cette somme de 150 \$ était répartie comme suit : 15 \$ sont allés à la GRC, 19 \$ ont été remis à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour les frais de locaux, et la Commission a touché les 116 \$ restants. En 2010-2011, la perception de ces frais de service a généré au total des recettes de 1 147 900 \$. La part qui est revenue à la Commission a été de 837 621 \$.

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

EFFECTIF (EMPLOYÉS) de la COMMISSION des LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES du Canada (au 9 mai 2011)							
Région	Femmes	Hommes	Total	Profil linguistique		Bilingues N ^{bre}	% Bilingues
				Anglais	Français		
Bureau national	93	37	130	57	73	103	79
Atlantique	33	2	35	16	19	22	63
Québec	47	9	56	1	55	45	80
Ontario	44	5	49	46	3	6	12
Prairies	53	14	67	66	1	5	7
Pacifique	43	8	51	49	2	5	10
Canada	313	75	388	235	153	186	48 %
Pourcentage	81 %	19 %	100 %	61 %	39 %		

- Au 9 mai 2011, la Commission avait un effectif de 388 employés composé à 19 % d'hommes et à 81 % de femmes. C'est dans la région de l'Atlantique qu'on trouvait la plus forte proportion de femmes (33 femmes pour 2 hommes) alors que la proportion la plus faible (93 femmes pour 37 hommes) a été enregistrée au bureau national.
- La première langue officielle de 61 % des employés était l'anglais, et celle de 39 % d'entre eux, le français. Le pourcentage d'employés bilingues était de 48 % (485) à l'échelle nationale et de 79 % au bureau national.
- Au 9 mai 2011, 5 % des employés de la Commission étaient des Autochtones et 8 % des membres des minorités visibles.
- Les personnes handicapées représentaient 5 % du personnel de la Commission.

EFFECTIF (MEMBRES) de la COMMISSION des LIBÉRATIONs CONDITIONNELLES du CANADA (au 21 juin 2011)						
Région	Femmes	Hommes	Total	Profil linguistique		Bilingues N ^{bre} %
				Anglais	Français	
Bureau national	2	3	5	2	3	4 80
Atlantique	4	7	11	7	4	5 45
Québec	5	9	14	2	12	10 71
Ontario	5	14	19	19	0	1 5
Prairies	6	13	19	19	0	0 0
Pacifique	7	6	13	13	0	0 0
Canada	29	52	81	62	19	20 25 %
Pourcentage	36 %	64 %	100 %	77 %	23 %	

- Au 21 juin 2011, la Commission se composait de 81 membres au total (43 commissaires à temps plein et 38 à temps partiel).
- Les femmes représentaient 36 % des commissaires.
- La première langue officielle de 77 % des commissaires était l'anglais et celle de 23 % d'entre eux le français; 25 % étaient bilingues.
- La majorité des commissaires avaient une expérience professionnelle dans le domaine de la justice pénale (78 %), et 88 % avaient une formation universitaire.

ANNEXE

Tous les tableaux sont de simples tableaux croisés, qui portent généralement sur une période de cinq ans. Dans chaque section, l'information est présentée, autant que possible, aux niveaux national et régional et selon la race des délinquants ou leur identité d'Autochtone, leur sexe et le type d'infraction qu'ils ont commise. Les tableaux sont accompagnés de notes explicatives s'il y a lieu. Ils sont présentés dans le même ordre que les sujets dans le corps du rapport.

Il convient de noter que certaines des données incluses dans le présent document qui figuraient dans les rapports des années antérieures peuvent avoir été révisées. C'est parce que le Système de gestion des délinquant(e)s (SGD) et le Système de gestion de l'information en matière de mise en liberté sous condition (SGILC) sont sans cesse mis à jour et perfectionnés.

Signalons également, au sujet des pourcentages figurant dans les tableaux sommaires, que les totaux n'égalent pas toujours 100 % étant donné que les nombres ont été arrondis.

CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DU PROGRAMME

POPULATION DE DÉLINQUANTS

Tableau 1

Source : CLCC et SCC

Année	En détention		En liberté sous condition		Total	Variation en %
	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%		
1990-1991	11 964	59,2	8 248	40,8	20 212	—
1991-1992	12 719	59,9	8 532	40,1	21 251	5,1
1992-1993	12 877	59,5	8 749	40,5	21 626	1,8
1993-1994	13 560	60,3	8 919	39,7	22 479	3,9
1994-1995	14 262	62,8	8 465	37,2	22 727	1,1
1995-1996	14 183	62,9	8 367	37,1	22 550	-0,8
1996-1997	14 137	63,4	8 163	36,6	22 300	-1,1
1997-1998	13 399	61,0	8 583	39,0	21 982	-1,4
1998-1999	13 081	59,2	9 016	40,8	22 097	0,5
1999-2000	12 800	58,4	9 135	41,6	21 935	-0,7
2000-2001	12 794	58,9	8 911	41,1	21 705	-1,0
2001-2002	12 662	59,6	8 589	40,4	21 251	-2,1
2002-2003	12 654	60,2	8 371	39,8	21 025	-1,1
2003-2004	12 413	59,8	8 339	40,2	20 752	-1,3
2004-2005	12 623	60,6	8 218	39,4	20 841	0,4
2005-2006	12 671	60,2	8 365	39,8	21 036	0,9
2006-2007	13 171	60,9	8 449	39,1	21 620	2,8
2007-2008	13 582	61,7	8 434	38,3	22 016	1,8
2008-2009	13 289	60,4	8 716	39,6	22 005	0,0
2009-2010	13 531	60,8	8 709	39,2	22 240	1,1
2010-2011	14 219	62,2	8 644	37,8	22 863	2,8

Nota : Non compris (au 10 avril 2011) : 122 évadés, 72 délinquants en liberté sous caution et 483 délinquants illégalement en liberté.

DÉFINITION : Sont inclus dans la population en détention : les délinquants purgeant une peine de ressort fédéral dans des pénitenciers ou des établissements provinciaux, les délinquants gardés dans des centres correctionnels communautaires à titre de détenus (et non de délinquants en liberté sous condition) et les délinquants temporairement absents de l'établissement en vertu du régime de permissions de sortir ou du programme de placement à l'extérieur.

Sont comptés dans la population en liberté sous condition : les délinquants sous responsabilité fédérale bénéficiant d'une semi-liberté, d'une liberté conditionnelle totale ou d'une liberté d'office, ou visés par une ordonnance de surveillance de longue durée (délinquants à contrôler), y compris les délinquants mis en liberté conditionnelle pour expulsion et les délinquants en détention temporaire, qu'ils soient incarcérés dans un pénitencier ou une prison provinciale.

Tableau 2

Source : CLCC et SCC

Année	POPULATION de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE, par RÉGION										
	Atlantique N ^{bre} %	Québec N ^{bre} %	Ontario N ^{bre} %	Prairies N ^{bre} %	Pacifique N ^{bre} %	Canada N ^{bre}					
2006-2007	2 149	9,9	5 245	24,3	5 818	26,9	5 214	24,1	3 194	14,8	21 620
2007-2008	2 227	10,1	5 256	23,9	5 969	27,1	5 284	24,0	3 280	14,9	22 016
2008-2009	2 177	9,9	5 276	24,0	6 007	27,3	5 332	24,2	3 213	14,6	22 005
2009-2010	2 239	10,1	5 317	23,9	6 198	27,9	5 374	24,2	3 112	14,0	22 240
2010-2011	2 228	9,7	5 430	23,8	6 455	28,2	5 597	24,5	3 153	13,8	22 863

Tableau 3

Source : CLCC et SCC

POPULATION de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE en DÉTENTION, par RÉGION						
Année	Atlantique N ^{bre} %	Québec N ^{bre} %	Ontario N ^{bre} %	Prairies N ^{bre} %	Pacifique N ^{bre} %	Canada N ^{bre}
2006-2007	1 371 10,4	3 077 23,4	3 511 26,7	3 354 25,5	1 858 14,1	13 171
2007-2008	1 361 10,0	3 248 23,9	3 671 27,0	3 367 24,8	1 935 14,2	13 582
2008-2009	1 335 10,0	3 091 23,3	3 673 27,6	3 329 25,1	1 861 14,0	13 289
2009-2010	1 331 9,8	3 102 22,9	3 863 28,5	3 465 25,6	1 770 13,1	13 531
2010-2011	1 337 9,4	3 187 22,4	4 098 28,8	3 711 26,1	1 886 13,3	14 219

Nota : Non compris (au 10 avril 2011) : les évadés (2 dans la région de l'Atlantique, 23 au Québec, 48 en Ontario, 18 dans la région des Prairies et 31 dans celle du Pacifique) et les délinquants en liberté sous caution (3 dans la région de l'Atlantique, 12 au Québec, 32 en Ontario, 14 dans la région des Prairies et 11 dans celle du Pacifique).

Tableau 4

Source : CLCC et SCC

POPULATION de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE en DÉTENTION – AUTOCHTONES et RACE						
Année	Autochtones N ^{bre} %	Asiatiques N ^{bre} %	Noirs N ^{bre} %	Blancs N ^{bre} %	Autres N ^{bre} %	Canada N ^{bre}
2006-2007	2 580 19,6	320 2,4	889 6,7	8 848 67,2	534 4,1	13 171
2007-2008	2 657 19,6	363 2,7	991 7,3	8 937 65,8	634 4,7	13 582
2008-2009	2 618 19,7	354 2,7	1 060 8,0	8 607 64,8	650 4,9	13 289
2009-2010	2 793 20,6	380 2,8	1 144 8,5	8 563 63,3	651 4,8	13 531
2010-2011	3 057 21,5	415 2,9	1 297 9,1	8 679 61,0	771 5,4	14 219

Tableau 5

Source : CLCC et SCC

POPULATION de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE en DÉTENTION, selon le SEXE					
Année	Hommes		Femmes		Canada N ^{bre}
	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	
2006-2007	12 695	96,4	476	3,6	13 171
2007-2008	13 087	96,4	495	3,6	13 582
2008-2009	12 789	96,2	500	3,8	13 289
2009-2010	13 028	96,3	503	3,7	13 531
2010-2011	13 650	96,0	569	4,0	14 219

Tableau 6

Source : CLCC et SCC

Année	POPULATION de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE en LIBERTÉ sous CONDITION						Total		
	En semi-liberté		En liberté conditionnelle totale		En liberté d'office		Surveillance de longue durée		
	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	
1991-1992	1 780	20,9	4 512	52,9	2 240	26,3			8 532
1992-1993	1 785	20,4	4 878	55,8	2 086	23,8			8 749
1993-1994	1 431	16,0	5 472	61,4	2 016	22,6			8 919
1994-1995	1 263	14,9	5 063	59,8	2 139	25,3			8 465
1995-1996	1 101	13,2	4 804	57,4	2 462	29,4			8 367
1996-1997	959	11,7	4 588	56,2	2 616	32,0			8 163
1997-1998	1 374	16,0	4 504	52,5	2 705	31,5			8 583
1998-1999	1 562	17,3	4 755	52,7	2 699	29,9			9 016
1999-2000	1 471	16,1	4 918	53,8	2 746	30,1			9 135
2000-2001	1 319	14,8	4 807	53,9	2 779	31,2	6	0,1	8 911
2001-2002	1 234	14,4	4 502	52,4	2 833	33,0	20	0,2	8 589
2002-2003	1 201	14,3	4 258	50,9	2 878	34,4	34	0,4	8 371
2003-2004	1 215	14,6	4 162	49,9	2 901	34,8	61	0,7	8 339
2004-2005	1 160	14,1	4 043	49,2	2 922	35,6	93	1,1	8 218
2005-2006	1 281	15,3	4 038	48,3	2 926	35,0	120	1,4	8 365
2006-2007	1 245	14,7	3 997	47,3	3 038	36,0	169	2,0	8 449
2007-2008	1 240	14,7	3 969	47,1	3 016	35,8	209	2,5	8 434
2008-2009	1 145	13,1	4 007	46,0	3 311	38,0	253	2,9	8 716
2009-2010	1 230	14,1	4 002	46,0	3 207	36,8	270	3,1	8 709
2010-2011	1 128	13,0	4 040	46,7	3 177	36,8	299	3,5	8 644

Nota : Non compris (au 10 avril 2011) parce qu'illegalement en liberté : 84 délinquants en SL (7,4 % des délinquants en SL), 136 délinquants en LCT (3,4 % des délinquants en LCT), 259 libérés d'office (8,2 % des délinquants en LO) et 4 délinquants soumis à une SLD (1,3 % des délinquants soumis à une SLD).

Tableau 7

Source : CLCC et SCC

POPULATION de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE en LIBERTÉ sous CONDITION, par RÉGION							
Année		Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Pacifique	Canada
2006-2007	Semi-liberté	99	270	311	299	266	1 245
	Lib. cond. totale	393	1 067	1 113	800	624	3 997
	Liberté d'office	274	790	832	727	415	3 038
	Surveillance de longue durée	12	41	51	34	31	169
	Total	778	2 168	2 307	1 860	1 336	8 449
2007-2008	Semi-liberté	136	267	302	294	241	1 240
	Lib. cond. totale	403	997	1 097	826	646	3 969
	Liberté d'office	314	684	835	764	419	3 016
	Surveillance de longue durée	13	60	64	33	39	209
	Total	866	2 008	2 298	1 917	1 345	8 434
2008-2009	Semi-liberté	112	277	280	254	222	1 145
	Lib. cond. totale	387	1 029	1 113	834	644	4 007
	Liberté d'office	329	805	864	870	443	3 311
	Surveillance de longue durée	14	74	77	45	43	253
	Total	842	2 185	2 334	2 003	1 352	8 716
2009-2010	Semi-liberté	136	287	292	284	231	1 230
	Lib. cond. totale	434	1 061	1 070	815	622	4 002
	Liberté d'office	324	789	892	755	447	3 207
	Surveillance de longue durée	14	78	81	55	42	270
	Total	908	2 215	2 335	1 909	1 342	8 709
2010-2011	Semi-liberté	116	296	266	243	207	1 128
	Lib. cond. totale	461	1 081	1 090	806	602	4 040
	Liberté d'office	299	772	920	779	407	3 177
	Surveillance de longue durée	15	93	81	58	52	299
	Total	891	2 242	2 357	1 886	1 268	8 644

Nota : Non compris (au 10 avril 2011) parce qu'illégalement en liberté : 28 délinquants dans la région de l'Atlantique, 132 au Québec, 122 en Ontario, 121 dans la région des Prairies et 80 dans celle du Pacifique.

Tableau 8

Source : CLCC et SCC

POPULATION de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE en LIBERTÉ sous CONDITION – AUTOCHTONES et RACE							
Année	Autochtones N ^{bre} %	Asiatiques N ^{bre} %	Noirs N ^{bre} %	Blancs N ^{bre} %	Autres N ^{bre} %	Canada N ^{bre}	
2006-2007	1 094	12,9	387	4,6	524	6,2	6 052
2007-2008	1 146	13,6	392	4,6	513	6,1	5 971
2008-2009	1 171	13,4	410	4,7	563	6,5	6 086
2009-2010	1 196	13,7	391	4,5	602	6,9	6 019
2010-2011	1 179	13,6	400	4,6	628	7,3	5 967

Tableau 9

Source : CLCC et SCC

POPULATION de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE en LIBERTÉ sous CONDITION, selon le SEXE							
Année	Hommes		Femmes		Canada		
	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}		
2006-2007	7 936	93,9	513	6,1	8 449		
2007-2008	7 873	93,3	561	6,7	8 434		
2008-2009	8 141	93,4	575	6,6	8 716		
2009-2010	8 145	93,5	564	6,3	8 709		
2010-2011	8 114	93,9	530	6,1	8 644		

Tableau 10

Source : CLCC et SCC

POPULATION de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ PROVINCIALE en LIBERTÉ sous CONDITION, par RÉGION							
Année		Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Pacifique	Canada
2006-2007	Semi-liberté	16	-	1	22	6	45
	Lib. cond. totale	80	-	-	47	82	209
	Surveillance de longue durée	-	-	-	-	-	-
	Total	96	-	1	69	88	254
2007-2008	Semi-liberté	6	-	-	17	39	62
	Lib. cond. totale	70	-	-	42	85	197
	Surveillance de longue durée	-	-	-	2	-	2
	Total	76	-	-	61	124	261
2008-2009	Semi-liberté	13	-	-	18	35	66
	Lib. cond. totale	42	-	-	40	43	125
	Surveillance de longue durée	-	-	-	2	-	2
	Total	55	-	-	60	78	193
2009-2010	Semi-liberté	16	-	-	16	36	68
	Lib. cond. totale	46	2	1	30	45	124
	Surveillance de longue durée	-	-	-	-	-	-
	Total	62	2	1	46	81	192
2010-2011	Semi-liberté	10	-	-	18	34	62
	Lib. cond. totale	36	-	-	20	37	93
	Surveillance de longue durée	-	-	-	-	-	-
	Total	46	-	-	38	71	155

Nota : Non compris (au 10 avril 2011) parce qu'illegalement en liberté : 6 délinquants dans la région de l'Atlantique, 3 dans celle des Prairies et 5 dans celle du Pacifique.

Les cas de ressort provincial qu'on trouve dans les régions du Québec et de l'Ontario sont des délinquants transférés des trois autres régions au moment de leur libération conditionnelle ou en vertu d'un accord d'échange de services.

Tableau 11

Source : CLCC et SCC

PROFIL CRIMINEL de L'ENSEMBLE des DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE, par RÉGION (%)						
Région	Année	Meurtre	Infr. sexuelle visée à l'annexe I	Infr. non sexuelle visée à l'annexe I	Infr. visée à l'annexe II	Infr. non prévue aux annexes
Atlantique	2006-2007	14	10	40	13	22
	2007-2008	14	10	39	16	21
	2008-2009	14	11	39	18	18
	2009-2010	14	11	37	21	17
	2010-2011	15	11	35	19	19
Québec	2006-2007	20	12	39	17	12
	2007-2008	20	12	39	18	11
	2008-2009	21	13	37	17	12
	2009-2010	21	13	35	17	14
	2010-2011	21	13	33	16	16
Ontario	2006-2007	21	12	38	14	16
	2007-2008	21	12	37	16	15
	2008-2009	21	12	36	16	15
	2009-2010	22	13	34	17	14
	2010-2011	21	13	33	16	17
Prairies	2006-2007	13	13	42	17	16
	2007-2008	13	13	41	18	15
	2008-2009	13	13	40	19	14
	2009-2010	14	14	40	19	13
	2010-2011	13	13	39	18	16
Pacifique	2006-2007	26	11	37	11	15
	2007-2008	26	11	37	11	15
	2008-2009	27	11	36	12	14
	2009-2010	28	12	36	11	13
	2010-2011	28	12	34	10	17

Tableau 12

Source : CLCC et SCC

PROFIL CRIMINEL des DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE en DÉTENTION et en LIBERTÉ SOUS CONDITION en 2010-2011, par RÉGION (%)						
Région		Meurtre	Infr. sexuelle visée à l'annexe I	Infr. non sexuelle visée à l'annexe I	Infr. visée à l'annexe II	Infr. non prévue aux annexes
Atlantique	Dét.	17	12	39	13	20
	LSC	13	9	30	29	19
Québec	Dét.	20	15	37	12	16
	LSC	22	12	28	23	16
Ontario	Dét.	22	15	36	12	16
	LSC	19	9	29	23	20
Prairies	Dét.	12	14	43	14	17
	LSC	16	12	31	27	15
Pacifique	Dét.	28	13	38	5	17
	LSC	28	10	28	16	18

Tableau 13

Source : CLCC et SCC

PROFIL CRIMINEL de L'ENSEMBLE des DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE – AUTOCHTONES et RACE (%)						
Race	Année	Meurtre	Infr. sexuelle visée à l'annexe I	Infr. non sexuelle visée à l'annexe I	Infr. visée à l'annexe II	Infr. non prévue aux annexes
Autochtones	2006-2007	18	15	48	6	13
	2007-2008	18	15	47	7	13
	2008-2009	19	16	46	7	13
	2009-2010	19	16	46	7	12
	2010-2011	18	15	45	7	15
Asiatiques	2006-2007	14	4	26	48	7
	2007-2008	14	5	25	49	7
	2008-2009	14	5	26	48	7
	2009-2010	14	5	25	48	8
	2010-2011	14	5	22	46	13
Noirs	2006-2007	15	10	44	23	8
	2007-2008	15	9	42	25	9
	2008-2009	15	9	42	24	9
	2009-2010	16	9	41	25	10
	2010-2011	15	9	39	24	12
Blancs	2006-2007	20	11	37	14	17
	2007-2008	20	12	37	15	16
	2008-2009	21	12	36	16	16
	2009-2010	21	13	34	16	16
	2010-2011	21	13	32	15	18
Autres	2006-2007	17	11	32	29	11
	2007-2008	15	11	33	31	11
	2008-2009	15	11	32	30	12
	2009-2010	16	11	31	31	12
	2010-2011	15	11	31	27	17

Tableau 14

Source : CLCC et SCC

PROFIL CRIMINEL de L'ENSEMBLE des DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE, selon le SEXE (%)						
Sexe	Année	Meurtre	Infr. sexuelle visée à l'annexe I	Infr. non sexuelle visée à l'annexe I	Infr. visée à l'annexe II	Infr. non prévue aux annexes
Hommes	2006-2007	19	12	39	14	15
	2007-2008	19	11	39	16	15
	2008-2009	20	13	38	16	14
	2009-2010	20	13	36	16	14
	2010-2011	20	13	35	15	17
Femmes	2006-2007	16	3	37	29	15
	2007-2008	16	3	37	30	14
	2008-2009	15	3	35	31	16
	2009-2010	17	3	35	30	16
	2010-2011	17	3	35	27	19

Retour à la section « Population de délinquants »

ADMISSIONS DE DÉLINQUANTS SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE

Tableau 15

Source : CLCC et SCC

ADMISSIONS de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE dans les ÉTABLISSEMENTS					
Type d'admission	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Mandat de dépôt	5 109	5 002	4 827	5 230	5 434
	59 %	59 %	58 %	62 %	65 %
Révocation					
Violation des conditions					
• Semi-liberté	376	401	393	297	276
• Libération cond. totale	270	248	240	216	220
• Libération d'office	1 491	1 547	1 557	1 526	1 368
Accusation en instance					
• Semi-liberté	17	12	11	13	21
• Libération cond. totale	33	33	45	31	30
• Libération d'office	264	252	215	221	219
Infraction					
• Semi-liberté	182	138	129	84	66
• Libération cond. totale	124	134	100	101	81
• Libération d'office	615	613	574	551	488
Total partiel –	3 372	3 378	3 264	3 040	2 769
Révocation	39 %	39 %	40 %	36 %	33 %
Autres*	127	173	172	105	133
	1 %	2 %	2 %	1 %	2 %
Nbre total d'admissions	8 608	8 553	8 263	8 375	8 336
Nbre total de délinquants	8 352	8 298	8 012	8 159	8 149

*La catégorie « Autres » comprend les transférements de délinquants qui étaient incarcérés dans des établissements d'autres pays, les cessations de liberté, les transférements effectués en vertu d'accords d'échange de services, etc.

Tableau 16

Source : CLCC et SCC

ADMISSIONS de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE dans les ÉTABLISSEMENTS, par RÉGION										
Région	2006-2007		2007-2008		2008-2009		2009-2010		2010-2011	
	Mandat de dépôt	Rév.								
Atlantique	595	416	589	416	556	405	634	366	575	388
Québec	1 007	723	1 067	702	1 054	599	1 125	606	1 171	529
Ontario	1 357	713	1 303	767	1 342	715	1 454	621	1 509	567
Prairies	1 549	1 117	1 458	1 043	1 376	1 087	1 513	1 043	1 678	908
Pacifique	601	403	585	450	499	458	504	404	501	377
Canada	5 109	3 372	5 002	3 378	4 827	3 264	5 230	3 040	5 434	2 769

Nota : Le tableau n'inclut pas les admissions entrant dans la catégorie « Autres », telles que les transférements de délinquants qui étaient incarcérés dans des établissements d'autres pays, les cessations de liberté et les transférements effectués en vertu d'accords d'échange de services.

Tableau 17

Source : CLCC et SCC

ADMISSIONS de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE dans les ÉTABLISSEMENTS – AUTOCHTONES et RACE (entre 2006-2007 et 2010-2011)										
Type d'admission	Autochtones N ^{bre}	Autochtones %	Asiatiques N ^{bre}	Asiatiques %	Noirs N ^{bre}	Noirs %	Blancs N ^{bre}	Blancs %	Autres N ^{bre}	Autres %
Mandat de dépôt (initial)	3 377	38,1	836	70,5	1 824	61,3	11 370	41,8	1 292	68,2
Mandat de dépôt (récidive)*	1 549	17,5	87	7,3	356	12,0	4 789	17,6	122	6,4
Révocation pour accusation en instance	444	5,0	19	1,6	78	2,6	838	3,1	38	2,0
Révocation pour infraction	938	10,6	46	3,9	148	5,0	2 759	10,1	89	4,7
Révocation pour violation des conditions	2 464	27,8	138	11,6	512	17,2	7 020	25,8	292	15,4
Autres	102	1,1	60	5,1	59	2,0	428	1,6	61	3,2
Total	8 874		1 186		2 977		27 204		1 894	

*DÉFINITION : On parle de « mandat de dépôt (récidive) » lorsqu'un délinquant qui avait fini de purger une première peine de ressort fédéral s'en voit imposer une autre.

Tableau 18

Source : CLCC et SCC

ADMISSIONS de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE dans les ÉTABLISSEMENTS, selon le SEXE (entre 2006-2007 et 2010-2011)					
Type d'admission	Hommes		Femmes		
	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	
Mandat de dépôt (initial)	17 295	43,6	1 404	57,6	
Mandat de dépôt (récidive)*	6 722	16,9	181	7,4	
Révocation pour accusation en instance	1 388	3,5	29	1,2	
Révocation pour infraction	3 832	9,7	148	6,1	
Révocation pour violation des conditions	9 803	24,7	623	25,6	
Autres	657	1,7	53	2,2	
Total	39 697		2 438		

*DÉFINITION : On parle de « mandat de dépôt (récidive) » lorsqu'un délinquant qui avait fini de purger une première peine de ressort fédéral s'en voit imposer une autre.

Tableau 19

Source : CLCC et SCC

ADMISSIONS de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE dans les ÉTABLISSEMENTS, selon le TYPE d'INFRACTION						
Type d'infraction	2006-2007 N ^{bre}	2006-2007 %	2007-2008 N ^{bre}	2007-2008 %	2008-2009 N ^{bre}	2008-2009 %
Meurtre	211	2,5	226	2,6	227	2,7
Infr. sex. visée à l'annexe I	706	8,2	719	8,4	753	9,1
Infr. non sex. visée à l'annexe I	3 770	43,8	3 621	42,3	3 474	42,0
Infr. visée à l'annexe II	1 434	16,7	1 596	18,7	1 628	19,7
Infr. non prévue aux annexes	2 487	28,9	2 391	28,0	2 181	26,4
Total des admissions	8 608		8 553		8 263	
					8 375	
						8 336

Tableau 20

Source : CLCC et SCC

Type d'infraction	PROPORTIONS d'ADMISSIONS DÉCOULANT d'un MANDAT de DÉPÔT ou d'une RÉVOCATION, selon le TYPE d'INFRACTION (%)									
	2006-2007		2007-2008		2008-2009		2009-2010		2010-2011	
	Mandat de dépôt	Rév.	Mandat de dépôt	Rév.	Mandat de dépôt	Rév.	Mandat de dépôt	Rév.	Mandat de dépôt	Rév.
Meurtre	2,5	2,2	2,7	2,6	2,9	2,6	3,0	2,4	2,6	2,7
Infr. sex. visée à l'annexe I	10,6	4,8	11,3	4,3	12,7	4,0	12,5	4,9	12,0	4,4
Infr. non sex. visée à l'annexe I	40,4	49,2	38,1	49,2	37,4	49,7	36,1	48,1	36,5	50,1
Infr. visée à l'annexe II	20,1	11,1	21,9	13,2	22,8	14,4	23,6	16,3	22,1	15,0
Infr. non prévue aux annexes	26,3	32,7	26,0	30,7	24,2	29,3	24,8	28,3	26,9	27,8
Total des admissions	5 109	3 372	5 002	3 378	4 827	3 264	5 230	3 040	5 434	2 769

Nota : Le tableau n'inclut pas les admissions entrant dans la catégorie « Autres », telles que les transférements de délinquants qui étaient incarcérés dans des établissements d'autres pays, les cessations de liberté et les transférements effectués en vertu d'accords d'échange de services.

Retour à la section « Admissions de délinquants sous responsabilité fédérale »

MISES EN LIBERTÉ DE DÉLINQUANTS SOUS RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE

Tableau 21

Source : CLCC et SCC

MISES en LIBERTÉ de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE INCARCÉRÉS dans des ÉTABLISSEMENTS										
Type de libération	2006-2007 N ^{bre}	2006-2007 %	2007-2008 N ^{bre}	2007-2008 %	2008-2009 N ^{bre}	2008-2009 %	2009-2010 N ^{bre}	2009-2010 %	2010-2011 N ^{bre}	2010-2011 %
Semi-liberté	2 242	28	2 284	28	2 132	25	2 136	26	2 057	27
Lib. cond. totale	170	2	158	2	221	3	175	2	150	2
Lib. d'office	5 249	65	5 485	66	5 764	68	5 552	68	5 092	67
Expiration du mandat	231	3	214	3	203	2	210	3	210	3
Expiration du mandat (surv. de longue durée)	32	0	43	1	36	0	33	0	39	1
Expiration du mandat – Total	263	3	257	3	239	3	243	3	249	3
Total partiel	7 924		8 184		8 356		8 106		7 548	
Autres*	103	1	85	1	119	1	98	1	96	1
N^{bre} total de libérations	8 027		8 269		8 475		8 204		7 644	
N^{bre} total de délinquants	7 339		7 522		7 698		7 503		7 066	

*La catégorie « Autres » comprend les décès, les transférences dans des établissements d'autres pays, etc.

Tableau 22

Source : CLCC et SCC

MISES en LIBERTÉ de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE INCARCÉRÉS dans des ÉTABLISSEMENTS, par RÉGION					
Région	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Atlantique	893	1 019	1 009	979	960
Québec	1 764	1 696	1 866	1 753	1 743
Ontario	2 003	1 994	2 073	1 979	1 848
Prairies	2 366	2 509	2 468	2 448	2 241
Pacifique	1 001	1 051	1 059	1 045	852
Canada	8 027	8 269	8 475	8 204	7 644

Tableau 23

Source : CLCC et SCC

MISES en LIBERTÉ de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE INCARCÉRÉS dans des ÉTABLISSEMENTS – AUTOCHTONES ET RACE (entre 2006-2007 et 2010-2011)										
Type de libération	Autochtones N ^{bre}	Autochtones %	Asiatiques N ^{bre}	Asiatiques %	Noirs N ^{bre}	Noirs %	Blancs N ^{bre}	Blancs %	Autres N ^{bre}	Autres %
Semi-liberté	1 415	17	543	51	632	26	7 727	29	534	35
Lib. cond. totale	70	1	94	9	132	5	464	2	114	7
Libération d'office	6 386	77	414	39	1 594	65	17 935	67	813	53
Expiration du mandat	347	4	15	1	99	4	556	2	51	3
Expiration du mandat (surv. de longue durée)	49	1	3	0	7	0	114	0	10	1
Total	8 267		1 069		2 464		26 796		1 522	

Nota : Mises en liberté non comprises entre 2006-2007 et 2010-2011 : 6 transférements de délinquants dans des établissements d'autres pays, 261 décès et 234 autres cas, soit un total de 501.

Tableau 24

Source : CLCC et SCC

MISES en LIBERTÉ de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE INCARCÉRÉS dans des ÉTABLISSEMENTS, selon le SEXE (entre 2006-2007 et 2010-2011)				
Type de libération	Hommes N ^{bre}	Hommes %	Femmes N ^{bre}	Femmes %
Semi-liberté	9 771	26	1 080	48
Libération conditionnelle totale	779	2	95	4
Libération d'office	26 070	68	1 072	47
Expiration du mandat	1 049	3	19	1
Expiration du mandat (surveillance de longue durée)	181	0	2	0
Total	37 850		2 268	

Nota : Mises en liberté non comprises entre 2006-2007 et 2010-2011 : 6 transférements de délinquants dans des établissements d'autres pays, 261 décès et 234 autres cas, soit un total de 501.

Tableau 25

Source : CLCC et SCC

LIBÉRATIONS d'OFFICE de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE INCARCÉRÉS qui ont ANTÉRIEUREMENT été en LIBERTÉ CONDITIONNELLE												
Année	Atlantique N ^{bre}	Atlantique %	Québec N ^{bre}	Québec %	Ontario N ^{bre}	Ontario %	Prairies N ^{bre}	Prairies %	Pacifique N ^{bre}	Pacifique %	Canada N ^{bre}	Canada %
2006-2007	213	40	290	24	266	20	479	31	158	24	1 406	27
2007-2008	240	39	286	25	287	21	472	27	170	26	1 455	27
2008-2009	225	35	275	22	286	20	464	26	176	25	1 426	25
2009-2010	211	34	225	20	226	17	442	26	183	26	1 287	23
2010-2011	175	30	195	17	213	17	329	21	129	23	1 041	20

Tableau 26

Source : CLCC et SCC

LIBÉRATIONS d'OFFICE de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE INCARCÉRÉS qui n'ONT JAMAIS ÉTÉ en LIBERTÉ CONDITIONNELLE						
Année	Atlantique N ^{bre} %	Québec N ^{bre} %	Ontario N ^{bre} %	Prairies N ^{bre} %	Pacifique N ^{bre} %	Canada N ^{bre} %
2006-2007	326	60	919	76	1 045	80
2007-2008	371	61	846	75	1 063	79
2008-2009	411	65	976	78	1 115	80
2009-2010	413	66	915	80	1 134	83
2010-2011	404	70	921	83	1 048	83
					1 246	79
					432	77
						4 051
						80

Nota : Il s'agit des cas où la Commission a refusé/n'a pas ordonné la libération conditionnelle et de ceux qui n'ont fait l'objet d'aucune décision touchant la libération conditionnelle.

Tableau 27

Source : CLCC et SCC

LIBÉRATIONS d'OFFICE de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE INCARCÉRÉS à qui on AVAIT REFUSÉ/dont on n'AVAIT pas ORDONNÉ la LIBÉRATION CONDITIONNELLE ANTÉRIEUREMENT						
Année	Atlantique N ^{bre} %	Québec N ^{bre} %	Ontario N ^{bre} %	Prairies N ^{bre} %	Pacifique N ^{bre} %	Canada N ^{bre} %
2006-2007	117	22	472	39	323	25
2007-2008	147	24	429	38	317	23
2008-2009	162	25	451	36	357	25
2009-2010	158	25	395	35	393	29
2010-2011	143	25	376	34	383	30

Tableau 28

Source : CLCC et SCC

LIBÉRATIONS d'OFFICE de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE INCARCÉRÉS qui n'ont FAIT l'OBJET d'AUCUNE DÉCISION touchant la LIBÉRATION CONDITIONNELLE ANTÉRIEUREMENT						
Année	Atlantique N ^{bre} %	Québec N ^{bre} %	Ontario N ^{bre} %	Prairies N ^{bre} %	Pacifique N ^{bre} %	Canada N ^{bre} %
2006-2007	209	39	447	37	722	55
2007-2008	224	37	417	37	746	55
2008-2009	249	39	525	42	758	54
2009-2010	255	41	520	46	741	54
2010-2011	261	45	545	49	665	53

Nota : Il s'agit des cas où le délinquant a soit renoncé à tous les examens de son dossier en vue d'une libération conditionnelle, soit retiré toutes ses demandes de libération conditionnelle.

Tableau 29

Source : CLCC et SCC

LIBÉRATIONS à l'EXPIRATION du MANDAT de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE INCARCÉRÉS qui ont ANTÉRIEUREMENT été en LIBERTÉ CONDITIONNELLE						
Année	Atlantique N ^{bre} %	Québec N ^{bre} %	Ontario N ^{bre} %	Prairies N ^{bre} %	Pacifique N ^{bre} %	Canada N ^{bre} %
2006-2007	0	0	4	9	1	1
2007-2008	2	8	5	7	0	0
2008-2009	1	7	2	3	3	6
2009-2010	0	0	0	0	0	0
2010-2011	0	0	2	4	0	0

Tableau 30

Source : CLCC et SCC

LIBÉRATIONS à l'EXPIRATION du MANDAT de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE INCARCÉRÉS qui n'ont JAMAIS été en LIBERTÉ CONDITIONNELLE						
Année	Atlantique N ^{bre} %	Québec N ^{bre} %	Ontario N ^{bre} %	Prairies N ^{bre} %	Pacifique N ^{bre} %	Canada N ^{bre} %
2006-2007	23 100	42 91	73 99	58 97	28 100	224 97
2007-2008	23 92	63 93	43 100	50 91	23 100	202 94
2008-2009	14 93	60 97	49 94	47 94	23 96	193 95
2009-2010	11 100	55 100	44 100	83 99	15 94	208 99
2010-2011	21 100	46 96	52 100	62 95	23 96	204 97

Nota : Il s'agit des cas où la Commission a refusé/n'a pas ordonné la libération conditionnelle et de ceux qui n'ont fait l'objet d'aucune décision touchant la libération conditionnelle.

Tableau 31

Source : CLCC et SCC

LIBÉRATIONS à l'EXPIRATION du MANDAT de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE INCARCÉRÉS à qui on avait REFUSÉ/dont on n'avait pas ORDONNÉ la LIBÉRATION CONDITIONNELLE ANTÉRIEUREMENT						
Année	Atlantique N ^{bre} %	Québec N ^{bre} %	Ontario N ^{bre} %	Prairies N ^{bre} %	Pacifique N ^{bre} %	Canada N ^{bre} %
2006-2007	9 39	5 11	19 26	12 20	9 32	54 23
2007-2008	7 28	14 21	7 16	11 20	10 43	49 23
2008-2009	3 20	15 24	3 6	10 20	7 29	38 19
2009-2010	3 27	18 33	3 7	9 11	7 44	40 19
2010-2011	1 5	12 25	9 17	6 9	5 21	33 16

Tableau 32

Source : CLCC et SCC

LIBÉRATIONS à l'EXPIRATION du MANDAT de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE INCARCÉRÉS qui n'ont FAIT l'OBJET d'AUCUNE DÉCISION touchant la LIBÉRATION CONDITIONNELLE ANTÉRIEUREMENT						
Année	Atlantique N ^{bre} %	Québec N ^{bre} %	Ontario N ^{bre} %	Prairies N ^{bre} %	Pacifique N ^{bre} %	Canada N ^{bre} %
2006-2007	14 61	37 80	54 73	46 77	19 68	170 74
2007-2008	16 64	49 72	36 84	39 71	13 57	153 71
2008-2009	11 73	45 73	46 88	37 74	16 67	155 76
2009-2010	8 73	37 67	41 93	74 88	8 50	168 80
2010-2011	20 95	34 71	43 83	56 86	18 75	171 81

Nota : Il s'agit des cas où le délinquant a soit renoncé à tous les examens de son dossier en vue d'une libération conditionnelle, soit retiré toutes ses demandes de libération conditionnelle.

Tableau 33

Source : CLCC et SCC

PASSAGE de la SEMI-LIBERTÉ à la LIBERTÉ CONDITIONNELLE TOTALE ou à la LIBERTÉ d'OFFICE, selon l'ANNÉE FINANCIÈRE					
Type de libération	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Semi-liberté à liberté conditionnelle totale	Atlantique	186	178	195	205
	Québec	296	258	308	325
	Ontario	301	292	289	251
	Prairies	337	344	336	314
	Pacifique	121	171	139	116
Total	1 241	1 243	1 267	1 211	1 279
Semi-liberté à liberté d'office	Atlantique	52	53	52	49
	Québec	104	80	83	112
	Ontario	105	113	108	114
	Prairies	139	117	138	119
	Pacifique	70	68	75	86
Total	470	431	456	480	470
Semi-liberté à liberté conditionnelle totale ou à liberté d'office	Atlantique	238	231	247	254
	Québec	400	338	391	437
	Ontario	406	405	397	365
	Prairies	476	461	474	433
	Pacifique	191	239	214	202
Total	1 711	1 674	1 723	1 691	1 749

Retour à la section « Mises en liberté de délinquants sous responsabilité fédérale »

DÉCISIONS SUR LA MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION

DÉCISIONS SUR LA MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION : TENDANCES

PERMISSIONS DE SORTIR

Tableau 34

Source : CLCC – SGILC

Année	TAUX d'APPROBATION/d'OCTROI/de RENOUVELLEMENT de PERMISSIONS de SORTIR (%)											
	Atlantique		Québec		Ontario		Prairies		Pacific		Canada	
	PSAE	PSSE	PSAE	PSSE	PSAE	PSSE	PSAE	PSSE	PSAE	PSSE	PSAE	PSSE
2006-2007	85	95	96	83	85	71	98	82	79	74	91	80
2007-2008	93	92	92	86	90	69	94	81	83	53	91	79
2008-2009	67	100	95	86	87	60	78	83	79	57	85	78
2009-2010	86	78	89	89	86	71	90	79	81	55	87	80
2010-2011	89	82	92	90	76	47	83	84	93	56	87	77

Nota : Cela comprend uniquement les cas où la Commission a pris la décision d'approuver/d'accorder/de renouveler la permission ou de ne pas l'approuver/accorder.

Tableau 35

Source : CLCC – SGILC

Année	TAUX d'APPROBATION/d'OCTROI/de RENOUVELLEMENT de PERMISSIONS de SORTIR, selon le TYPE d'INFRACTION (%)											
	Meurtre		Infr. sexuelle visée à l'annexe I		Infr. non sexuelle visée à l'annexe I		Infr. visée à l'annexe II		Infr. non prévue aux annexes		Total	
	PSAE	PSSE	PSAE	PSSE	PSAE	PSSE	PSAE	PSSE	PSAE	PSSE	PSAE	PSSE
2006-2007	92	83	-	60	-	71	-	-	50	86	91	80
2007-2008	91	81	-	71	-	69	-	-	100	86	91	79
2008-2009	86	81	-	68	-	74	-	-	0	100	85	78
2009-2010	87	81	-	79	-	77	-	-	100	67	87	80
2010-2011	86	78	-	78	-	71	-	-	100	100	87	77
Moyenne sur 5 ans	88	81	-	71	-	72	-	-	70	88	88	79

Nota : Cela comprend uniquement les cas où la Commission a pris la décision d'approuver/d'accorder/de renouveler la permission ou de ne pas l'approuver/accorder.

Tableau 36

Source : CLCC – SGILC

Année	TAUX d'APPROBATION/d'OCTROI/de RENOUVELLEMENT de PERMISSIONS de SORTIR – AUTOCHTONES et RACE (%)											
	Autochtones		Asiatiques		Noirs		Blancs		Autres		Total	
	PSAE	PSSE	PSAE	PSSE	PSAE	PSSE	PSAE	PSSE	PSAE	PSSE	PSAE	PSSE
2006-2007	90	69	50	83	93	55	92	84	80	50	91	80
2007-2008	92	71	-	40	90	64	90	82	100	40	91	79
2008-2009	77	81	67	57	88	72	89	78	83	77	85	78
2009-2010	84	78	80	100	100	86	87	80	86	64	87	80
2010-2011	81	77	100	0	100	90	86	77	75	60	87	77
Moyenne sur 5 ans	85	75	74	56	94	73	89	80	85	58	88	79

Nota : Cela comprend uniquement les cas où la Commission a pris la décision d'approuver/d'accorder/de renouveler la permission ou de ne pas l'approuver/accorder.

Tableau 37

Source : CLCC – SGILC

TAUX d'APPROBATION/d'OCTROI/de RENOUVELLEMENT de PERMISSIONS de SORTIR, selon le SEXE (%)				
Année	Hommes		Femmes	
	PSAE	PSSE	PSAE	PSSE
2006-2007	90	79	100	84
2007-2008	90	79	100	62
2008-2009	85	79	88	63
2009-2010	87	80	86	56
2010-2011	86	76	89	90
Moyenne sur 5 ans	88	79	93	71

Nota : Cela comprend uniquement les cas où la Commission a pris la décision d'approuver/d'accorder/de renouveler la permission ou de ne pas l'approuver/accorder.

Tableau 38

Source : CLCC – SGILC

TAUX d'APPROBATION/d'OCTROI/de RENOUVELLEMENT de PERMISSIONS de SORTIR, selon le TYPE de PEINE (%)						
Année	Emprisonnement à perpétuité		Durée indéterminée (autres)		Durée déterminée	
	PSAE	PSSE	PSAE	PSSE	PSAE	PSSE
2006-2007	92	84	-	61	-	68
2007-2008	91	81	-	60	-	71
2008-2009	85	81	-	77	-	70
2009-2010	87	80	-	81	-	76
2010-2011	87	77	-	84	-	71
Moyenne sur 5 ans	89	81	-	73	-	71

Nota : Cela comprend uniquement les cas où la Commission a pris la décision d'approuver/d'accorder/de renouveler la permission ou de ne pas l'approuver/accorder.

Retour à la section « Permissions de sortir »

SEMI-LIBERTÉ

Tableau 39

Source : CLCC – SGILC

Année	DÉCISIONS sur la MISE en SEMI-LIBERTÉ											
	Atlantique		Québec		Ontario		Prairies		Pacifique		Canada	
	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.
2006-2007	468	110	1 054	-	976	1*	1 307	99	714	7**	4 519	217
2007-2008	513	80	982	-	971	1*	1 205	114	772	136	4 443	331
2008-2009	480	123	1 068	-	972	-	1 172	95	723	210	4 415	428
2009-2010	506	136	1 071	-	1 035	-	1 248	136	748	208	4 608	480
2010-2011	530	151	1 098	1*	1 125	-	1 304	98	712	246	4 769	496

*Les cas de compétence provinciale qu'on trouve dans les régions du Québec et de l'Ontario sont des délinquants dont la peine de ressort fédéral a été réduite à une peine de ressort provincial au titre d'une ordonnance d'un tribunal, ou des cas sous responsabilité fédérale qui ont été transférés aux autorités provinciales.

**Les décisions sur la mise en semi-liberté de ressort provincial qui sont indiquées pour la région du Pacifique en 2006-2007 ont été prises par la commission des libérations conditionnelles de la Colombie-Britannique et elles ont été entrées dans le SGD à des fins administratives lorsque le SCC a pris en charge la surveillance des délinquants sous responsabilité provinciale à la suite de l'abolition de cette commission le 1^{er} avril 2007.

Tableau 40

Source : CLCC – SGILC

Année	DÉCISIONS sur la MISE en SEMI-LIBERTÉ de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE PRISES au TERME d'une AUDIENCE TENUE avec l'AIDE d'un CONSEILLER CULTUREL AUTOCHTONE						
	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Pacifique	Canada	
2006-2007	7	10	14	229	55	315	
2007-2008	8	7	26	171	60	272	
2008-2009	10	11	12	146	65	244	
2009-2010	4	12	17	149	52	234	
2010-2011	9	26	14	172	85	306	

Tableau 41

Source : CLCC

Région	PROPORTION de la PEINE PURGÉE en MOYENNE par les DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE avant leur PREMIÈRE MISE en SEMI-LIBERTÉ, par RÉGION (%)					
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Moyenne sur 5 ans
Atlantique	33	31	31	31	31	31
Québec	33	31	31	33	30	32
Ontario	32	32	31	31	30	31
Prairies	32	33	32	33	32	32
Pacifique	35	33	34	37	34	35
Canada	33	32	32	33	31	32

Nota : Cela ne comprend pas les délinquants condamnés à une peine d'une durée indéterminée.

Tableau 42

Source : CLCC

PROPORTION de la PEINE PURGÉE en MOYENNE par les DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE avant leur PREMIÈRE MISE en SEMI-LIBERTÉ, selon le TYPE D'INFRACTION (%)						
Type d'infraction	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Moyenne sur 5 ans
Infr. sexuelle visée à l'annexe I	44	44	44	47	45	45
Infr. non sexuelle visée à l'annexe I	41	41	42	43	42	42
Infr. visée à l'annexe II	24	24	24	25	25	24
Infr. non prévue aux annexes	30	30	30	29	30	30

Nota : Cela ne comprend pas les délinquants condamnés à une peine d'une durée indéterminée.

Tableau 43

Source : CLCC

PROPORTION de la PEINE PURGÉE en MOYENNE par les DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE avant leur PREMIÈRE MISE en SEMI-LIBERTÉ – AUTOCHTONES et RACE (%)						
Race	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Moyenne sur 5 ans
Autochtones	38	38	38	39	37	38
Asiatiques	25	24	25	28	25	25
Noirs	30	30	30	31	32	31
Blancs	33	32	32	32	31	32
Autres	28	29	29	29	27	28

Nota : Cela ne comprend pas les délinquants condamnés à une peine d'une durée indéterminée.

Tableau 44

Source : CLCC

PROPORTION de la PEINE PURGÉE en MOYENNE par les DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE avant leur PREMIÈRE MISE en SEMI-LIBERTÉ, selon le SEXE (%)						
Sexe	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Moyenne sur 5 ans
Hommes	33	32	32	33	32	32
Femmes	27	30	28	29	29	29

Nota : Cela ne comprend pas les délinquants condamnés à une peine d'une durée indéterminée.

Tableau 45

Source : CLCC – SGILC

TAUX d'OCTROI de la SEMI-LIBERTÉ aux DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE												
Année	Atlantique N ^{bre} %	Québec N ^{bre} %	Ontario N ^{bre} %	Prairies N ^{bre} %	Pacifique N ^{bre} %	Canada N ^{bre} %						
2006-2007	348	74	642	61	730	75	894	68	552	77	3 166	70
2007-2008	399	78	637	65	720	74	824	68	560	73	3 140	71
2008-2009	370	77	706	66	672	69	789	67	506	70	3 043	69
2009-2010	389	77	752	70	675	65	740	59	501	67	3 057	66
2010-2011	385	73	709	65	651	58	729	56	484	68	2 958	62

Nota : L'information porte uniquement sur les décisions prélibératoires ayant consisté à accorder/ordonner/prolonger la semi-liberté ou à refuser/ne pas ordonner celle-ci (excepté celles ayant consisté à ne pas ordonner la semi-liberté à l'issue de l'examen initial compris dans la PEE).

Tableau 46

Source : CLCC – SGILC

TAUX d'OCTROI de la SEMI-LIBERTÉ aux DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE au TERME d'une AUDIENCE TENUE avec l'AIDE d'un CONSEILLER CULTUREL AUTOCHTONE						
Année	Atlantique N ^{bre} %	Québec N ^{bre} %	Ontario N ^{bre} %	Prairies N ^{bre} %	Pacifique N ^{bre} %	Canada N ^{bre} %
2006-2007	7 100	3 30	10 71	141 62	43 78	204 65
2007-2008	7 88	3 43	19 73	110 64	42 70	181 67
2008-2009	7 70	4 36	7 58	89 61	42 65	149 61
2009-2010	3 75	5 42	12 71	79 53	37 71	136 58
2010-2011	7 78	9 35	5 36	82 48	42 49	145 47

Nota : L'information porte uniquement sur les décisions prélibératoires ayant consisté à accorder/ordonner/prolonger la semi-liberté ou à refuser/ne pas ordonner celle-ci (excepté celles ayant consisté à ne pas ordonner la semi-liberté à l'issue de l'examen initial compris dans la PEE).

Tableau 47

Source : CLCC – SGILC

TAUX d'OCTROI de la SEMI-LIBERTÉ aux DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ PROVINCIALE						
Année	Atlantique N ^{bre} %	Québec N ^{bre} %	Ontario N ^{bre} %	Prairies N ^{bre} %	Pacifique N ^{bre} %	Canada N ^{bre} %
2006-2007	73 66	- -	0 0	64 65	6* 86	143 66
2007-2008	43 54	- -	1 100	82 72	112 82	238 72
2008-2009	47 38	- -	- -	56 59	127 60	230 54
2009-2010	47 35	- -	- -	73 54	106 51	226 47
2010-2011	61 40	1** 100	- -	33 34	117 48	212 43

*Les décisions sur la mise en semi-liberté qui sont indiquées pour la région du Pacifique en 2006-2007 ont été prises par la commission des libérations conditionnelles de la Colombie-Britannique et elles ont été entrées dans le SGD à des fins administratives lorsque le SCC a pris en charge la surveillance des délinquants sous responsabilité provinciale à la suite de l'abolition de cette commission le 1^{er} avril 2007.

**Il s'agit du cas d'un délinquant qui a été déclaré coupable en vertu des dispositions de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*.

Tableau 48

Source : CLCC – SGILC

TAUX d'OCTROI de la SEMI-LIBERTÉ aux DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE ou PROVINCIALE, selon le TYPE D'INFRACTION (%)										
Année	Meurtre		Infr. sexuelle visée à l'annexe I		Infr. non sexuelle visée à l'annexe I		Infr. visée à l'annexe II		Infr. non prévue aux annexes	
	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.
2006-2007	84	-	62	69	66	58	77	83	64	64
2007-2008	85	-	62	18	71	75	74	80	61	70
2008-2009	85	100*	62	35	67	52	72	69	59	50
2009-2010	82	-	51	38	66	44	72	63	55	42
2010-2011	79	-	42	28	61	36	69	56	52	44
Moyenne sur 5 ans	83	100	56	38	66	53	73	70	58	54

Nota : L'information porte uniquement sur les décisions prélibératoires ayant consisté à accorder/ordonner/prolonger la semi-liberté ou à refuser/ne pas ordonner celle-ci (excepté celles ayant consisté à ne pas ordonner la semi-liberté à l'issue de l'examen initial compris dans la PEE) aux délinquants sous responsabilité fédérale.

Il s'agit du cas d'un délinquant qui a été déclaré coupable en vertu des dispositions de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*.

Tableau 49

Source : CLCC – SGILC

TAUX d'OCTROI de la SEMI-LIBERTÉ aux DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE ou PROVINCIALE – AUTOCHTONES et RACE (%)										
Année	Autochtones		Asiatiques		Noirs		Blancs		Autres	
	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.
2006-2007	68	64	80	50	64	33	70	69	76	64
2007-2008	70	66	76	80	59	44	72	75	69	74
2008-2009	65	51	78	70	58	36	71	51	65	60
2009-2010	61	40	68	29	57	40	68	48	68	55
2010-2011	53	33	67	38	49	47	65	45	65	43
Moyenne sur 5 ans	63	51	74	53	57	40	69	58	69	59

Nota : L'information porte uniquement sur les décisions prélibératoires ayant consisté à accorder/ordonner/prolonger la semi-liberté ou à refuser/ne pas ordonner celle-ci (excepté celles ayant consisté à ne pas ordonner la semi-liberté à l'issue de l'examen initial compris dans la PEE) aux délinquants sous responsabilité fédérale.

Tableau 50

Source : CLCC – SGILC

TAUX d'OCTROI de la SEMI-LIBERTÉ aux DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE ou PROVINCIALE, selon le SEXE (%)				
Année	Hommes		Femmes	
	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.
2006-2007	69	64	87	81
2007-2008	69	71	88	86
2008-2009	67	53	88	66
2009-2010	65	44	84	71
2010-2011	61	41	81	55
Moyenne sur 5 ans	67	55	86	72

Nota : L'information porte uniquement sur les décisions prélibératoires ayant consisté à accorder/ordonner/prolonger la semi-liberté ou à refuser/ne pas ordonner celle-ci (excepté celles ayant consisté à ne pas ordonner la semi-liberté à l'issue de l'examen initial compris dans la PEE) aux délinquants sous responsabilité fédérale.

Tableau 51

Source : CLCC – SGILC

TAUX d'OCTROI de la SEMI-LIBERTÉ aux DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE au terme de la PROCÉDURE ORDINAIRE ou de la PEE (%)						
	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Pacifique	Canada
2006-2007						
Proc. ordinaire	78	55	80	73	77	71
PEE	67	85	68	61	77	69
Tous les examens	74	61	75	68	77	70
2007-2008						
Proc. ordinaire	83	60	80	76	74	73
PEE	70	81	64	58	66	66
Tous les examens	78	65	74	68	73	71
2008-2009						
Proc. ordinaire	80	61	75	74	71	71
PEE	73	82	60	58	65	66
Tous les examens	77	66	69	67	70	69
2009-2010						
Proc. ordinaire	77	67	70	62	69	68
PEE	77	79	59	54	57	64
Tous les examens	77	70	65	59	67	66
2010-2011						
Proc. ordinaire	77	59	61	59	69	63
PEE	68	79	54	51	64	61
Tous les examens	73	65	58	56	68	62

Nota : L'information porte uniquement sur les décisions prélibératoires ayant consisté à accorder/ordonner/prolonger la semi-liberté ou à refuser/ne pas ordonner celle-ci (excepté celles ayant consisté à ne pas ordonner la semi-liberté à l'issue de l'examen initial compris dans la PEE).

Tableau 52

Source : CLCC – SGILC

TAUX d'OCTROI de la SEMI-LIBERTÉ aux DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE, selon le TYPE de PEINE						
Année	Durée déterminée		Emprisonnement à perpétuité		Durée indéterminée (autres)	
	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%
2006-2007	2 539	68	608	85	19	48
2007-2008	2 541	69	580	86	19	28
2008-2009	2 435	67	589	85	19	22
2009-2010	2 455	66	585	81	17	11
2010-2011	2 401	62	543	80	14	7

Nota : L'information porte uniquement sur les décisions prélibératoires ayant consisté à accorder/ordonner/prolonger la semi-liberté ou à refuser/ne pas ordonner celle-ci (excepté celles ayant consisté à ne pas ordonner la semi-liberté à l'issue de l'examen initial compris dans la PEE).

Nota : Les condamnés à perpétuité comprennent les délinquants qui se sont vu imposer une peine d'emprisonnement à perpétuité à titre de peine minimale ou de peine maximale. Entrent dans la catégorie « Durée indéterminée (autres) » : les délinquants dangereux, les délinquants sexuels dangereux, les rebris de justice et les délinquants visés par une ordonnance de détention préventive ou un mandat du lieutenant-gouverneur.

[Retour à la section « Semi-liberté »](#)

LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE

Tableau 53

Source : CLCC – SGILC

DÉCISIONS sur la LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE						
Année	Atlantique Féd. Prov.	Québec Féd. Prov.	Ontario Féd. Prov.	Prairies Féd. Prov.	Pacifique Féd. Prov.	Canada Féd. Prov.
2006-2007	390	185	1 018	-	827	3*
2007-2008	407	155	902	-	785	-
2008-2009	399	169	1 006	-	810	-
2009-2010	410	183	992	-	776	1
2010-2011	418	189	1 060	1***	828	-
					1 079	110
					419	156
						3 804
						456

*Les cas de compétence provinciale qu'on trouve dans la région de l'Ontario sont des délinquants dont la peine de ressort fédéral a été réduite à une peine de ressort provincial au titre d'une ordonnance d'un tribunal, ou des cas sous responsabilité fédérale qui ont été transférés aux autorités provinciales.

**Les décisions sur la libération conditionnelle totale de ressort provincial qui sont indiquées pour la région du Pacifique en 2006-2007 ont été prises par la commission des libérations conditionnelles de la Colombie-Britannique et elles ont été entrées dans le SGD à des fins administratives lorsque le SCC a pris en charge la surveillance des délinquants sous responsabilité provinciale à la suite de l'abolition de cette commission le 1^{er} avril 2007.

***Il s'agit du cas d'un délinquant qui a été déclaré coupable en vertu des dispositions de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*.

Tableau 54

Source : CLCC – SGILC

DÉCISIONS sur la LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE PRISES au TERME d'une AUDIENCE TENUE avec l'AIDE d'un CONSEILLER CULTUREL AUTOCHTONE						
Année	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Pacifique	Canada
2006-2007	6	11	9	166	44	236
2007-2008	7	7	16	125	47	202
2008-2009	3	12	6	115	52	188
2009-2010	4	15	8	107	36	170
2010-2011	5	25	13	127	63	233

Tableau 55

Source : CLCC

Région	PROPORTION de la PEINE PURGÉE en MOYENNE par les DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE avant leur PREMIÈRE LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE, par RÉGION (%)					
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Moyenne sur 5 ans
Atlantique	40	39	39	39	38	39
Québec	40	39	40	40	39	40
Ontario	37	37	37	35	35	36
Prairies	39	39	39	39	38	39
Pacifique	40	38	37	37	37	38
Canada	39	38	38	38	37	38

Nota : Cela ne comprend pas les délinquants qui purgent une peine d'une durée indéterminée.

Tableau 56

Source : CLCC

PROPORTION de la PEINE PURGÉE en MOYENNE par les DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE avant leur PREMIÈRE LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE, selon le TYPE D'INFRACTION (%)						
Type d'infraction	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Moyenne sur 5 ans
Infr. sexuelle visée à l'annexe I	49	46	48	49	48	48
Infr. non sexuelle visée à l'annexe I	48	48	48	47	49	48
Infr. visée à l'annexe II	35	35	35	35	35	35
Infr. non prévue aux annexes	36	36	36	36	36	36

Nota : Cela ne comprend pas les délinquants qui purgent une peine d'une durée indéterminée.

Tableau 57

Source : CLCC

PROPORTION de la PEINE PURGÉE en MOYENNE par les DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE avant leur PREMIÈRE LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE – AUTOCHTONES et RACE (%)						
Race	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Moyenne sur 5 ans
Autochtones	41	41	41	41	41	41
Asiatiques	35	35	35	36	36	35
Noirs	38	37	37	36	36	37
Blancs	40	39	39	38	38	39
Autres	37	36	38	36	37	37

Nota : Cela ne comprend pas les délinquants qui purgent une peine d'une durée indéterminée.

Tableau 58

Source : CLCC

PROPORTION de la PEINE PURGÉE en MOYENNE par les DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE avant leur PREMIÈRE LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE, selon le SEXE (%)						
Sexe	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Moyenne sur 5 ans
Hommes	39	38	39	38	38	38
Femmes	37	38	37	36	37	37

Nota : Cela ne comprend pas les délinquants qui purgent une peine d'une durée indéterminée.

Tableau 59

Source : CLCC – SGILC

TAUX d'OCTROI de la LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE aux DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE								
Année	Atlantique N ^{bre} %	Québec N ^{bre} %	Ontario N ^{bre} %	Prairies N ^{bre} %	Pacifique N ^{bre} %	Canada N ^{bre} %		
2006-2007	235	60	340	33	405	49	459	45
2007-2008	240	59	326	36	368	47	433	43
2008-2009	243	61	368	37	393	49	457	46
2009-2010	255	62	384	39	337	43	375	37
2010-2011	252	60	402	38	352	43	368	34

Nota : Cela inclut seulement les décisions prélibératoires ayant consisté à accorder/ordonner la libération conditionnelle totale ou à refuser/ne pas ordonner celle ci.

Tableau 60

Source : CLCC – SGILC

Année	Atlantique		Québec		Ontario		Prairies		Pacifique		Canada	
	N ^{bre}	%										
2006-2007	4	67	0	0	2	22	31	19	10	23	47	20
2007-2008	2	29	2	29	4	25	28	22	10	21	46	23
2008-2009	0	0	1	8	0	0	30	26	4	8	35	19
2009-2010	2	50	2	13	1	13	24	22	5	14	34	20
2010-2011	2	40	3	12	2	15	13	10	8	13	28	12

Nota : Cela inclut seulement les décisions prélibératoires ayant consisté à accorder/ordonner la libération conditionnelle totale ou à refuser/ne pas ordonner celle ci.

Tableau 61

Source : CLCC – SGILC

Année	Atlantique		Québec		Ontario		Prairies		Pacifique		Canada	
	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%
2006-2007	128	69	-	-	-	-	71	55	94*	100	293	71
2007-2008	103	66	-	-	-	-	46	48	132	71	281	64
2008-2009	73	43	-	-	-	-	55	50	73	40	201	43
2009-2010	70	38	-	-	1	100	45	37	62	36	178	37
2010-2011	65	34	-	-	-	-	20	18	56	36	141	31

* Les décisions sur la libération conditionnelle totale qui sont indiquées pour la région du Pacifique en 2006-2007 ont été prises par la commission des libérations conditionnelles de la Colombie-Britannique et elles ont été entrées dans le SGD à des fins administratives lorsque le SCC a pris en charge la surveillance des délinquants sous responsabilité provinciale à la suite de l'abolition de cette commission le 1^{er} avril 2007.

Tableau 62

Source : CLCC – SGILC

Année	TAUX d'OCTROI de la LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE aux DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE ou PROVINCIALE, selon le TYPE D'INFRACTION (%)											
	Meurtre		Infr. sexuelle visée à l'annexe I		Infr. non sexuelle visée à l'annexe I		Infr. visée à l'annexe II		Infr. non prévue aux annexes		Féd.	Prov.
	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.		
2006-2007	35	-	22	50	24	67	71	85	49	72		
2007-2008	36	-	21	50	25	59	68	72	47	65		
2008-2009	28	-	23	31	26	37	68	58	47	41		
2009-2010	30	-	17	25	22	28	66	57	43	34		
2010-2011	31	-	15	12	18	20	64	52	43	31		
Moyenne sur 5 ans	32	-	20	34	23	42	67	65	46	49		

Nota : Cela inclut seulement les décisions prélibératoires ayant consisté à accorder/ordonner la libération conditionnelle totale ou à refuser/ne pas ordonner celle-ci aux délinquants sous responsabilité fédérale.

Tableau 63

Source : CLCC – SGILC

TAUX d'OCTROI de la LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE aux DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE ou PROVINCIALE – AUTOCHTONES et RACE (%)										
Année	Autochtones		Asiatiques		Noirs		Blancs		Autres	
	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.
2006-2007	29	52	71	50	46	38	43	74	61	75
2007-2008	33	32	67	75	40	50	43	73	47	59
2008-2009	30	33	72	58	51	17	44	46	54	42
2009-2010	23	23	59	22	40	27	42	44	52	32
2010-2011	25	24	59	75	36	15	41	34	50	25
Moyenne sur 5 ans	28	33	66	56	43	29	43	54	53	47

Nota : Cela inclut seulement les décisions prélibératoires ayant consisté à accorder/ordonner la libération conditionnelle totale ou à refuser/ne pas ordonner celle-ci aux délinquants sous responsabilité fédérale.

Tableau 64

Source : CLCC – SGILC

TAUX d'OCTROI de la LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE aux DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE ou PROVINCIALE, selon le SEXE (%)				
Année	Hommes		Femmes	
	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.
2006-2007	41	70	67	84
2007-2008	41	64	71	67
2008-2009	41	41	77	69
2009-2010	39	37	68	38
2010-2011	38	30	62	42
Moyenne sur 5 ans	40	48	69	60

Nota : Cela inclut seulement les décisions prélibératoires ayant consisté à accorder/ordonner la libération conditionnelle totale ou à refuser/ne pas ordonner celle-ci aux délinquants sous responsabilité fédérale.

Tableau 65

Source : CLCC – SGILC

TAUX d'OCTROI de la LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE aux DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE au terme de la PROCÉDURE ORDINAIRE ou de la PEE (%)						
	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Pacifique	Canada
2006-2007						
Procédure ordinaire	44	17	19	21	15	21
PEE	100	100	99	100	100	100
Tous les examens	60	33	49	45	36	43
2007-2008						
Procédure ordinaire	36	15	21	21	18	20
PEE	100	100	98	100	100	99
Tous les examens	59	36	47	43	36	43
2008-2009						
Procédure ordinaire	37	18	19	23	12	21
PEE	100	100	99	100	100	100
Tous les examens	61	37	49	46	34	44
2009-2010						
Procédure ordinaire	37	21	11	18	14	18
PEE	100	100	98	100	100	99
Tous les examens	62	39	43	37	30	41
2010-2011						
Procédure ordinaire	33	18	11	16	12	17
PEE	100	100	96	100	100	99
Tous les examens	60	38	43	34	31	40

Nota : Cela inclut seulement les décisions prélibératoires ayant consisté à accorder/ordonner la libération conditionnelle totale ou à refuser/ne pas ordonner celle ci.

Tableau 66

Source : CLCC – SGILC

TAUX d'OCTROI de la LIBÉRATION CONDITIONNELLE TOTALE aux DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE, selon le TYPE de PEINE						
	Durée déterminée		Emprisonnement à perpétuité		Durée indéterminée (autres)	
	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%
2006-2007						
Procédure ordinaire	471	21	93	34	0	0
PEE	1 037	100	1	100	-	-
Autres*	12	50	5	42	0	0
Toutes les LCT	1 520	46	99	35	0	0
2007-2008						
Procédure ordinaire	428	20	100	35	1	1
PEE	1 030	99	-	-	-	-
Autres*	7	50	1	25	0	0
Toutes les LCT	1 465	46	101	35	1	1
2008-2009						
Procédure ordinaire	449	21	87	29	2	1
PEE	1 097	100	-	-	-	-
Autres*	1	100	-	-	-	-
Toutes les LCT	1 547	48	87	29	2	1
2009-2010						
Procédure ordinaire	396	18	94	31	1	1
PEE	1 004	99	-	-	-	-
Autres*	2	40	-	-	-	-
Toutes les LCT	1 402	44	94	31	1	1
2010-2011						
Procédure ordinaire	360	16	93	31	1	1
PEE	1 047	99	-	-	-	-
Autres*	1	50	-	-	-	-
Toutes les LCT	1 408	42	93	31	1	1

Nota : Cela inclut seulement les décisions prélibératoires ayant consisté à accorder/ordonner la libération conditionnelle totale ou à refuser/ne pas ordonner celle ci.

Nota : Les condamnés à perpétuité comprennent les délinquants qui se sont vu imposer une peine d'emprisonnement à perpétuité à titre de peine minimale ou de peine maximale. Entrent dans la catégorie « Durée indéterminée (autres) » : les délinquants dangereux, les délinquants sexuels dangereux, les repris de justice et les délinquants visés par une ordonnance de détention préventive ou un mandat du lieutenant-gouverneur.

*La catégorie « Autres » comprend les libérations conditionnelles pour expulsion, par exception, pour départ volontaire et par exception pour expulsion.

**ASSIGNATIONS À RÉSIDENCE ATTACHÉES À LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE
TOTALE**

Tableau 67

Source : CLCC

ASSIGNATIONS À RÉSIDENCE IMPOSÉES à des DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE MIS en LIBERTÉ CONDITIONNELLE TOTALE au terme de la PROCÉDURE ORDINAIRE ou de la PEE					
	AVANT LA LIBÉRATION		APRÈS LA LIBÉRATION		
	Imposées	Annulées	Imposées	Prolongées	Retirées
Procédure ordinaire					
2006-2007	26	0	37	8	17
2007-2008	23	1	30	4	16
2008-2009	21	0	30	1	6
2009-2010	20	1	24	7	5
2010-2011	9	1	28	10	5
PEE					
2006-2007	255	3	36	16	36
2007-2008	252	8	23	22	40
2008-2009	230	0	25	30	41
2009-2010	165	0	19	23	24
2010-2011	174	2	35	28	19
Toutes les LCT					
2006-2007	281	3	73	24	53
2007-2008	275	9	53	26	56
2008-2009	251	0	55	31	47
2009-2010	185	1	43	30	29
2010-2011	183	3	63	38	24

Tableau 68

Source : CLCC

ASSIGNATIONS À RÉSIDENCE IMPOSÉES à des DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE MIS en LIBERTÉ CONDITIONNELLE TOTALE, par RÉGION					
	AVANT LA LIBÉRATION		APRÈS LA LIBÉRATION		
	Imposées	Annulées	Imposées	Prolongées	Retirées
2006-2007					
Atlantique	30	0	8	1	3
Québec	128	1	39	23	6
Ontario	82	1	13	0	29
Prairies	18	1	8	0	7
Pacifique	23	0	5	0	8
Canada	281	3	73	24	53
2007-2008					
Atlantique	24	0	9	0	2
Québec	129	1	29	26	3
Ontario	74	5	4	0	32
Prairies	23	2	6	0	4
Pacifique	25	1	5	0	15
Canada	275	9	53	26	56
2008-2009					
Atlantique	27	0	5	0	0
Québec	139	0	30	31	7
Ontario	61	0	5	0	28
Prairies	9	0	7	0	7
Pacifique	15	0	8	0	5
Canada	251	0	55	31	47
2009-2010					
Atlantique	23	1	6	1	2
Québec	110	0	31	29	4
Ontario	33	0	3	0	18
Prairies	2	0	2	0	1
Pacifique	17	0	1	0	4
Canada	185	1	43	30	29
2010-2011					
Atlantique	15	0	8	1	1
Québec	115	2	44	37	7
Ontario	29	0	5	0	12
Prairies	2	0	0	0	0
Pacifique	22	1	6	0	4
Canada	183	3	63	38	24

Tableau 69

Source : CLCC

ASSIGNATIONS À RÉSIDENCE ATTACHÉES à la LIBERTÉ CONDITIONNELLE TOTALE de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE qui avaient été RECOMMANDÉES par le SCC (%)						
Année	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Pacifique	Canada
2006-2007	73,7	79,6	53,7	61,5	39,3	67,5
2007-2008	60,6	89,2	55,1	55,2	30,0	69,8
2008-2009	71,9	84,0	54,5	37,5	47,8	71,2
2009-2010	72,4	75,2	47,2	25,0	50,0	67,5
2010-2011	91,3	56,3	44,1	50,0	35,7	55,5

Nota : On calcule ce pourcentage en divisant le nombre d'assignations à résidence recommandées par le SCC et imposées par la Commission, par le nombre total d'assignations à résidence imposées par la Commission.

Tableau 70

Source : CLCC

ASSIGNATIONS à RÉSIDENCE ATTACHÉES à la LIBERTÉ CONDITIONNELLE TOTALE de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE – TAUX de CONCORDANCE avec les RECOMMANDATIONS du SCC (%)						
Année	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Pacifique	Canada
2006-2007	100,0	95,0	100,0	88,9	84,6	95,6
2007-2008	83,3	89,2	91,5	100,0	69,2	88,8
2008-2009	85,2	88,2	78,3	60,0	84,6	84,8
2009-2010	75,0	85,5	100,0	25,0	90,0	84,2
2010-2011	75,0	92,8	88,2	25,0	90,9	87,3

Nota : On calcule le taux de concordance en divisant le nombre d'assignations à résidence imposées par la Commission qui avaient été recommandées par le SCC, par le nombre d'assignations à résidence recommandées par le SCC.

[Retour à la section « Libération conditionnelle totale »](#)

LIBÉRATION D'OFFICE

Tableau 71

Source : CLCC et SCC

PROPORTION de la POPULATION CARCÉRALE PURGEANT une PEINE d'une DURÉE DÉTERMINÉE MISE en LIBERTÉ d'OFFICE				
Année	Population carcérale	Année où ont eu lieu les libérations d'office	N ^{bre} de libérations d'office	Pourcentage de la pop. carcérale libérée d'office
1 ^{er} avril 2006	9 814	2006-2007	5 249	53
1 ^{er} avril 2007	10 280	2007-2008	5 485	53
1 ^{er} avril 2008	10 574	2008-2009	5 764	55
1 ^{er} avril 2009	10 215	2009-2010	5 552	54
1 ^{er} avril 2010	10 364	2010-2011	5 092	49

Tableau 72

Source : CLCC et SCC

PROPORTION de la POPULATION CARCÉRALE PURGEANT une PEINE d'une DURÉE DÉTERMINÉE MISE en LIBERTÉ d'OFFICE, par RÉGION (%)					
Année	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Pacifique
2006-2007	51	51	52	59	54
2007-2008	53	48	52	60	52
2008-2009	56	49	52	61	54
2009-2010	57	48	51	61	58
2010-2011	53	47	45	54	49
Moyenne sur 5 ans	54	49	50	59	53

Tableau 73

Source : CLCC et SCC

PROPORTION de la POPULATION CARCÉRALE PURGEANT une PEINE d'une DURÉE DÉTERMINÉE MISE en LIBERTÉ d'OFFICE, selon le TYPE D'INFRACTION (%)				
Année	Infr. sexuelle visée à l'annexe I	Infr. non sexuelle visée à l'annexe I	Infr. visée à l'annexe II	Infr. non prévue aux annexes
2006-2007	29	50	48	85
2007-2008	28	50	46	85
2008-2009	27	49	50	83
2009-2010	30	52	51	84
2010-2011	29	49	43	72
Moyenne sur 5 ans	29	50	48	82

Tableau 74

Source : CLCC et SCC

PROPORTION de la POPULATION CARCÉRALE PURGEANT une PEINE d'une DURÉE DÉTERMINÉE MISE en LIBERTÉ d'OFFICE – AUTOCHTONES et RACE (%)					
Année	Autochtones	Asiatiques	Noirs	Blancs	Autres
2006-2007	61	26	43	54	33
2007-2008	64	31	40	54	31
2008-2009	65	34	43	55	36
2009-2010	65	32	40	55	34
2010-2011	57	31	38	50	34
Moyenne sur 5 ans	62	31	41	54	34

Tableau 75

Source : CLCC et SCC

PROPORTION de la POPULATION CARCÉRALE PURGEANT une PEINE d'une DURÉE DÉTERMINÉE MISE en LIBERTÉ d'OFFICE, selon le SEXE (%)		
Année	Hommes	Femmes
2006-2007	54	51
2007-2008	53	53
2008-2009	54	55
2009-2010	54	56
2010-2011	49	55
Moyenne sur 5 ans	53	54

ASSIGNATIONS À RÉSIDENCE ATTACHÉES À LA LIBERTÉ D'OFFICE

Tableau 76

Source : CLCC

ASSIGNATIONS À RÉSIDENCE ATTACHÉES à la LIBERTÉ d'OFFICE								
Année	AVANT LA LIBÉRATION			APRÈS LA LIBÉRATION				
	Imposées	après un examen de maint. en incarc.	Annulées	Imposées	Prolongées	après un examen de maint. en incarc.)	Retirées	Total*
2006-2007	1 380	55	2	15	-	1	92	1 449
2007-2008	1 417	29	1	13	1	-	56	1 459
2008-2009	1 694	33	3	16	1	-	96	1 741
2009-2010	1 589	33	2	16	-	-	86	1 636
2010-2011	1 705	28	0	24	-	-	87	1 757

*Total = (assignations à résidence imposées avant la libération + assignations à résidence imposées après un examen de maintien en incarcération – assignations à résidence annulées) + (assignations à résidence imposées après la libération + assignations à résidence prolongées + assignations à résidence imposées après un examen de maintien en incarcération qui ont été prolongées).

Tableau 77

Source : CLCC

ASSIGNATIONS À RÉSIDENCE ATTACHÉES à la LIBERTÉ d'OFFICE, par RÉGION						
	AVANT LA LIBÉRATION			APRÈS LA LIBÉRATION		
	Imposées	Imposées après un examen de maintien en incarcération	Annulées	Imposées	Prolongées	(imposées après un examen de maintien en incarcération)
2006-2007						
Atlantique	147	8	0	0	0	0
Québec	408	7	1	3	0	0
Ontario	309	11	0	5	0	0
Prairies	256	4	0	2	0	0
Pacifique	260	25	1	5	0	1
Canada	1 380	55	2	15	0	1
2007-2008						
Atlantique	157	1	0	2	0	0
Québec	424	6	0	4	1	0
Ontario	386	8	0	2	0	0
Prairies	229	2	1	0	0	0
Pacifique	221	12	0	5	0	0
Canada	1 417	29	1	13	1	0
2008-2009						
Atlantique	144	6	0	0	0	0
Québec	535	3	3	3	0	0
Ontario	461	8	0	3	0	0
Prairies	260	8	0	2	0	0
Pacifique	294	8	0	8	1	0
Canada	1 694	33	3	16	1	0
2009-2010						
Atlantique	154	6	0	0	0	0
Québec	478	1	1	4	0	0
Ontario	382	8	0	6	0	0
Prairies	278	10	0	1	0	0
Pacifique	297	8	1	5	0	0
Canada	1 589	33	2	16	0	0
2010-2011						
Atlantique	173	1	0	0	0	0
Québec	421	8	0	10	0	0
Ontario	516	9	0	7	0	0
Prairies	333	4	0	2	0	0
Pacifique	262	6	0	5	0	0
Canada	1 705	28	0	24	0	0

Tableau 78

Source : CLCC

ASSIGNATIONS À RÉSIDENCE ATTACHÉES à la LIBERTÉ d'OFFICE qui avaient été RECOMMANDÉES par le SCC (%)						
Année	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Pacifique	Canada
2006-2007	94,6	92,0	85,0	91,9	86,4	89,6
2007-2008	91,2	93,5	88,9	86,0	81,9	89,0
2008-2009	93,8	87,9	80,4	88,6	75,8	84,3
2009-2010	98,0	83,4	68,6	88,2	82,8	81,9
2010-2011	97,1	80,5	60,6	89,8	82,4	78,3

Nota : On calcule ce pourcentage en divisant le nombre d'assignations à résidence recommandées par le SCC et imposées par la Commission, par le nombre total d'assignations à résidence imposées par la Commission.

Tableau 79

Source : CLCC

ASSIGNATIONS à RÉSIDENCE ATTACHÉES à la LIBERTÉ d'OFFICE – TAUX de CONCORDANCE avec les RECOMMANDATIONS du SCC (%)						
Année	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Pacifique	Canada
2006-2007	99,3	92,2	91,4	96,0	95,0	94,0
2007-2008	94,8	96,2	95,6	94,7	95,4	95,5
2008-2009	97,1	98,1	97,1	97,1	97,0	97,4
2009-2010	96,8	97,6	97,8	98,0	98,4	97,8
2010-2011	95,5	98,0	98,4	98,7	98,7	98,0

Nota : On calcule le taux de concordance en divisant le nombre d'assignations à résidence imposées par la Commission qui avaient été recommandées par le SCC, par le nombre d'assignations à résidence recommandées par le SCC.

[Retour à la section « Libération d'office »](#)

MAINTIEN EN INCARCÉRATION

Tableau 80

Source : CLCC

NOMBRE de DÉLINQUANTS VISÉS par une ORDONNANCE de MAINTIEN en INCARCÉRATION, par RÉGION (au 10 avril 2011)						
	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Pacifique	Canada
Ordonnances de maintien en incarc. en application	31	80	89	120	46	366
Ordonnances de maintien en incarc. pas encore en application	2	15	29	32	4	82
N ^{bre} total de délinquants visés par une ordonnance de maintien en incarcération	33	95	118	152	50	448

Tableau 81

Source : CLCC

RENOVIS de CAS en vue d'un ÉVENTUEL MAINTIEN en INCARCÉRATION, par RÉGION						
Année	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Pacifique	Canada
2001-2002	32	48	72	76	44	272
2002-2003	23	59	82	79	41	284
2003-2004	29	85	77	75	37	303
2004-2005	31	53	76	58	29	247
2005-2006	24	55	77	65	40	261
2006-2007	22	73	64	55	36	250
2007-2008	27	69	67	70	32	265
2008-2009	22	57	60	103	25	267
2009-2010	25	54	80	97	23	279
2010-2011	20	44	70	88	30	252
Total	255	597	725	766	337	2 680

Tableau 82

Source : CLCC et SCC

TAUX de RENVOI en vue d'un ÉVENTUEL MAINTIEN en INCARCÉRATION			
Année	Renvois pour maintien en incarcération	Délinquants ayant droit à la libération d'office**	Taux de renvoi pour maintien en incarcération
2001-2002	272	5 261	5,2
2002-2003	284	5 506	5,2
2003-2004	303	5 494	5,5
2004-2005	247	5 476	4,5
2005-2006	261	5 578	4,7
2006-2007	250	5 564	4,5
2007-2008	265	5 819	4,6
2008-2009	267	6 104	4,4
2009-2010	279	5 912	4,7
2010-2011	252	5 458	4,6

*Le taux de renvoi en vue d'un éventuel maintien en incarcération correspond à la proportion de renvois par rapport au nombre de délinquants qui ont droit à la libération d'office (c.-à-d. qui arrivent à la date prévue pour leur libération d'office) durant une période donnée.

**Le nombre de délinquants ayant droit à la libération d'office équivaut à la somme du nombre de délinquants mis en liberté d'office et du nombre de délinquants maintenus en incarcération.

Tableau 83

Source : CLCC

RÉSULTATS des EXAMENS INITIAUX des CAS RENVOYÉS pour MAINTIEN en INCARCÉRATION						
Année	Maintien en incarcération	Libération d'office		Libération d'office à octroi unique		Total
	N ^{bre}	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	
2001-2002	257	94,5	5	1,8	10	3,7
2002-2003	245	86,3	13	4,6	26	9,2
2003-2004	279	92,1	13	4,3	11	3,6
2004-2005	225	91,1	15	6,1	7	2,8
2005-2006	233	89,3	11	4,2	17	6,5
2006-2007	222	88,8	20	8,0	8	3,2
2007-2008	247	93,2	11	4,2	7	2,6
2008-2009	256	95,9	10	3,7	1	0,4
2009-2010	262	93,9	10	3,6	7	2,5
2010-2011	238	94,4	3	1,2	11	4,4
						252

Tableau 84

Source : CLCC

RÉSULTATS des EXAMENS INITIAUX des CAS RENVOYÉS pour MAINTIEN en INCARCÉRATION, SELON LE TYPE D'INFRACTION (%)				
	Infr. sexuelle visée à l'annexe I	Infr. non sexuelle visée à l'annexe I	Infr. visée à l'annexe II	Infr. non prévue aux annexes
Maintien en incarcération				
2006-2007	88	88	100	90
2007-2008	95	92	67	94
2008-2009	97	94	75	100
2009-2010	93	95	75	94
2010-2011	93	94	100	100
Libération d'office				
2006-2007	8	9	0	5
2007-2008	4	4	33	6
2008-2009	2	6	25	0
2009-2010	4	3	0	6
2010-2011	0	2	0	0
Libération d'office à octroi unique				
2006-2007	3	3	0	5
2007-2008	1	4	0	0
2008-2009	1	0	0	0
2009-2010	3	2	25	0
2010-2011	7	4	0	0

Tableau 85

Source : CLCC

RÉSULTATS des EXAMENS INITIAUX des CAS RENVOYÉS pour MAINTIEN en INCARCÉRATION – AUTOCHTONES et RACE (%)					
	Autochtones	Asiatiques	Noirs	Blancs	Autres
Maintien en incarcération					
2006-2007	94	100	93	85	83
2007-2008	92	100	95	93	100
2008-2009	95	100	100	96	92
2009-2010	98	100	91	92	90
2010-2011	97	100	96	91	100
Libération d'office					
2006-2007	4	0	7	10	17
2007-2008	5	0	0	4	0
2008-2009	4	0	0	4	8
2009-2010	1	0	10	5	0
2010-2011	1	0	4	1	0
Libération d'office à octroi unique					
2006-2007	1	0	0	5	0
2007-2008	2	0	5	3	0
2008-2009	1	0	0	0	0
2009-2010	1	0	0	3	10
2010-2011	3	0	0	8	0

Tableau 86

Source : CLCC

RÉSULTATS des EXAMENS INITIAUX des CAS RENVOYÉS pour MAINTIEN en INCARCÉRATION, selon le SEXE (%)		
	Hommes	Femmes
Maintien en incarcération		
2006-2007	89	100
2007-2008	93	100
2008-2009	96	100
2009-2010	94	100
2010-2011	94	100
Libération d'office		
2006-2007	8	0
2007-2008	4	0
2008-2009	4	0
2009-2010	4	0
2010-2011	1	0
Libération d'office à octroi unique		
2006-2007	3	0
2007-2008	3	0
2008-2009	0	0
2009-2010	3	0
2010-2011	4	0

Tableau 87

Source : CLCC

TAUX de MAINTIEN en INCARCÉRATION après l'EXAMEN INITIAL, par RÉGION									
Année	Atlantique N ^{bre} %	Québec N ^{bre} %	Ontario N ^{bre} %	Prairies N ^{bre} %	Pacifique N ^{bre} %	Canada N ^{bre} %			
2001-2002	30/32 94	46/48 96	66/72 92	75/76 99	40/44 91	257/272 94			
2002-2003	19/23 83	53/59 90	67/82 82	68/79 86	38/41 93	245/284 86			
2003-2004	26/29 90	83/85 98	69/77 90	69/75 92	32/37 86	279/303 91			
2004-2005	29/31 94	51/53 96	68/76 89	51/58 88	26/29 90	225/247 91			
2005-2006	21/24 88	53/55 96	65/77 84	60/65 92	34/40 85	233/261 89			
2006-2007	16/22 73	71/73 97	55/64 86	54/55 98	26/36 72	222/250 89			
2007-2008	27/27 100	65/69 94	58/67 87	70/70 100	27/32 84	247/265 93			
2008-2009	21/22 95	57/57 100	55/60 92	100/103 97	23/25 92	256/267 96			
2009-2010	24/25 96	53/54 98	71/80 89	93/97 96	21/23 91	262/279 94			
2010-2011	20/20 100	43/44 98	64/70 91	86/88 98	25/30 83	238/252 94			
Total sur 10 ans	233/255 91	575/597 96	638/725 88	726/766 95	292/337 87	2 464/2 680 92			

Tableau 88

Source : CLCC

RÉSULTATS des RÉEXAMENS ANNUELS des ORDONNANCES de MAINTIEN en INCARCÉRATION						Moyenne sur 5 ans
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	
Nombre total de réexamens	326	289	317	326	350	322
Nombre d'ordonnances de maintien en incarcération confirmées	279	270	282	290	327	290
Pourcentage d'ordonnances de maintien en incarcération confirmées	86 %	93 %	89 %	89 %	93 %	90 %

Retour à la section « Maintien en incarcération »

SURVEILLANCE DE LONGUE DURÉE

Tableau 89

Source : CLCC et SCC

Année	Atlantique		Québec		Ontario		Prairies		Pacifique		Canada	
	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.
2001-2002	3	-	5	-	3	1	5	-	3	-	20	1
2002-2003	3	-	11	-	7	1	9	-	4	-	34	1
2003-2004	6	-	21	-	13	-	12	-	9	-	61	-
2004-2005	10	-	29	-	26	-	16	-	12	-	93	-
2005-2006	11	-	33	-	35	-	25	-	16	-	120	-
2006-2007	12	-	41	-	51	-	34	-	31	-	169	-
2007-2008	13	-	60	-	64	-	33	2	39	-	209	2
2008-2009	14	-	74	-	77	-	45	2	43	-	253	2
2009-2010	14	-	78	-	81	-	55	-	51	-	270	-
2010-2011	15	-	93	-	81	-	58	-	52	-	299	-

Nota : Non compris au 10 avril 2011 : 4 délinquants à contrôler illégalement en liberté.

Nota : Le premier délinquant visé par une ordonnance de surveillance de longue durée (délinquant à contrôler) a été mis en liberté en 1999-2000.

Tableau 90

Source : CLCC et SCC

Année	POPULATION de DÉLINQUANTS à CONTRÔLER – AUTOCHTONES et RACE											
	Autochtones		Asiatiques		Noirs		Blancs		Autres			
	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%		
2006-2007	31	18,3	3	1,8	5	3,0	121	71,6	9	5,3		
2007-2008	40	19,0	3	1,4	7	3,3	152	72,0	9	4,3		
2008-2009	51	20,0	4	1,6	11	4,3	178	69,8	11	4,3		
2009-2010	61	22,6	4	1,5	11	4,1	184	68,1	10	3,7		
2010-2011	70	23,4	5	1,7	9	3,0	202	67,6	13	4,3		

Nota : Comprend les délinquants à contrôler qui sont sous responsabilité fédérale et ceux relevant des autorités provinciales.

Tableau 91

Source : CLCC et SCC

Type d'infraction	PROFIL CRIMINEL des DÉLINQUANTS à CONTRÔLER (%)				
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Annexe I – Infr. sexuelle	75,1	74,4	74,9	73,3	69,6
Annexe I – Infr. non sexuelle	20,7	20,9	21,2	22,2	25,1
Annexe I – Total	95,9	95,3	96,1	95,6	94,6
Infr. visée à l'annexe II	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Infr. non prévue aux annexes	4,1	4,7	3,9	4,4	5,4

Nota : Comprend les délinquants à contrôler qui sont sous responsabilité fédérale et ceux relevant des autorités provinciales.

Tableau 92

Source : CLCC – SGILC

Année	AVANT LA LIBÉRATION			APRÈS LA LIBÉRATION			Total
	Changement aux conditions	Autres*	Total partiel	Changement aux conditions	Suspension	Autres*	
2006-2007	59	2	61	250	37	45	332
2007-2008	70	0	70	189	28	48	265
2008-2009	72	1	73	248	45	66	359
2009-2010	54	1	55	302	34	57	393
2010-2011	71	3	74	316	44	68	428
							502

Nota : Comprend les délinquants à contrôler qui sont sous responsabilité fédérale et ceux relevant des autorités provinciales.

*La catégorie « Autres » comprend les décisions suivantes : aucune mesure, dépôt d'une dénonciation recommandé et audience ordonnée.

ASSIGNATIONS À RÉSIDENCE ATTACHÉES À LA SURVEILLANCE DE LONGUE DURÉE

Tableau 93

Source : CLCC

Année	ASSIGNATIONS À RÉSIDENCE ATTACHÉES à la SURVEILLANCE de LONGUE DURÉE			Total*		
	AVANT LA LIBÉRATION	Après la libération				
Année	Imposées	Annulées	Imposées	Prolongées	Retirées	Total*
2006-2007	43	0	92	75	10	210
2007-2008	55	0	72	65	1	192
2008-2009	56	0	53	138	4	247
2009-2010	41	0	55	168	5	264
2010-2011	56	0	52	186	5	294

Nota : Comprend les délinquants à contrôler qui sont sous responsabilité fédérale et ceux relevant des autorités provinciales.

*Total = (assignations à résidence imposées avant la libération - assignations à résidence annulées) + (assignations à résidence imposées après la libération + assignations à résidence prolongées).

[Retour à la section « Surveillance de longue durée »](#)

APPELS

Tableau 94

Source : CLCC – Section d'appel

DEMANDES de RÉEXAMEN de DÉCISIONS (du 1er avril 2010 au 31 mars 2011)									
	Atlantique Féd. Prov.	Québec Féd.	Ontario Féd.	Prairies Féd. Prov.	Pacifique Féd. Prov.	Canada Féd. Prov.			
Demandes reçues	51	14	133	218	114	21	86	22	602
Demandes rejetées	10	3	31	69	20	3	26	8	156
Demandes en instance*	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Demandes acceptées	41	11	102	149	94	18	60	14	446
Demandes annulées	2	0	8	11	5	0	2	1	28
Demandes retirées	0	2	2	3	2	0	1	0	8
Demandes à traiter	39	9	92	135	87	18	57	13	410
									40

Nota : Une demande peut porter sur plusieurs décisions.

*Demandes en instance : demandes qui n'ont pas encore été acceptées ou rejetées parce qu'une prolongation a été accordée pour présenter des motifs d'appel.

Tableau 95

Source : CLCC – SGILC

NOMBRE de DÉCISIONS d'APPEL, selon le TYPE de DÉCISION PORTÉE en APPEL et le NIVEAU de RESPONSABILITÉ									
Type de décision	2006-2007 Féd. Prov.	2007-2008 Féd. Prov.	2008-2009 Féd. Prov.	2009-2010 Féd. Prov.	2010-2011 Féd. Prov.				
PSAE									
• Prélibératoire	2	-	3	-	3	-	3	-	12
PSSE									
• Prélibératoire	9	-	18	-	23	-	18	-	12
• Postlibératoire	2	-	2	-	1	-	1	-	2
Semi-liberté									
• Prélibératoire	108	10	148	6	184	12	187	29	175
• Postlibératoire	21	1	30	4	53	8	24	1	26
Lib. cond. totale									
• Prélibératoire	101	8	127	8	151	16	141	27	135
• Postlibératoire	22	-	27	1	36	1	22	1	17
Libération d'office									
• Prélibératoire	59	-	79	-	100	-	120	-	53
• Postlibératoire	33	-	34	-	53	-	44	-	30
Maintien en incarcération									
	38	-	41	-	47	-	60	-	27
Total	395	19	509	19	651	37	620	58	489
									48

Tableau 96

Source : CLCC – SGILC

Type d'infraction	2006-2007		2007-2008		2008-2009		2009-2010		2010-2011	
	Féd.	Prov.								
Meurtre										
• Prélibératoire	34	-	49	-	70	-	73	-	57	
• Postlibératoire	9	-	19	-	20	-	15	-	10	-
Infr. sexuelle visée à l'annexe I										
• Prélibératoire	50	3	45	-	52	6	67	7	61	5
• Postlibératoire	6	-	3	-	9	-	7	-	10	-
Infr. non sexuelle visée à l'annexe I										
• Prélibératoire	119	8	135	5	189	2	175	28	115	13
• Postlibératoire	34	-	39	2	65	6	38	-	26	-
Infr. visée à l'annexe II										
• Prélibératoire	45	1	88	3	109	4	95	5	74	14
• Postlibératoire	17	1	14	-	18	-	12	1	14	3
Infr. non prévue aux annexes										
• Prélibératoire	69	6	99	6	88	16	119	16	107	12
• Postlibératoire	12	-	18	3	31	3	19	1	15	1
Total	395	19	509	19	651	37	620	58	489	48

Tableau 97

Source : CLCC – SGILC

Type de décision	Décision confirmée		Décision modifiée		Nouvel examen ordonné		Autres		Total	
	2009-2010	2010-2011	2009-2010	2010-2011	2009-2010	2010-2011	2009-2010	2010-2011	2009-2010	2010-2011
PSAE										
• Prélibératoire	2	7	-	-	1	5	-	-	3	12
PSSE										
• Prélibératoire	18	11	-	-	-	1	-	-	18	12
• Postlibératoire	1	1	-	-	-	1	-	-	1	2
Semi-liberté										
• Prélibératoire	184	167	-	-	3	8	-	-	187	175
• Postlibératoire	24	25	-	-	-	1	-	-	24	26
Lib. cond. totale										
• Prélibératoire	139	126	-	-	2	9	-	-	141	135
• Postlibératoire	21	15	-	-	1	2	-	-	22	17
Libération d'office										
• Prélibératoire	106	48	-	-	13	3	1	2	120	53
• Postlibératoire	44	29	-	-	-	1	-	-	44	30
Maintien en incarcération										
	56	26	-	-	4	1	-	-	60	27
N^{bre} total de décisions	595	455	-	-	24	32	1	2	620	489
Pourcentage du n^{bre} total de décisions	96	93	-	-	4	7	0	0		

Tableau 98

Source : CLCC – SGILC

RÉSULTATS des APPELS INTERJETÉS par des DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ PROVINCIALE, selon le TYPE de DÉCISION PORTÉE en APPEL (2009-2010 et 2010-2011)										
Type de décision	Décision confirmée		Décision modifiée		Nouvel examen ordonné		Autres		Total	
	2009-2010	2010-2011	2009-2010	2010-2011	2009-2010	2010-2011	2009-2010	2010-2011	2009-2010	2010-2011
Semi-liberté										
• Prélibératoire	29	22	-	-	-	1	-	1	29	24
• Postlibératoire	1	4	-	-	-	-	-	-	1	4
Lib. cond. totale										
• Prélibératoire	27	18	-	-	-	2	-	-	27	20
• Postlibératoire	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-
N^{bre} total de décisions	57	44	-	-	1	3	-	1	58	48

Tableau 99

Source : CLCC – SGILC

RÉSULTATS des APPELS INTERJETÉS, par RÉGION et selon le NIVEAU de RESPONSABILITÉ (2009-2010 et 2010-2011)										
Région	Décision confirmée		Décision modifiée		Nouvel examen ordonné		Autres		Total	
	2009-2010	2010-2011	2009-2010	2010-2011	2009-2010	2010-2011	2009-2010	2010-2011	2009-2010	2010-2011
NIVEAU FÉDÉRAL										
Atlantique	36	41	-	-	1	1	-	-	37	42
Québec	203	115	-	-	4	9	-	-	207	124
Ontario	164	136	-	-	10	13	1	1	175	150
Prairies	107	96	-	-	3	3	-	1	110	100
Pacifique	85	67	-	-	6	6	-	-	91	73
Canada	595	455	-	-	24	32	1	2	620	489
NIVEAU PROVINCIAL										
Atlantique	22	11	-	-	-	-	-	-	22	11
Prairies	11	18	-	-	-	2	-	-	11	20
Pacifique	25	15	-	-	1	1	-	1	25	17
Canada	58	44	-	-	1	3	-	1	58	48

Tableau 100

Source : CLCC

Type de décision	N ^{bre} de décisions susceptibles d'appel		N ^{bre} de décisions d'appel		Taux d'appel	
	2009-2010	2010-2011	2009-2010	2010-2011	2009-2010	2010-2011
PSAE	63	64	3	12	4,8	18,8
PSSE						
• Prélibératoire	485	449	18	12	3,7	2,7
• Postlibératoire	21	12	1	2	4,8	16,7
Semi-liberté						
• Prélibératoire	4 615	4 780	187	175	4,1	3,7
• Postlibératoire	552	573	24	26	4,3	4,5
Lib. cond. totale						
• Prélibératoire	3 694	3 857	141	135	3,8	3,5
• Postlibératoire	720	783	22	17	3,1	2,2
Libération d'office						
• Prélibératoire	6 153	5 887	120	53	2,0	0,9
• Postlibératoire	2 795	2 564	44	30	1,6	1,2
Maintien en incarcération	616	622	60	27	9,7	4,3
Total	19 714	19 591	620	489	3,1	2,5

Tableau 101

Source : CLCC

Type de décision	N ^{bre} de décisions susceptibles d'appel		N ^{bre} de décisions d'appel		Taux d'appel	
	2009-2010	2010-2011	2009-2010	2010-2011	2009-2010	2010-2011
Semi-liberté						
• Prélibératoire	480	495	29	24	6,0	4,8
• Postlibératoire	47	44	1	4	2,1	9,1
Lib. cond. totale						
• Prélibératoire	481	456	27	20	5,6	4,4
• Postlibératoire	39	40	1	-	2,6	-
Total	1 047	1 035	58	46	5,5	4,4

[Retour à la section « Appels »](#)

EXAMENS

Tableau 102

Source : CLCC – SGILC

Région	NOMBRE d'EXAMENS de CAS de COMPÉTENCE FÉDÉRALE et PROVINCIALE				
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Atlantique	2 035	1 968	1 850	1 777	1 939
Québec	4 210	3 843	4 029	4 078	4 114
Ontario	4 249	4 212	4 096	3 875	3 967
Prairies	5 050	4 736	4 805	4 633	4 362
Pacifique	2 390	2 822	2 783	2 631	2 463
Canada	17 934	17 581	17 563	16 994	16 845
NIVEAU FÉDÉRAL					
Atlantique	1 677	1 663	1 612	1 552	1 687
Québec	4 208	3 843	4 029	4 078	4 113
Ontario	4 244	4 210	4 096	3 874	3 967
Prairies	4 732	4 434	4 528	4 308	4 195
Pacifique	2 380	2 374	2 322	2 237	2 037
Canada	17 241	16 524	16 587	16 049	15 999
NIVEAU PROVINCIAL					
Atlantique	358	305	238	225	252
Québec	2	0	0	0	1
Ontario	5	2	0	1	0
Prairies	318	302	277	325	167
Pacifique	10	448	461	394	426
Canada	693	1 057	976	945	846

Nota : Entre octobre 2003 et avril 2006, les maintiens de la liberté n'étaient pas considérés comme des décisions, mais ils étaient inclus dans le calcul du nombre d'examens.

Tableau 103

Source : CLCC – SGILC

Région	NOMBRE d'EXAMENS PRÉLIBÉRATOIRES de CAS de COMPÉTENCE FÉDÉRALE et PROVINCIALE				
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Atlantique	1 636	1 598	1 535	1 501	1 631
Québec	2 976	2 799	2 920	2 935	2 892
Ontario	3 202	3 256	3 296	3 123	3 229
Prairies	4 112	4 023	4 128	3 978	3 779
Pacifique	1 820	2 282	2 213	2 178	1 983
Canada	13 746	13 958	14 092	13 715	13 514
NIVEAU FÉDÉRAL					
Atlantique	1 329	1 354	1 333	1 299	1 411
Québec	2 976	2 799	2 920	2 935	2 891
Ontario	3 197	3 254	3 296	3 122	3 229
Prairies	3 848	3 763	3 883	3 682	3 626
Pacifique	1 811	1 903	1 834	1 829	1 601
Canada	13 161	13 073	13 266	12 867	12 758
NIVEAU PROVINCIAL					
Atlantique	307	244	202	202	220
Québec	0	0	0	0	1
Ontario	5	2	0	1	0
Prairies	264	260	245	296	153
Pacifique	9	379	379	349	382
Canada	585	885	826	848	756

Nota : La somme des examens prélibératoires, postlibératoires et de maintien en incarcération n'égale pas le nombre total d'examens parce que plusieurs types d'examens peuvent être faits en même temps et qu'on en inclut un seul par dossier dans le total.

Tableau 104

Source : CLCC – SGILC

NOMBRE d'EXAMENS POSTLIBÉRATOIRES de CAS de COMPÉTENCE FÉDÉRALE et PROVINCIALE					
Région	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Atlantique	612	617	577	510	546
Québec	1 625	1 431	1 481	1 543	1 625
Ontario	1 409	1 415	1 278	1 138	1 053
Prairies	1 566	1 376	1 386	1 307	1 113
Pacifique	788	849	884	744	689
Canada	6 000	5 688	5 606	5 242	5 026
NIVEAU FÉDÉRAL					
Atlantique	558	554	540	484	513
Québec	1 623	1 431	1 481	1 543	1 625
Ontario	1 409	1 415	1 278	1 138	1 053
Prairies	1 509	1 332	1 354	1 277	1 097
Pacifique	787	779	800	699	644
Canada	5 886	5 511	5 453	5 141	4 932
NIVEAU PROVINCIAL					
Atlantique	54	63	37	26	33
Québec	2	0	0	0	0
Ontario	0	0	0	0	0
Prairies	57	44	32	30	16
Pacifique	1	70	84	45	45
Canada	114	177	153	101	94

Nota : Entre octobre 2003 et avril 2006, les maintiens de la liberté n'étaient pas considérés comme des décisions, mais ils étaient inclus dans le calcul du nombre d'examens.

Nota : La somme des examens prélibératoires, postlibératoires et de maintien en incarcération n'égale pas le nombre total d'examens parce que plusieurs types d'examens peuvent être faits en même temps et qu'on en inclut un seul par dossier dans le total.

Tableau 105

Source : CLCC – SGILC

NOMBRE d'EXAMENS de CAS en vue d'un ÉVENTUEL MAINTIEN en INCARCÉRATION					
Région	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Atlantique	59	53	50	63	55
Québec	159	157	150	133	120
Ontario	157	159	140	161	168
Prairies	134	151	198	205	220
Pacifique	99	73	69	62	72
Canada	608	593	607	624	635

Nota : Comprend les examens provisoires, les examens initiaux et les réexamens annuels.

Tableau 106

Source : CLCC – SGILC

NOMBRE d'EXAMENS par voie d'AUDIENCE EFFECTUÉS avec l'AIDE D'UN CONSEILLER CULTUREL AUTOCHTONE – DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE ou PROVINCIALE					
Région	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Atlantique	13	12	20	18	13
Québec	19	16	20	23	41
Ontario	47	47	32	35	33
Prairies	471	324	290	259	260
Pacifique	136	133	119	93	145
Canada	686	532	481	428	492
PRÉLIBÉRATOIRES					
Atlantique	12	12	15	8	11
Québec	15	11	13	17	36
Ontario	36	39	18	26	19
Prairies	363	263	232	212	217
Pacifique	94	104	87	76	115
Canada	520	429	365	339	398
POSTLIBÉRATOIRES					
Atlantique	1	0	7	6	1
Québec	3	3	1	3	7
Ontario	10	7	11	9	8
Prairies	158	101	80	54	37
Pacifique	46	34	44	28	39
Canada	218	145	143	100	92
MAINTIEN EN INCARCÉRATION					
Atlantique	1	0	1	5	2
Québec	2	2	6	4	3
Ontario	6	5	7	5	8
Prairies	23	19	23	17	28
Pacifique	8	6	4	3	9
Canada	40	32	41	34	50

Nota : La somme des examens prélibératoires, postlibératoires et de maintien en incarcération n'égale pas le nombre total d'examens parce que plusieurs types d'examens peuvent être faits lors de la même audience et qu'on en inclut un seul par dossier dans le total.

Tableau 107

Source : CLCC

NOMBRE d'EXAMENS DIFFÉRÉS par RÉGION – NIVEAUX FÉDÉRAL et PROVINCIAL									
Région	Année	Renonciation		Report		Retrait		Nouvelle date	
		Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.	Féd.	Prov.
Atlantique	2006-2007	390	1	231	41	134	176	13	-
	2007-2008	400	1	214	32	125	158	5	-
	2008-2009	377	-	194	22	124	124	5	-
	2009-2010	430	2	209	14	118	98	4	-
	2010-2011	401	1	189	15	106	81	11	-
Québec	2006-2007	582	-	990	-	144	-	43	-
	2007-2008	562	1	935	2	107	1	42	-
	2008-2009	623	-	1 070	-	133	-	28	-
	2009-2010	564	-	1 010	-	108	-	44	-
	2010-2011	532	-	992	-	80	-	39	-
Ontario	2006-2007	998	4	747	2	235	1	54	-
	2007-2008	1 034	1	736	-	227	-	77	-
	2008-2009	1 000	2	744	1	245	-	82	-
	2009-2010	1 053	1	739	-	227	-	76	-
	2010-2011	1 099	-	622	-	229	-	103	-
Prairies	2006-2007	830	2	493	41	162	243	49	4
	2007-2008	908	5	458	43	150	191	43	6
	2008-2009	867	1	458	68	141	217	25	1
	2009-2010	829	3	541	64	126	187	29	-
	2010-2011	937	2	569	18	149	176	43	1
Pacifique	2006-2007	352	-	412	-	65	-	17	-
	2007-2008	418	6	453	16	100	237	26	2
	2008-2009	377	1	414	9	69	318	232	10
	2009-2010	419	-	363	10	85	241	171	5
	2010-2011	400	1	364	2	109	230	255	46
Canada	2006-2007	3 152	7	2 873	84	740	420	176	4
	2007-2008	3 322	14	2 796	93	709	587	193	8
	2008-2009	3 244	4	2 880	100	712	659	372	11
	2009-2010	3 295	6	2 862	88	664	526	324	5
	2010-2011	3 369	4	2 736	35	673	487	451	47

Retour à la section « Examens »

DÉCISIONS SUR LA MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION : RENDEMENT

DURÉE DE LA PÉRIODE DE SURVEILLANCE

Tableau 108

Source : CLCC – SGILC

DURÉE MOYENNE, en MOIS, des PÉRIODES PASSÉES sous SURVEILLANCE par les DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE PURGEANT une PEINE d'une DURÉE DÉTERMINÉE (de 2006-2007 à 2010-2011)*					
Type de liberté	Menée à bien	Révoquée pour violation des conditions	Révoquée pour infraction sans violence	Révoquée pour infraction avec violence	Durée moyenne
Semi-liberté – proc. ord.	4,6	4,8	4,9	5,2	4,7
Semi-liberté – PEE	4,5	3,7	3,5	4,0	4,4
Toutes les semi-libertés	4,6	4,5	4,3	5,1	4,5
Lib. cond. totale – proc. ord.	30,7	16,9	19,4	28,1	28,0
Lib. cond. totale – PEE	25,8	10,9	12,6	17,7	21,7
Toutes les lib. cond. totales	27,7	12,6	14,6	24,2	24,0
Liberté d'office	6,9	6,1	6,3	7,4	6,6

*Périodes de surveillance qui ont pris fin entre le 1^{er} avril 2006 et le 31 mars 2011.

Tableau 109

Source : CLCC – SGILC

DURÉE MOYENNE, en MOIS, des PÉRIODES PASSÉES sous SURVEILLANCE par les DÉLINQUANTS AUTOCHTONES et CEUX des AUTRES GROUPES sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE PURGEANT une PEINE d'une DURÉE DÉTERMINÉE (de 2006-2007 à 2010-2011)*					
Type de liberté	Autochtones	Asiatiques	Noirs	Blancs	Autres
Semi-liberté	4,3	5,3	4,9	4,5	5,0
Liberté conditionnelle totale	18,9	31,4	25,4	23,2	28,9
Liberté d'office	5,6	9,3	8,0	6,7	7,8

*Périodes de surveillance qui ont pris fin entre le 1^{er} avril 2006 et le 31 mars 2011.

Tableau 110

Source : CLCC – SGILC

DURÉE MOYENNE, en MOIS, des PÉRIODES PASSÉES sous SURVEILLANCE par les DÉLINQUANTS du SEXE FÉMININ ou MASCULIN sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE PURGEANT une PEINE d'une DURÉE DÉTERMINÉE (de 2006-2007 à 2010-2011)*									
Type de liberté	Menée à bien		Révoquée pour violation des conditions		Révoquée pour infraction sans violence		Révoquée pour infraction avec violence		Durée moyenne
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Semi-liberté	4,6	4,5	4,5	4,1	4,3	3,9	5,2	3,5	4,6 4,4
Liberté cond. totale	28,1	24,0	12,8	11,0	14,9	12,0	25,1	7,5	24,4 20,7
Liberté d'office	6,9	5,8	6,1	5,3	6,4	5,6	7,3	10,7	6,6 5,7

*Périodes de surveillance qui ont pris fin entre le 1^{er} avril 2006 et le 31 mars 2011.

Tableau 111

Source : CLCC

**DURÉE des PÉRIODES PASSÉES sous SURVEILLANCE
par les DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE
PURGEANT une PEINE d'une DURÉE DÉTERMINÉE
qui ONT MENÉ leur LIBERTÉ à BIEN (%)
(de 2006-2007 à 2010-2011)***

Durée de la période de surveillance	SL (PEE)	SL (pr. ord.)	Toutes les SL	LCT (PEE)	LCT (pr. ord.)	Toutes les LCT	LO
Moins de 3 mois	47,9	26,3	35,0	0,7	0,6	0,7	38,6
De 3 mois à moins de 6 mois	28,0	59,2	46,6	0,8	0,7	0,7	17,0
De 6 mois à moins de 9 mois	15,8	13,5	14,4	1,1	1,9	1,4	18,8
De 9 mois à moins de 12 mois	5,4	0,9	2,7	1,0	8,9	4,1	9,9
De 1 an à 2 ans	2,5	0,1	1,1	64,4	44,8	56,9	12,7
Plus de 2 ans	0,4	0,0	0,2	31,9	43,1	36,2	3,0

*Périodes de surveillance qui ont pris fin entre le 1^{er} avril 2006 et le 31 mars 2011.

Tableau 112

Source : CLCC

**DURÉE des PÉRIODES PASSÉES sous SURVEILLANCE par les DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE PURGEANT une PEINE d'une DURÉE DÉTERMINÉE dont la LIBÉRATION A ÉTÉ RÉVOQUÉE pour VIOLATION des CONDITIONS (%)
(de 2006-2007 à 2010-2011)***

Durée de la période de surveillance	SL (PEE)	SL (pr. ord.)	Toutes les SL	LCT (PEE)	LCT (pr. ord.)	Toutes les LCT	LO
Moins de 3 mois	51,9	15,0	26,8	2,7	1,8	2,4	14,9
De 3 mois à moins de 6 mois	35,5	67,8	57,5	26,1	12,0	22,1	48,1
De 6 mois à moins de 9 mois	9,9	15,4	13,6	18,9	17,0	18,3	22,7
De 9 mois à moins de 12 mois	1,7	1,7	1,7	17,2	14,4	16,4	7,7
De 1 an à 2 ans	0,8	0,1	0,3	31,0	35,5	32,3	5,7
Plus de 2 ans	0,2	0,0	0,1	4,1	19,4	8,4	0,8

*Périodes de surveillance qui ont pris fin entre le 1^{er} avril 2006 et le 31 mars 2011.

Tableau 113

Source : CLCC

**DURÉE des PÉRIODES PASSÉES sous SURVEILLANCE par les DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE PURGEANT une PEINE d'une DURÉE DÉTERMINÉE dont la LIBÉRATION A ÉTÉ RÉVOQUÉE pour INFRACTION SANS VIOLENCE (%)
(de 2006-2007 à 2010-2011)***

Durée de la période de surveillance	SL (PEE)	SL (pr. ord.)	Toutes les SL	LCT (PEE)	LCT (pr. ord.)	Toutes les LCT	LO
Moins de 3 mois	55,4	12,6	31,1	3,3	1,3	2,7	16,1
De 3 mois à moins de 6 mois	33,8	70,3	54,5	19,8	9,3	16,7	42,7
De 6 mois à moins de 9 mois	8,8	15,6	12,7	15,7	8,6	13,7	24,6
De 9 mois à moins de 12 mois	1,0	1,5	1,3	17,1	23,2	18,8	8,2
De 1 an à 2 ans	1,0	0,0	0,4	37,1	35,8	36,7	7,6
Plus de 2 ans	0,0	0,0	0,0	7,0	21,9	11,3	0,8

*Périodes de surveillance qui ont pris fin entre le 1^{er} avril 2006 et le 31 mars 2011.

Tableau 114

Source : CLCC

DURÉE des PÉRIODES PASSÉES sous SURVEILLANCE par les DÉLINQUANTS sous RESPONSABITÉ FÉDÉRALE PURGEANT une PEINE d'une DURÉE DÉTERMINÉE dont la LIBÉRATION A ÉTÉ RÉVOQUÉE pour INFRACTION AVEC VIOLENCE (%) (de 2006-2007 à 2010-2011)*							
Durée de la période de surveillance	SL (PEE)	SL (pr. ord.)	Toutes les SL	LCT (PEE)	LCT (pr. ord.)	Toutes les LCT	LO
Moins de 3 mois	37,5	15,5	18,2	0,0	0,0	0,0	14,4
De 3 mois à moins de 6 mois	62,5	63,8	63,6	17,4	10,3	12,9	36,8
De 6 mois à moins de 9 mois	0,0	15,5	13,6	34,8	17,9	24,2	25,5
De 9 mois à moins de 12 mois	0,0	3,4	3,0	0,0	12,8	8,1	10,2
De 1 an à 2 ans	0,0	1,7	1,5	34,8	20,5	25,8	11,1
Plus de 2 ans	0,0	0,0	0,0	13,0	38,5	29,0	2,0

*Périodes de surveillance qui ont pris fin entre le 1^{er} avril 2006 et le 31 mars 2011.

Nota : Certains nombres concernant la semi-liberté et la liberté conditionnelle totale accordées au terme d'une procédure d'examen expéditif sont trop faibles pour être convertis en pourcentages.

[Retour à la section « Durée de la période de surveillance »](#)

CONDAMNATIONS

Tableau 115

Source : CLCC – SGILC et SCC

Condamnations pour infraction avec violence, selon le type de liberté, et taux de condamnation pour infraction avec violence pour 1 000 délinquants sous surveillance							
Année	Semi-liberté (condamnations)	Taux pour 1 000	Liberté conditionnelle totale (condamnations)	Taux pour 1 000	Liberté d'office (condamnations)	Taux pour 1 000	Total des condamnations
1996-1997	35	34	61	14	204	85	300
1997-1998	40	32	53	13	200	80	293
1998-1999	35	23	41	10	186	74	262
1999-2000	54	34	50	11	198	71	302
2000-2001	28	20	43	9	218	78	289
2001-2002	33	25	36	8	183	64	252
2002-2003	23	18	29	7	205	70	257
2003-2004	20	15	23	6	204	69	247
2004-2005	27	22	34	9	182	61	243
2005-2006	16	12	26	7	166	54	208
2006-2007	21	16	18	5	188	59	227
2007-2008	19	14	22	6	184	59	225
2008-2009	20	17	16	4	129	38	165
2009-2010	13	10	11	3	124	38	148
2010-2011	6	5	15	4	73	22	94

Nota : L'exercice 2010-2011 figure dans le tableau, mais il n'a pas été pris en considération dans les calculs ni le texte parce qu'il arrive fréquemment que le nombre de condamnations pour infraction violente soit revu à la hausse durant les 12 à 18 mois suivant la fin d'un exercice, car c'est souvent le temps qui s'écoule avant qu'un tribunal statue sur une accusation d'infraction avec violence.

Tableau 116

Source : CLCC – SGILC et SCC

TAUX de CONDAMNATION pour INFRACTION VIOLENTE pour 1 000 DÉLINQUANTS en LIBERTÉ sous CONDITION, selon le TYPE D'INFRACTION (%)					
	Meurtre	Infr. sexuelle visée à l'annexe I	Infr. non sexuelle visée à l'annexe I	Infr. visée à l'annexe II	Infr. non prévue aux annexes
2006-2007					
Semi-liberté	7	13	38	0	9
Lib. cond. totale	4	0	12	3	4
Liberté d'office	-	17	74	22	61
Toutes les libertés sous condition	4	11	54	5	34
2007-2008					
Semi-liberté	0	0	34	0	21
Lib. cond. totale	2	5	16	4	9
Liberté d'office	-	19	79	17	53
Toutes les libertés sous condition	1	13	58	6	35
2008-2009					
Semi-liberté	4	0	41	3	22
Lib. cond. totale	1	0	14	3	5
Liberté d'office	-	8	56	9	28
Toutes les libertés sous condition	2	5	45	4	20
2009-2010					
Semi-liberté	4	13	23	3	11
Lib. cond. totale	1	0	11	0	7
Liberté d'office	-	9	51	19	39
Toutes les libertés sous condition	2	7	39	4	24
2010-2011					
Semi-liberté	4	17	10	0	4
Lib. cond. totale	3	0	14	2	2
Liberté d'office	-	6	32	7	20
Toutes les libertés sous condition	3	6	26	3	10

Nota : L'exercice 2010-2011 figure dans le tableau, mais il n'a pas été pris en considération dans les calculs ni le texte parce qu'il arrive fréquemment que le nombre de condamnations pour infraction violente soit revu à la hausse durant les 12 à 18 mois suivant la fin d'un exercice, car c'est souvent le temps qui s'écoule avant qu'un tribunal statue sur une accusation d'infraction avec violence.

Tableau 117

Source : CLCC – SGILC et SCC

TAUX de CONDAMNATION pour INFRACTION VIOLENTE pour 1 000 DÉLINQUANTS en LIBERTÉ sous CONDITION – AUTOCHTONES et RACE (%)					
	Autochtones	Asiatiques	Noirs	Blancs	Autres
2006-2007					
Semi-liberté	10	0	0	20	0
Lib. cond. totale	16	0	11	3	4
Liberté d'office	67	0	27	63	22
Toutes les libertés sous condition	40	0	16	28	8
2007-2008					
Semi-liberté	37	0	0	13	0
Lib. cond. totale	8	0	0	7	0
Liberté d'office	66	0	58	59	46
Toutes les libertés sous condition	44	0	22	27	10
2008-2009					
Semi-liberté	25	0	0	18	16
Lib. cond. totale	8	5	12	3	0
Liberté d'office	46	28	28	39	16
Toutes les libertés sous condition	31	8	16	19	7
2009-2010					
Semi-liberté	11	0	10	10	14
Lib. cond. totale	9	4	5	2	0
Liberté d'office	33	14	5	45	15
Toutes les libertés sous condition	22	6	6	20	6
2010-2011					
Semi-liberté	6	0	0	6	0
Lib. cond. totale	0	0	9	5	0
Liberté d'office	36	0	12	21	16
Toutes les libertés sous condition	21	0	9	11	5

Nota : L'exercice 2010-2011 figure dans le tableau, mais il n'a pas été pris en considération dans les calculs ni le texte parce qu'il arrive fréquemment que le nombre de condamnations pour infraction violente soit revu à la hausse durant les 12 à 18 mois suivant la fin d'un exercice, car c'est souvent le temps qui s'écoule avant qu'un tribunal statue sur une accusation d'infraction avec violence.

Tableau 118

Source : CLCC – SGILC

CONDAMNATIONS pour INFRACTION avec VIOLENCE, par RÉGION et selon le TYPE de LIBERTÉ													
Région	Type de liberté	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Moy. sur 10 ans
Atlantique	Semi-liberté	6	2	3	3	4	3	2	2	2	2	0	3
	Lib. cond. totale	6	6	3	3	7	8	3	7	3	1	2	5
	Liberté d'office	17	14	22	12	14	14	18	15	15	7	7	15
	Total	29	22	28	18	25	25	23	24	20	10	9	22
Québec	Semi-liberté	6	5	4	5	2	3	7	1	3	2	0	4
	Lib. cond. totale	11	8	8	7	9	2	6	7	4	4	5	7
	Liberté d'office	77	64	61	71	60	44	62	57	31	37	12	56
	Total	94	77	73	83	71	49	75	65	38	43	17	67
Ontario	Semi-liberté	6	14	7	2	12	1	1	3	2	3	0	5
	Lib. cond. totale	6	7	9	6	3	7	2	1	5	1	3	5
	Liberté d'office	49	38	52	42	30	40	37	42	21	21	18	37
	Total	61	59	68	50	45	48	40	46	28	25	21	47
Prairies	Semi-liberté	5	10	7	6	7	7	5	5	9	2	0	6
	Lib. cond. totale	12	12	5	6	11	8	7	5	2	1	4	7
	Liberté d'office	54	47	46	52	52	50	44	42	32	36	27	46
	Total	71	69	58	64	70	65	56	52	43	39	31	59
Pacific	Semi-liberté	5	2	2	4	2	2	6	8	4	4	6	4
	Lib. cond. totale	8	3	4	1	4	1	0	2	2	4	1	3
	Liberté d'office	21	20	24	27	26	18	27	28	30	23	9	24
	Total	34	25	30	32	32	21	33	38	36	31	16	31
Canada	Semi-liberté	28	33	23	20	27	16	21	19	20	13	6	22
	Lib. cond. totale	43	36	29	23	34	26	18	22	16	11	15	26
	Liberté d'office	218	183	205	204	182	166	188	184	129	124	73	178
	Total	289	252	257	247	243	208	227	225	165	148	94	225

Nota : L'exercice 2010-2011 figure dans le tableau, mais il n'a pas été pris en considération dans les calculs ni le texte parce qu'il arrive fréquemment que le nombre de condamnations pour infraction violente soit revu à la hausse durant les 12 à 18 mois suivant la fin d'un exercice, car c'est souvent le temps qui s'écoule avant qu'un tribunal statue sur une accusation d'infraction avec violence.

[Retour à la section « Condamnations »](#)

RÉSULTATS

Tableau 119

Source : CLCC – SGILC

Type de libération/ Année	Achèvement	Résultats des mises en liberté sous condition de délinquants sous responsabilité fédérale						Résultats des mises en liberté sous condition de délinquants sous responsabilité fédérale				Total des révocations pour infraction	
		Révocation pour violation des conditions		Total sans récidive		Révocation pour infraction		Sans violence	Avec violence				
		N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%		
Semi-liberté													
2008-2009	2 595	83,9		390	12,6	2 985	96,5	88	2,8	19	0,6	107	3,5
2009-2010	2 527	86,1		328	11,2	2 855	97,3	66	2,2	13	0,4	79	2,7
2010-2011	2 616	89,1		273	9,3	2 889	98,4	44	1,5	4	0,1	48	1,6
Lib. cond. totale*													
2008-2009	1 019	73,9		244	17,7	1 263	91,6	103	7,5	13	0,9	116	8,4
2009-2010	979	75,5		217	16,7	1 196	92,2	92	7,1	9	0,7	101	7,8
2010-2011	1 012	76,6		228	17,3	1 240	93,9	70	5,3	11	0,8	81	6,1
Libération d'office													
2008-2009	3 490	59,1		1 722	29,1	5 212	88,2	569	9,6	129	2,2	698	11,8
2009-2010	3 723	61,1		1 682	27,6	5 405	88,7	566	9,3	124	2,0	690	11,3
2010-2011	3 437	62,4		1 516	27,5	4 953	89,9	485	8,8	73	1,3	558	10,1

*Les données sur la libération conditionnelle totale portent uniquement sur les délinquants condamnés à une peine d'une durée déterminée puisque, dans les cas où la peine est d'une durée indéterminée, c'est seulement le jour où le délinquant décède qu'on peut dire qu'il a mené sa liberté conditionnelle à bien.

RÉSULTATS DES MISES EN SEMI-LIBERTÉ

MISES EN SEMI-LIBERTÉ DE RESSORT FÉDÉRAL

Tableau 120

Source : CLCC – SGILC

Résultat	RÉSULTATS des MISES en SEMI-LIBERTÉ de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE					2010-2011			
	2006-2007 N ^{bre}	2006-2007 %	2007-2008 N ^{bre}	2007-2008 %	2008-2009 N ^{bre}	2008-2009 %	2009-2010 N ^{bre}	2009-2010 %	
Achèvement	2 534	81,3	2 501	81,0	2 595	83,9	2 527	86,1	2 616 89,1
Révocation pour violation des conditions	402	12,9	436	14,1	390	12,6	328	11,2	273 9,3
Révocation pour infraction									
Sans violence	161	5,2	136	4,4	88	2,8	66	2,2	44 1,5
Avec violence	21	0,7	16	0,5	19	0,6	13	0,4	4 0,1
Total des révocations pour infraction	182	5,8	152	4,9	107	3,5	79	2,7	48 1,6
Total des semi-libertés terminées	3 118	100	3 089	100	3 092	100	2 934	100	2 937 100

Tableau 121

Source : CLCC – SGILC

RÉSULTATS des MISES en SEMI-LIBERTÉ de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE au terme de la PROCÉDURE ORDINAIRE ou de la PEE											
	Achèvement	Révocation pour violation des conditions		Révocation pour infraction				Total des révocations pour infraction	Total des semi-libertés terminées		
		N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%		N ^{bre}		
2006-2007											
Proc. ordinaire	1 777	81,3	294	13,4	96	4,4	20	0,9	116	5,3	2 187
PEE	757	81,3	108	11,6	65	7,0	1	0,1	66	7,1	931
2007-2008											
Proc. ordinaire	1 698	80,9	309	14,7	77	3,7	16	0,8	93	4,4	2 100
PEE	803	81,2	127	12,8	59	6,0	0	0,0	59	6,0	989
2008-2009											
Proc. ordinaire	1 783	83,9	284	13,4	45	2,1	14	0,7	59	2,8	2 126
PEE	812	84,1	106	11,0	43	4,5	5	0,5	48	5,0	966
2009-2010											
Proc. ordinaire	1 720	86,0	225	11,3	43	2,2	11	0,6	54	2,7	1 999
PEE	807	86,3	103	11,0	23	2,5	2	0,2	25	2,7	935
2010-2011											
Proc. ordinaire	1 747	88,1	201	10,1	30	1,5	4	0,2	34	1,7	1 982
PEE	869	91,0	72	7,5	14	1,5	0	0,0	14	1,5	955

Tableau 122

Source : CLCC – SGILC

RÉSULTATS des MISES en SEMI-LIBERTÉ de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE, selon le TYPE d'INFRACTION (%)						
	Achèvement	Révocation pour violation des conditions	Révocation pour infraction		Total des révocations pour infraction	N ^{bre} total de semi-libertés terminées
			Sans violence	Avec violence		
Meurtre						
2006-2007	91,1	7,8	0,7	0,4	1,1	549
2007-2008	91,8	7,6	0,5	0,0	0,5	552
2008-2009	90,7	8,2	0,9	0,2	1,1	537
2009-2010	91,9	6,7	1,3	0,2	1,4	553
2010-2011	93,5	5,8	0,6	0,2	0,7	535
Infraction sexuelle visée à l'annexe I						
2006-2007	93,0	5,9	0,5	0,5	1,1	185
2007-2008	91,1	7,9	1,0	0,0	1,0	191
2008-2009	93,5	6,5	0,0	0,0	0,0	185
2009-2010	92,0	7,0	0,5	0,5	1,0	201
2010-2011	92,7	6,8	0,0	0,6	0,6	177
Infraction non sexuelle visée à l'annexe I						
2006-2007	76,8	16,8	4,8	1,6	6,4	1 005
2007-2008	75,7	18,6	4,2	1,4	5,7	919
2008-2009	80,1	16,1	2,4	1,4	3,7	962
2009-2010	83,3	13,7	2,1	1,0	3,0	820
2010-2011	85,9	12,0	1,8	0,2	2,1	816
Infraction visée à l'annexe II						
2006-2007	85,9	9,9	4,1	0,0	4,1	654
2007-2008	84,1	12,0	3,9	0,0	3,9	740
2008-2009	88,1	9,6	2,2	0,1	2,4	805
2009-2010	88,3	9,6	2,0	0,1	2,1	813
2010-2011	93,0	6,4	0,7	0,0	0,7	866
Infraction non prévue aux annexes						
2006-2007	72,8	15,7	11,2	0,3	11,4	725
2007-2008	73,1	17,3	9,2	0,4	9,6	687
2008-2009	75,5	16,9	7,0	0,7	7,6	603
2009-2010	79,2	15,9	4,6	0,4	4,9	547
2010-2011	82,1	14,2	3,7	0,0	3,7	543
Total						
2006-2007	81,3	12,9	5,2	0,7	5,8	3 118
2007-2008	81,0	14,1	4,4	0,5	4,9	3 089
2008-2009	83,9	12,6	2,8	0,6	3,5	3 092
2009-2010	86,1	11,2	2,2	0,4	2,7	2 934
2010-2011	89,1	9,3	1,5	0,1	1,6	2 937

Tableau 123

Source : CLCC – SGILC

RÉSULTATS des MISES en SEMI-LIBERTÉ de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE – AUTOCHTONES et RACE										
	Achèvement	Révocation pour violation des conditions		Révocation pour infraction			Total des révocations pour infraction		Total des semi-libertés terminées	
		N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}
2006-2007										
Autochtones	409	76,2	89	16,6	37	6,9	2	0,4	39	7,3
Asiatiques	112	91,8	9	7,4	1	0,8	0	0,0	1	0,8
Noirs	149	89,8	11	6,6	6	3,6	0	0,0	6	3,6
Blancs	1 770	81,2	280	12,8	111	5,1	19	0,9	130	6,0
Autres	94	83,2	13	11,5	6	5,3	0	0,0	6	5,3
2007-2008										
Autochtones	357	75,5	74	15,6	35	7,4	7	1,5	42	8,9
Asiatiques	125	94,7	6	4,5	1	0,8	0	0,0	1	0,8
Noirs	132	84,1	20	12,7	5	3,2	0	0,0	5	3,2
Blancs	1 783	81,2	314	14,3	91	4,1	9	0,4	100	4,6
Autres	104	80,0	22	16,9	4	3,1	0	0,0	4	3,1
2008-2009										
Autochtones	376	79,8	79	16,8	12	2,5	4	0,8	16	3,4
Asiatiques	106	95,5	4	3,6	1	0,9	0	0,0	1	0,9
Noirs	144	92,9	10	6,5	1	0,6	0	0,0	1	0,6
Blancs	1 843	83,3	284	12,8	71	3,2	14	0,6	85	3,8
Autres	126	88,1	13	9,1	3	2,1	1	0,7	4	2,8
2009-2010										
Autochtones	353	82,1	58	13,5	17	4,0	2	0,5	19	4,4
Asiatiques	132	95,7	6	4,3	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Noirs	125	89,3	13	9,3	1	0,7	1	0,7	2	1,4
Blancs	1 801	85,9	238	11,4	48	2,3	9	0,4	57	2,7
Autres	116	89,2	13	10,0	0	0,0	1	0,8	1	0,8
2010-2011										
Autochtones	381	87,6	47	10,8	7	1,6	0	0,0	7	1,6
Asiatiques	122	93,8	7	5,4	1	0,8	0	0,0	1	0,8
Noirs	172	91,0	14	7,4	3	1,6	0	0,0	3	1,6
Blancs	1 812	88,9	193	9,5	30	1,5	4	0,2	34	1,7
Autres	129	89,6	12	8,3	3	2,1	0	0,0	3	2,1

Tableau 124

Source : CLCC – SGILC

RÉSULTATS des MISES en SEMI-LIBERTÉ de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE, selon le SEXE											
	Achèvement		Révocation pour violation des conditions		Révocation pour infraction				Total des révocations pour infraction		Total des semi-libertés terminées
			N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	Sans violence	N ^{bre}	%	Avec violence	
2006-2007											
Hommes	2 348	81,6	363	12,6	148	5,1	20	0,7	168	5,8	2 879
Femmes	186	77,8	39	16,3	13	5,4	1	0,4	14	5,9	239
2007-2008											
Hommes	2 278	81,0	394	14,0	126	4,5	16	0,6	142	5,0	2 814
Femmes	223	81,1	42	15,3	10	3,6	0	0,0	10	3,6	275
2008-2009											
Hommes	2 352	84,3	344	12,3	77	2,8	17	0,6	94	3,4	2 790
Femmes	243	80,5	46	15,2	11	3,6	2	0,7	13	4,3	302
2009-2010											
Hommes	2 296	86,3	292	11,0	59	2,2	12	0,5	71	2,7	2 659
Femmes	231	84,0	36	13,1	7	2,5	1	0,4	8	2,9	275
2010-2011											
Hommes	2 385	89,0	251	9,4	39	1,5	4	0,1	43	1,6	2 679
Femmes	231	89,5	22	8,5	5	1,9	0	0,0	5	1,9	258

Tableau 125

Source : CLCC – SGILC

RÉSULTATS des MISES en SEMI-LIBERTÉ de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE, par RÉGION											
	Achèvement	Révocation pour violation des conditions		Révocation pour infraction		Total des révocations pour infraction		Total des semi-libertés terminées			
		N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	Sans violence N ^{bre}	Avec violence N ^{bre}	N ^{bre}	%		
2006-2007											
Atlantique	274	75,7	56	15,5	30	8,3	2	0,6	32	8,8	362
Québec	554	82,6	77	11,5	33	4,9	7	1,0	40	6,0	671
Ontario	609	86,8	78	11,1	14	2,0	1	0,1	15	2,1	702
Prairies	664	76,1	138	15,8	65	7,5	5	0,6	70	8,0	872
Pacifique	433	84,7	53	10,4	19	3,7	6	1,2	25	4,9	511
2007-2008											
Atlantique	277	75,3	70	19,0	20	5,4	1	0,3	21	5,7	368
Québec	522	84,1	79	12,7	19	3,1	1	0,2	20	3,2	621
Ontario	605	85,2	89	12,5	13	1,8	3	0,4	15	2,3	710
Prairies	611	75,2	132	16,2	65	8,0	5	0,6	70	8,6	813
Pacifique	486	84,2	66	11,4	19	3,3	6	1,0	25	4,3	577
2008-2009											
Atlantique	297	76,3	71	18,3	19	4,9	2	0,5	21	5,4	389
Québec	603	88,7	60	8,8	14	2,1	3	0,4	17	2,5	680
Ontario	598	85,2	86	12,3	16	2,3	2	0,3	18	2,6	702
Prairies	648	81,0	111	13,9	32	4,0	9	1,1	41	5,1	800
Pacifique	449	86,2	62	11,9	7	1,3	3	0,6	10	1,9	521
2009-2010											
Atlantique	302	83,4	52	14,4	6	1,7	2	0,6	8	2,2	362
Québec	667	90,0	61	8,2	11	1,5	2	0,3	13	1,8	741
Ontario	547	86,1	70	11,0	15	2,4	3	0,5	18	2,8	635
Prairies	581	81,5	102	14,3	28	3,9	2	0,3	30	4,2	713
Pacifique	430	89,0	43	8,9	6	1,2	4	0,8	10	2,1	483
2010-2011											
Atlantique	330	83,3	57	14,4	9	2,3	0	0,0	9	2,3	396
Québec	652	94,8	32	4,7	4	0,6	0	0,0	4	0,6	688
Ontario	588	90,6	58	8,9	3	0,5	0	0,0	3	0,5	649
Prairies	638	87,3	79	10,8	14	1,9	0	0,0	14	1,9	731
Pacifique	408	86,3	47	9,9	14	3,0	4	0,8	18	3,8	473

MISES EN SEMI-LIBERTÉ DE RESSORT PROVINCIAL

Tableau 126

Source : CLCC – SGILC

RÉSULTATS des MISES en SEMI-LIBERTÉ de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ PROVINCIALE							
Résultat	2006-2007 N ^{bre} %	2007-2008 N ^{bre} %	2008-2009 N ^{bre} %	2009-2010 N ^{bre} %	2010-2011 N ^{bre} %		
Achèvement	95 71,4	164 76,6	157 72,0	183 80,3	165 82,5		
Révocation pour violation des conditions	34 25,6	46 21,5	53 24,3	42 18,4	33 16,5		
Révocation pour infraction							
Sans violence	4 3,0	1 0,5	7 3,2	3 1,3	0 0,0		
Avec violence	0 0,0	3 1,4	1 0,5	0 0,0	2 1,0		
Total des révocations pour infraction	4 3,0	4 1,9	8 3,7	3 1,3	2 1,0		
Total des semi-libertés terminées	133 100	214 100	218 100	228 100	200 100		

Tableau 127

Source : CLCC – SGILC

RÉSULTATS des MISES en SEMI-LIBERTÉ de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ PROVINCIALE, par RÉGION							
	Achèvement	Révocation pour violation des conditions		Révocation pour infraction		Total des révocations pour infraction	Total des semi-libertés terminées
		N ^{bre}	%	N ^{bre}	%		
2006-2007							
Atlantique	56 80,0	12 17,1	2 2,9	0 0,0	2 2,9	70	
Prairies	38 61,3	22 35,5	2 3,2	0 0,0	2 3,2	62	
Pacifique*	1 100,0	0 0,0	0 0,0	0 0,0	0 0,0	1	
2007-2008							
Atlantique	42 77,8	11 20,4	0 0,0	1 1,9	1 1,9	54	
Ontario	1 100,0	0 0,0	0 0,0	0 0,0	0 0,0	1	
Prairies	66 77,6	19 22,4	0 0,0	0 0,0	0 0,0	85	
Pacifique	55 74,3	16 21,6	1 1,4	2 2,7	3 4,1	74	
2008-2009							
Atlantique	30 78,9	7 18,4	1 2,6	0 0,0	1 2,6	38	
Prairies	42 77,8	11 20,4	1 1,9	0 0,0	1 1,9	54	
Pacifique	85 67,5	35 27,8	5 4,0	1 0,8	6 4,8	126	
2009-2010							
Atlantique	39 81,3	7 14,6	2 4,2	0 0,0	2 4,2	48	
Prairies	53 74,6	17 23,9	1 1,4	0 0,0	1 1,4	71	
Pacifique	91 83,5	18 16,5	0 0,0	0 0,0	0 0,0	109	
2010-2011							
Atlantique	47 88,7	6 11,3	0 0,0	0 0,0	0 0,0	53	
Québec	1 100,0	0 0,0	0 0,0	0 0,0	0 0,0	1	
Prairies	30 88,2	4 11,8	0 0,0	0 0,0	0 0,0	34	
Pacifique	87 77,7	23 20,5	0 0,0	2 1,8	2 1,8	112	

Nota : La Commission a pris en charge la libération conditionnelle de ressort provincial dans la région du Pacifique le 1^{er} avril 2007.

Nota : Les cas de ressort provincial qu'on trouve dans les régions du Québec et de l'Ontario sont des délinquants transférés des trois autres régions au moment de leur libération conditionnelle ou en vertu d'un accord d'échange de services.

*Le cas de compétence provinciale qu'on trouve dans la région du Pacifique est un délinquant dont la peine de ressort fédéral a été réduite à une peine de ressort provincial par le tribunal (en raison d'un appel interjeté en 2008).

Tableau 128

Source : CLCC – SGILC

RÉSULTATS des MISES en SEMI-LIBERTÉ de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ PROVINCIALE durant les CINQ DERNIÈRES ANNÉES (de 2006-2007 à 2010-2011), selon le TYPE D'INFRACTION						
Résultat	Infr. sexuelle visée à l'annexe I N ^{bre} %	Infr. non sexuelle visée à l'annexe I N ^{bre} %	Infraction visée à l'annexe II N ^{bre} %	Infr. non prévue aux annexes N ^{bre} %		
Achèvement	32 97,0	227 71,8	201 81,7	303 76,3		
Révocation pour violation des conditions	1 3,0	81 25,6	44 17,9	82 20,7		
Révocation pour infraction						
Sans violence	0 0,0	4 1,3	1 0,4	10 2,5		
Avec violence	0 0,0	4 1,3	0 0,0	2 0,5		
Total des révocations pour infraction	0 0,0	8 2,5	1 0,4	12 3,0		
Total des semi-libertés terminées	33 100	316 100	246 100	397 100		

Nota : Cela ne comprend pas le cas d'un délinquant sous responsabilité provinciale purgeant une peine pour meurtre qui a été déclaré coupable en vertu des dispositions de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*.

Tableau 129

Source : CLCC – SGILC

RÉSULTATS des MISES en SEMI-LIBERTÉ de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ PROVINCIALE durant les CINQ DERNIÈRES ANNÉES (de 2006-2007 à 2010-2011) – AUTOCHTONES et RACE						
Résultat	Autochtones N ^{bre} %	Asiatiques N ^{bre} %	Noirs N ^{bre} %	Blancs N ^{bre} %	Autres N ^{bre} %	
Achèvement	100 65,4	19 90,5	15 78,9	428 78,2	202 79,8	
Révocation pour violation des conditions	51 33,3	2 9,5	4 21,1	101 18,5	50 19,8	
Révocation pour infraction						
Sans violence	1 0,7	0 0,0	0 0,0	13 2,4	1 0,4	
Avec violence	1 0,7	0 0,0	0 0,0	5 0,9	0 0,0	
Total des révocations pour infraction	2 1,3	0 0,0	0 0,0	18 3,3	1 0,4	
Total des semi-libertés terminées	153 100	21 100	19 100	547 100	253 100	

Tableau 130

Source : CLCC – SGILC

RÉSULTATS des MISES en SEMI-LIBERTÉ de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ PROVINCIALE durant les CINQ DERNIÈRES ANNÉES (de 2006-2007 à 2010-2011), selon le SEXE					
Résultat		Hommes		Femmes	
	N^{bre}	%		N^{bre}	%
Achèvement	660	75,6		104	86,7
Révocation pour violation des conditions	193	22,1		15	12,5
Révocation pour infraction					
Sans violence	14	1,6		1	0,8
Avec violence	6	0,7		0	0,0
Total des révocations pour infraction	20	2,3		1	0,8
Total des semi-libertés terminées	873	100		120	100

RÉSULTATS DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES TOTALES

LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES TOTALES DE RESSORT FÉDÉRAL : PEINES D'UNE DURÉE DÉTERMINÉE

Tableau 131

Source : CLCC – SGILC

Résultat	2006-2007		2007-2008		2008-2009		2009-2010		2010-2011	
	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%
Achèvement	958	69,9	987	72,1	1 019	73,9	979	75,5	1 012	76,6
Révocation pour violation des conditions	255	18,6	255	18,6	244	17,7	217	16,7	228	17,3
Révocation pour infraction										
Sans violence	145	10,6	110	8,0	103	7,5	92	7,1	70	5,3
Avec violence	13	0,9	16	1,2	13	0,9	9	0,7	11	0,8
Total des révocations pour infraction	158	11,5	126	9,2	116	8,4	101	7,8	81	6,1
Total des lib. cond. totales terminées	1 371	100	1 368	100	1 379	100	1 297	100	1 321	100

Tableau 132

Source : CLCC – SGILC

Résultat	2006-2007		2007-2008		2008-2009		2009-2010		2010-2011	
	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%
Achèvement	384	73,6	412	77,4	386	80,2	354	79,7	357	80,2
Révocation pour violation des conditions	83	15,9	86	16,2	60	12,5	53	11,9	59	13,3
Révocation pour infraction										
Sans violence	46	8,8	25	4,7	27	5,6	31	7,0	22	4,9
Avec violence	9	1,7	9	1,7	8	1,7	6	1,4	7	1,6
Total des révocations pour infraction	55	10,5	34	6,4	35	7,3	37	8,3	29	6,5
Total des lib. cond. totales terminées	522	100	532	100	481	100	444	100	445	100

Tableau 133

Source : CLCC – SGILC

RÉSULTATS des LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES TOTALES ORDONNÉES au terme de la PEE chez les DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE purgeant une PEINE d'une DURÉE DÉTERMINÉE										
Résultat	2006-2007		2007-2008		2008-2009		2009-2010		2010-2011	
	N^{bre}	%	N^{bre}	%	N^{bre}	%	N^{bre}	%	N^{bre}	%
Achèvement	574	67,6	575	68,8	633	70,5	625	73,3	655	74,8
Révocation pour violation des conditions	172	20,3	169	20,2	184	20,5	164	19,2	169	19,3
Révocation pour infraction										
Sans violence	99	11,7	85	10,2	76	8,5	61	7,2	48	5,5
Avec violence	4	0,5	7	0,8	5	0,6	3	0,4	4	0,5
Total des révocations pour infraction	103	12,1	92	11,0	81	9,0	64	7,5	52	5,9
Total des lib. cond. totales terminées	849	100	836	100	898	100	853	100	876	100

Tableau 134

Source : CLCC – SGILC

RÉSULTATS des LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES TOTALES de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE PURGEANT une PEINE d'une DURÉE DÉTERMINÉE, selon le TYPE d'INFRACTION (%)						
	Achèvement	Révocation pour violation des conditions	Révocation pour infraction		Total des révocations pour infraction	N ^{bre} total de lib. cond. totales terminées
			Sans violence	Avec violence		
Infraction sexuelle visée à l'annexe I						
2006-2007	90,4	9,6	0,0	0,0	0,0	83
2007-2008	85,9	13,1	1,0	0,0	1,0	99
2008-2009	90,7	8,0	1,3	0,0	1,3	75
2009-2010	89,7	10,3	0,0	0,0	0,0	78
2010-2011	91,5	8,5	0,0	0,0	0,0	71
Infraction non sexuelle visée à l'annexe I						
2006-2007	70,9	17,0	9,2	2,8	12,1	282
2007-2008	74,3	17,3	5,3	3,0	8,3	300
2008-2009	79,6	12,2	5,6	2,6	8,1	270
2009-2010	75,1	12,9	9,5	2,5	12,0	241
2010-2011	77,8	12,8	6,6	2,9	9,5	243
Infraction visée à l'annexe II						
2006-2007	77,0	15,5	7,0	0,6	7,5	530
2007-2008	75,6	17,2	6,4	0,9	7,3	565
2008-2009	75,5	18,6	5,3	0,6	5,9	644
2009-2010	78,6	15,4	6,0	0,0	6,0	612
2010-2011	78,5	15,8	5,3	0,5	5,7	665
Infraction non prévue aux annexes						
2006-2007	57,8	24,6	17,2	0,4	17,6	476
2007-2008	62,4	23,0	14,1	0,5	14,6	404
2008-2009	64,1	21,8	13,6	0,5	14,1	390
2009-2010	67,5	23,0	8,7	0,8	9,6	366
2010-2011	68,9	25,2	5,6	0,3	5,9	341
Total						
2006-2007	69,9	18,6	10,6	0,9	11,5	1 371
2007-2008	72,1	18,6	8,0	1,2	9,2	1 368
2008-2009	73,9	17,7	7,5	0,9	8,4	1 379
2009-2010	75,5	16,7	7,1	0,7	7,8	1 297
2010-2011	76,6	17,3	5,3	0,8	6,1	1 321

Tableau 135

Source : CLCC – SGILC

	Achèvement	Révocation pour violation des conditions		Révocation pour infraction		Total des révocations pour infraction		Total des lib. cond. totales terminées	
		N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	Sans violence N ^{bre}	Avec violence N ^{bre}	%	N ^{bre}
2006-2007									
Autochtones	82	53,2		44	28,6	23	14,9	5	3,2
Asiatiques	87	94,6		3	3,3	2	2,2	0	0,0
Noirs	70	72,9		17	17,7	7	7,3	2	2,1
Blancs	643	68,3		184	19,5	11	11,7	5	0,5
Autres	76	87,4		7	8,0	3	3,4	1	1,1
2007-2008									
Autochtones	85	63,0		34	25,2	15	11,1	1	0,7
Asiatiques	93	90,3		7	6,8	3	2,9	0	0,0
Noirs	70	80,5		10	11,5	7	8,0	0	0,0
Blancs	679	70,3		190	19,7	82	8,5	15	1,6
Autres	60	77,9		14	18,2	3	3,9	0	0,0
2008-2009									
Autochtones	70	55,6		34	27,0	19	15,1	3	2,4
Asiatiques	101	85,6		10	8,5	6	5,1	1	0,8
Noirs	92	76,7		21	17,5	4	3,3	3	2,5
Blancs	687	73,5		171	18,3	71	7,6	6	0,6
Autres	69	86,3		8	10,0	3	3,8	0	0,0
2009-2010									
Autochtones	65	61,3		31	29,2	8	7,5	2	1,9
Asiatiques	103	87,3		12	10,2	2	1,7	1	0,8
Noirs	73	76,8		16	16,8	5	5,3	1	1,1
Blancs	666	74,6		150	16,8	72	8,1	5	0,6
Autres	72	84,7		8	9,4	5	5,9	0	0,0
2010-2011									
Autochtones	82	72,6		21	18,6	10	8,8	0	0,0
Asiatiques	86	89,6		7	7,3	3	3,1	0	0,0
Noirs	76	79,2		17	17,7	2	2,1	1	1,0
Blancs	692	74,8		171	18,5	52	5,6	10	1,1
Autres	76	83,5		12	13,2	3	3,3	0	0,0

Tableau 136

Source : CLCC – SGILC

RÉSULTATS des LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES TOTALES de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE PURGEANT une PEINE d'une DURÉE DÉTERMINÉE, selon le SEXE										
	Achèvement	Révocation pour violation des conditions		Révocation pour infraction			Total des révocations pour infraction		Total des lib. cond. totales terminées	
		N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}
2006-2007										
Hommes	864	69,8	225	18,2	136	11,0	12	1,0	148	12,0
Femmes	94	70,1	30	22,4	9	6,7	1	0,7	10	7,5
2007-2008										
Hommes	881	71,6	232	18,8	104	8,4	14	1,1	118	9,6
Femmes	106	77,4	23	16,8	6	4,4	2	1,5	8	5,8
2008-2009										
Hommes	907	73,8	218	17,7	91	7,4	13	1,1	104	8,5
Femmes	112	74,7	26	17,3	12	8,0	0	0,0	12	8,0
2009-2010										
Hommes	859	76,0	179	15,8	84	7,4	9	0,8	93	8,2
Femmes	120	72,3	38	22,9	8	4,8	0	0,0	8	4,8
2010-2011										
Hommes	893	76,6	204	17,5	58	5,0	11	0,9	69	5,9
Femmes	119	76,8	24	15,5	12	7,7	0	0,0	12	7,7

Tableau 137

Source : CLCC - SGILC

RÉSULTATS des LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES TOTALES de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE PURGEANT une PEINE d'une DURÉE DÉTERMINÉE, par RÉGION										
	Achèvement	Révocation pour violation des conditions		Révocation pour infraction				Total des révocations pour infraction	Total des lib. cond. totales terminées	N ^{bre}
		N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	Sans violence	N ^{bre}	%	Avec violence	
2006-2007										
Atlantique	115	59,0	51	26,2	27	13,8	2	1,0	29	14,9
Québec	238	75,8	47	15,0	25	8,0	4	1,3	29	9,2
Ontario	264	76,7	47	13,7	32	9,3	1	0,3	33	9,6
Prairies	240	63,5	83	22,0	49	13,0	6	1,6	55	14,6
Pacifique	101	72,1	27	19,3	12	8,6	0	0,0	12	8,6
2007-2008										
Atlantique	128	66,0	37	19,1	23	11,9	6	3,1	29	14,9
Québec	263	75,6	59	17,0	22	6,3	4	1,1	26	7,5
Ontario	239	72,9	66	20,1	22	6,7	1	0,3	23	7,0
Prairies	244	70,1	69	19,8	31	8,9	4	1,1	35	10,1
Pacifique	113	75,3	24	16,0	12	8,0	1	0,7	13	8,7
2008-2009										
Atlantique	143	68,4	46	22,0	17	8,1	3	1,4	20	9,6
Québec	247	81,0	46	15,1	10	3,3	2	0,7	12	3,9
Ontario	276	78,4	49	13,9	23	6,5	4	1,1	27	7,7
Prairies	252	68,9	76	20,8	36	9,8	2	0,5	38	10,4
Pacifique	101	68,7	27	18,4	17	11,6	2	1,4	19	12,9
2009-2010										
Atlantique	127	68,6	33	17,8	24	13,0	1	0,5	25	13,5
Québec	246	78,1	47	14,9	18	5,7	4	1,3	22	7,0
Ontario	255	80,7	45	14,2	16	5,1	0	0,0	16	5,1
Prairies	226	68,3	76	23,0	29	8,8	0	0,0	29	8,8
Pacifique	125	83,3	16	10,7	5	3,3	4	2,7	9	6,0
2010-2011										
Atlantique	130	67,4	50	25,9	11	5,7	2	1,0	13	6,7
Québec	262	78,9	54	16,3	12	3,6	4	1,2	16	4,8
Ontario	251	79,9	47	15,0	15	4,8	1	0,3	16	5,1
Prairies	273	76,7	52	14,6	28	7,9	3	0,8	31	8,7
Pacifique	96	76,2	25	19,8	4	3,2	1	0,8	5	4,0

LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES TOTALES DE RESSORT FÉDÉRAL : PEINES D'UNE DURÉE INDÉTERMINÉE

Tableau 138

Source : CLCC

RÉSULTATS des LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES TOTALES de DÉLINQUANTS PURGEANT une PEINE d'une DURÉE INDÉTERMINÉE (entre le 1^{er} avril 1994 et le 31 mars 2011)											
Période passée sous surveillance	Encore sous surveillance		Décès pendant la période de liberté		Révocation pour violation des conditions		Révocation pour infraction sans violence		Révocation pour infraction avec violence		Total
	N^{bre}	%	N^{bre}	%	N^{bre}	%	N^{bre}	%	N^{bre}	%	
0 – 3 mois	21	1,3	11	2,6	7	1,9	0	0,0	0	0,0	39 1,5
>3 mois – 6 mois	30	1,9	11	2,6	12	3,2	3	1,8	4	4,4	60 2,3
>6 mois – 1 an	39	2,5	14	3,2	39	10,4	9	5,3	6	6,7	107 4,0
>1 an – 2 ans	84	5,3	19	4,4	51	13,6	25	14,6	13	14,4	192 7,2
>2 ans – 3 ans	74	4,7	26	6,0	53	14,1	26	15,2	14	15,6	193 7,3
>3 ans – 4 ans	76	4,8	19	4,4	39	10,4	18	10,5	10	11,1	162 6,1
>4 ans – 5 ans	76	4,8	19	4,4	34	9,1	13	7,6	6	6,7	148 5,6
>5 ans – 10 ans	318	20,1	65	15,1	89	23,7	45	26,3	17	18,9	534 20,2
>10 ans – 15 ans	248	15,7	58	13,5	33	8,8	17	9,9	13	14,4	369 13,9
>15 ans	616	38,9	189	43,9	18	4,8	15	9,9	7	7,8	845 31,9
Total	1 582	100	431	100	375	100	171	100	90	100	2 649 100
Durée moyenne de la liberté cond. totale	13,4 ans		14,2 ans		5,1 ans		6,0 ans		6,0 ans		11,7 ans

Nota : Le tableau n'inclut pas le cas d'un délinquant condamné à une peine d'une durée indéterminée qui, selon l'information consignée, a terminé sa période de surveillance en 1995. Dans ce cas-ci, la peine d'une durée indéterminée a été annulée.

Tableau 139

Source : CLCC

TAUX de RÉVOCATION des LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES TOTALES pour VIOLATION des CONDITIONS et pour INFRACTION chez les DÉLINQUANTS PURGEANT une PEINE d'une DURÉE INDÉTERMINÉE (entre le 1 ^{er} avril 1994 et le 31 mars 2011)								
Période passée sous surveillance	Population sous surveillance N ^{bre} total	Pourc. du total de délinquants purgeant une peine d'une durée ind. en LCT	Total des révocations*		Révocations pour infraction			
			N ^{bre}	Taux	Total des révocations pour infraction**	Révocations pour infraction avec violence	N ^{bre}	%
>15 ans	845	31,9 %	40	4,7 %	22	2,6 %	7	0,8 %
>10 ans	1 214	45,8 %	103	8,5 %	52	4,3 %	20	1,6 %
>5 ans	1 748	66,0 %	254	14,5 %	114	6,5 %	37	2,1 %
>4 ans	1 896	71,6 %	307	16,2 %	133	7,0 %	43	2,3 %
>3 ans	2 058	77,7 %	374	18,2 %	161	7,8 %	53	2,6 %
>2 ans	2 251	85,0 %	467	20,7 %	201	8,9 %	67	3,0 %
>1 an	2 443	92,2 %	556	22,8 %	239	9,8 %	80	3,3 %
Total	2 649	100,0 %	636	24,0 %	261	9,9 %	90	3,4 %

*Le total des révocations est la somme des révocations résultant d'une violation des conditions et des révocations attribuables à la perpétration d'une infraction, avec ou sans violence.

**Le total des révocations pour infraction est la somme des révocations découlant de la perpétration d'une infraction sans violence et des révocations faisant suite à une infraction violente.

Tableau 140

Source : CLCC

PROBABILITÉ de DÉCÈS comparativement à la PROBABILITÉ de RÉVOCATION pour INFRACTION chez les DÉLINQUANTS en LIBERTÉ CONDITIONNELLE TOTALE PURGEANT une PEINE d'une DURÉE INDÉTERMINÉE (entre le 1 ^{er} avril 1994 et le 31 mars 2011)					
Période passée sous surveillance	Décès pendant la période de liberté	N ^{bre} total de révocations pour infraction	Probabilité de décès comparativement à probabilité de perpétration d'une nouvelle infraction	N ^{bre} de révocations pour infraction avec violence	Probabilité de décès comparativement à probabilité de perpétration d'une nouvelle infraction avec violence
>5 ans	312	114	2,7	37	8,4
>4 ans	331	133	2,5	43	7,7
>3 ans	350	161	2,2	53	6,6
>2 ans	376	201	1,9	67	5,6
>1 an	395	239	1,7	80	4,9
Toutes les périodes de liberté cond. totale	431	261	1,7	90	4,8

LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES TOTALES DE RESSORT PROVINCIAL

Tableau 141

Source : CLCC – SGILC

RÉSULTATS des LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES TOTALES de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ PROVINCIALE								
Résultat	2006-2007		2007-2008		2008-2009		2010-2011	
	N^{bre}	%	N^{bre}	%	N^{bre}	%	N^{bre}	%
Achèvement	132	71,4	224	72,3	209	78,3	136	82,9
Révocation pour violation des conditions	43	23,2	70	22,6	53	19,9	26	15,8
Révocation pour infraction								
Sans violence	10	5,4	14	4,5	5	1,9	2	1,2
Avec violence	0	0,0	2	0,6	0	0,0	0	0,0
Total des révocations pour infraction	10	5,4	16	5,2	5	1,9	2	1,2
Total des lib. cond. totales terminées	185	100	310	100	267	100	164	100
							162	100

Tableau 142

Source : CLCC – SGILC

RÉSULTATS des LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES TOTALES de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ PROVINCIALE, par RÉGION											
	Achèvement	Révocation pour violation des conditions		Révocation pour infraction		Total des révocations pour infraction		Total des lib. cond. totales terminées			
		N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%		
2006-2007											
Atlantique	67	69,8	22	22,9	7	7,3	0	0,0	7	7,3	96
Ontario	3	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	3
Prairies	56	78,9	13	18,3	2	2,8	0	0,0	2	2,8	71
Pacifique	6	40,0	8	53,3	1	6,7	0	0,0	1	6,7	15
2007-2008											
Atlantique	84	70,6	28	23,5	6	5,0	1	0,8	7	5,9	119
Québec	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	100,0	1	100,0	1
Ontario	0	0,0	1	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1
Prairies	42	79,2	10	18,9	1	1,9	0	0,0	1	1,9	53
Pacifique	98	72,1	31	22,8	7	5,1	0	0,0	7	5,1	136
2008-2009											
Atlantique	72	74,2	24	24,7	1	1,0	0	0,0	1	1,0	97
Québec	1	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1
Ontario	1	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1
Prairies	42	87,5	6	12,5	0	0,0	0	0,0	0	0,0	48
Pacifique	93	77,5	23	19,2	4	3,3	0	0,0	4	3,3	120
2009-2010											
Atlantique	44	83,0	8	15,1	1	1,9	0	0,0	1	1,9	53
Québec	2	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2
Prairies	41	83,7	8	16,3	0	0,0	0	0,0	0	0,0	49
Pacifique	49	81,7	10	16,7	1	1,7	0	0,0	1	1,7	60
2010-2011											
Atlantique	48	72,7	17	25,8	1	1,5	0	0,0	1	1,5	66
Québec	1	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1
Ontario	1	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1
Prairies	28	87,5	3	9,4	1	3,1	0	0,0	1	3,1	32
Pacifique	54	87,1	6	9,7	2	3,2	0	0,0	2	3,2	62

Nota : La Commission a pris en charge la libération conditionnelle de ressort provincial dans la région du Pacifique le 1^{er} avril 2007.

Nota : Les cas qu'on trouve dans les régions de l'Ontario et du Québec sont des délinquants qui ont été transférés d'autres régions.

Tableau 143

Source : CLCC – SGILC

RÉSULTATS des LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES TOTALES de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ PROVINCIALE durant les CINQ DERNIÈRES ANNÉES (de 2006-2007 à 2010-2011), selon le TYPE d'INFRACTION								
Résultat	Infraction sexuelle visée à l'annexe I		Infraction non sexuelle visée à l'annexe I		Infraction visée à l'annexe II		Infraction non prévue aux annexes	
	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%
Achèvement	49	87,5	208	77,3	254	86,1	322	68,8
Révocation pour violation des conditions	7	12,5	53	19,7	38	12,9	120	25,6
Révocation pour infraction								
Sans violence	0	0,0	7	2,6	3	1,0	25	5,3
Avec violence	0	0,0	1	0,4	0	0,0	1	0,2
Total des révocations pour infraction	0	0,0	8	3,0	3	1,0	26	5,6
Total des lib. cond. totales terminées	56	100	269	100	295	100	468	100

Tableau 144

Source : CLCC – SGILC

RÉSULTATS des LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES TOTALES de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ PROVINCIALE durant les CINQ DERNIÈRES ANNÉES (de 2006-2007 à 2010-2011) – AUTOCHTONES et RACE										
Résultat	Autochtones N ^{bre}	Autochtones %	Asiatiques N ^{bre}	Asiatiques %	Noirs N ^{bre}	Noirs %	Blancs N ^{bre}	Blancs %	Autres N ^{bre}	Autres %
Achèvement	55	71,4	28	96,6	11	73,3	508	75,0	231	79,7
Révocation pour violation des conditions	16	20,8	1	3,4	2	13,3	151	22,3	48	16,6
Révocation pour infraction										
Sans violence	5	6,5	0	0,0	2	13,3	17	2,5	11	3,8
Avec violence	1	1,3	0	0,0	0	0,0	1	0,1	0	0,0
Total des révocations pour infraction	6	7,8	0	0,0	2	13,3	18	2,7	11	3,8
Total des lib. cond. totales terminées	77	100	29	100	15	100	677	100	290	100

Tableau 145

Source : CLCC – SGILC

RÉSULTATS des LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES TOTALES de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ PROVINCIALE durant les CINQ DERNIÈRES ANNÉES (de 2006-2007 à 2010-2011), selon le SEXE				
Résultat	N^{bre}	Hommes	Femmes	
		%	%	
Achèvement	735	76,5	98	77,2
Révocation pour violation des conditions	193	20,1	25	19,7
Révocation pour infraction				
Sans violence	31	3,2	4	3,1
Avec violence	2	0,2	0	0,0
Total des révocations pour infraction	33	3,4	4	3,1
Total des lib. cond. totales terminées	961	100	127	100

RÉSULTATS DES LIBÉRATION D'OFFICE

Tableau 146

Source : CLCC – SGILC

RÉSULTATS des LIBÉRATION D'OFFICE										
Résultat	2006-2007		2007-2008		2008-2009		2009-2010		2010-2011	
	N ^{bre}	%								
Achèvement	3 201	56,6	3 320	56,7	3 490	59,1	3 723	61,1	3 437	62,4
Révocation pour violation des conditions	1 623	28,7	1 712	29,2	1 722	29,1	1 682	27,6	1 516	27,5
Révocation pour infraction										
Sans violence	646	11,4	638	10,9	569	9,6	566	9,3	485	8,8
Avec violence	188	3,3	184	3,1	129	2,2	124	2,0	73	1,3
Total des révocations pour infraction	834	14,7	822	14,0	698	11,8	690	11,3	558	10,1
Total des lib. d'office terminées	5 658	100	5 854	100	5 910	100	6 095	100	5 511	100

Nota : Le tableau comprend également six délinquants sous responsabilité fédérale qui ont été déclarés coupables d'une nouvelle infraction pendant qu'ils étaient en liberté d'office et se sont vu infliger une peine d'une durée indéterminée.

Tableau 147

Source : CLCC – SGILC

	Achèvement	Révocation pour violation des conditions	Révocation pour infraction		Total des révocations pour infraction	N ^{bre} total de lib. d'office terminées
			Sans violence	Avec violence		
Infraction sexuelle visée à l'annexe I						
2006-2007	71,7	24,0	3,0	1,2	4,2	499
2007-2008	74,8	18,5	5,2	1,5	6,7	460
2008-2009	77,1	19,9	2,3	0,6	3,0	472
2009-2010	75,4	20,5	3,3	0,8	4,1	512
2010-2011	80,5	16,0	3,0	0,6	3,6	532
Infraction non sexuelle visée à l'annexe I						
2006-2007	53,5	31,2	10,9	4,4	15,3	2 970
2007-2008	54,3	31,8	9,6	4,4	13,9	3 036
2008-2009	54,4	33,3	8,9	3,4	12,4	3 012
2009-2010	58,4	30,0	8,8	2,8	11,7	3 072
2010-2011	58,0	31,3	8,8	1,9	10,7	2 809
Infraction visée à l'annexe II						
2006-2007	68,9	21,9	7,9	1,4	9,3	508
2007-2008	62,7	26,6	9,7	1,0	10,6	601
2008-2009	68,5	23,7	7,2	0,6	7,8	708
2009-2010	67,7	24,1	7,3	0,9	8,2	873
2010-2011	71,4	21,3	6,8	0,4	7,2	732
Infraction non prévue aux annexes						
2006-2007	53,8	27,6	16,0	2,6	18,6	1 679
2007-2008	54,1	28,5	15,2	2,2	17,3	1 755
2008-2009	58,4	26,7	13,9	1,1	15,0	1 718
2009-2010	58,2	27,2	13,1	1,5	14,6	1 637
2010-2011	59,6	27,6	11,9	1,0	12,9	1 437
Total						
2006-2007	56,6	28,7	11,4	3,3	14,7	5 658*
2007-2008	56,7	29,2	10,9	3,1	14,0	5 854*
2008-2009	59,1	29,1	9,6	2,2	11,8	5 910*
2009-2010	61,1	27,6	9,3	2,0	11,3	6 095*
2010-2011	62,4	27,5	8,8	1,3	10,1	5 511*

*Ces totaux annuels comprennent les libertés d'office terminées de délinquants condamnés à une peine d'une durée déterminée pour un meurtre au deuxième degré. Il s'agit de délinquants qui ont été transférés des États-Unis ou déclarés coupables en vertu des dispositions de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*.

Tableau 148

Source : CLCC – SGILC

	Achèvement	Révocation pour violation des conditions				Révocation pour infraction		Total des révocations pour infraction	Total des lib. d'office terminées
		N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	Sans violence N ^{bre}	Avec violence N ^{bre}		
2006-2007									
Autochtones	630	51,4	408	33,3	150	12,2	38	3,1	188
Asiatiques	50	79,4	11	17,5	2	3,2	0	0,0	2
Noirs	184	60,9	82	27,2	31	10,3	5	1,7	36
Blancs	2 248	57,1	1 089	27,7	454	11,5	143	3,6	597
Autres	89	66,9	33	24,8	9	6,8	2	1,5	11
2007-2008									
Autochtones	670	49,9	453	33,8	178	13,3	41	3,1	219
Asiatiques	48	64,9	22	29,7	4	5,4	0	0,0	4
Noirs	210	66,5	73	23,1	23	7,3	10	3,2	33
Blancs	2 293	57,7	1 128	28,4	422	10,6	129	3,2	551
Autres	99	66,0	36	24,0	11	7,3	4	2,7	15
2008-2009									
Autochtones	756	52,9	514	35,9	131	9,2	29	2,0	160
Asiatiques	66	71,0	17	18,3	8	8,6	2	2,2	10
Noirs	210	64,4	80	24,5	30	9,2	6	1,8	36
Blancs	2 356	60,3	1 075	27,5	386	9,9	90	2,3	476
Autres	102	66,2	36	23,4	14	9,1	2	1,3	16
2009-2010									
Autochtones	751	53,9	459	33,0	162	11,6	21	1,5	183
Asiatiques	77	72,6	20	18,9	8	7,5	1	0,9	9
Noirs	253	71,5	87	24,6	13	3,7	1	0,3	14
Blancs	2 495	61,9	1 067	26,5	371	9,2	99	2,5	470
Autres	147	70,0	49	23,3	12	5,7	2	1,0	14
2010-2011									
Autochtones	717	55,0	429	32,9	134	10,3	23	1,8	157
Asiatiques	78	76,5	19	18,6	5	4,9	0	0,0	5
Noirs	216	65,9	97	29,6	12	3,7	3	0,9	15
Blancs	2 299	64,0	929	25,9	320	8,9	45	1,3	365
Autres	127	68,6	42	22,7	14	7,6	2	1,1	16

Tableau 149

Source : CLCC – SGILC

RÉSULTATS des LIBÉRATIONS d'OFFICE, selon le SEXE										
	Achèvement		Révocation pour violation des conditions		Révocation pour infraction				Total des révocations pour infraction	Total des lib. d'office terminées
			N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	Sans violence	Avec violence		
2006-2007										
Hommes	3 071	56,3	1 568	28,7	630	11,5	187	3,4	817	15,0
Femmes	130	64,4	55	27,2	16	7,9	1	0,5	17	8,4
2007-2008										
Hommes	3 187	56,4	1 651	29,2	628	11,1	180	3,2	808	14,3
Femmes	133	63,9	61	29,3	10	4,8	4	1,9	14	6,7
2008-2009										
Hommes	3 297	58,5	1 662	29,5	554	9,8	127	2,3	681	12,1
Femmes	193	71,5	60	22,2	15	5,6	2	0,7	17	6,3
2009-2010										
Hommes	3 532	60,7	1 617	27,8	549	9,4	121	2,1	670	11,5
Femmes	191	69,2	65	23,6	17	6,2	3	1,1	20	7,2
2010-2011										
Hommes	3 258	62,1	1 445	27,6	470	9,0	72	1,4	542	10,3
Femmes	179	67,3	71	26,7	15	5,6	1	0,4	16	6,0

Tableau 150

Source : CLCC – SGILC

	Achèvement	Révocation pour violation des conditions		Révocation pour infraction		Total des révocations pour infraction		Total des lib. d'office terminées			
		N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	Sans violence	Avec violence				
2006-2007											
Atlantique	298	53,1	191	34,0	54	9,6	18	3,2	72	12,8	561
Québec	761	58,3	352	27,0	131	10,0	62	4,7	193	14,8	1 306
Ontario	857	59,8	372	26,0	166	11,6	37	2,6	203	14,2	1 432
Prairies	864	52,5	533	32,4	205	12,5	44	2,7	249	15,1	1 646
Pacifique	421	59,0	175	24,5	90	12,6	27	3,8	117	16,4	713
2007-2008											
Atlantique	327	54,0	201	33,2	63	10,4	15	2,5	78	12,9	606
Québec	760	58,6	352	27,1	128	9,9	57	4,4	185	14,3	1 297
Ontario	865	59,3	423	29,0	128	8,8	42	2,9	170	11,7	1 458
Prairies	982	54,7	544	30,3	228	12,7	42	2,3	270	15,0	1 796
Pacifique	386	55,4	192	27,5	91	13,1	28	4,0	119	17,1	697
2008-2009											
Atlantique	396	60,5	171	26,1	73	11,1	15	2,3	88	13,4	655
Québec	772	62,5	335	27,1	97	7,9	31	2,5	128	10,4	1 235
Ontario	915	62,4	389	26,5	141	9,6	21	1,4	162	11,1	1 466
Prairies	972	54,2	601	33,5	190	10,6	32	1,8	222	12,4	1 795
Pacifique	435	57,3	226	29,8	68	9,0	30	4,0	98	12,9	759
2009-2010											
Atlantique	407	60,3	185	27,4	76	11,3	7	1,0	83	12,3	675
Québec	811	63,3	358	27,9	76	5,9	37	2,9	113	8,8	1 282
Ontario	923	64,1	378	26,3	117	8,1	21	1,5	138	9,6	1 439
Prairies	1 090	57,2	550	28,9	230	12,1	36	1,9	266	14,0	1 906
Pacifique	492	62,0	211	26,6	67	8,4	23	2,9	90	11,3	793
2010-2011											
Atlantique	399	61,4	193	29,7	51	7,8	7	1,1	58	8,9	650
Québec	783	65,7	325	27,3	71	6,0	12	1,0	83	7,0	1 191
Ontario	909	67,5	303	22,5	117	8,7	18	1,3	135	10,0	1 347
Prairies	910	55,5	511	31,2	192	11,7	27	1,6	219	13,4	1 640
Pacifique	436	63,8	174	26,9	54	7,9	9	1,3	63	9,2	683

[Retour à la section « Résultats »](#)

RÉADMISSIONS APRÈS L'EXPIRATION DU MANDAT

Tableau 151

Source : CLCC

Année où la peine a pris fin	Total des peines terminées	Réadmission pour infraction non violente		Réadmission pour infraction violente		Total des réadmissions dues à une condamnation à une peine de ressort fédéral (infraction violente ou non)	
		N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%
1991-1992	3 810	572	15,0	586	18,0	1 258	33,0
1992-1993	3 873	504	13,0	624	16,1	1 128	29,1
1993-1994	4 011	549	13,7	625	15,6	1 174	29,3
1994-1995	4 433	573	12,9	707	15,9	1 280	28,9
1995-1996	4 675	635	13,6	690	14,8	1 325	28,3
1996-1997	4 648	643	13,8	676	14,5	1 319	28,4
1997-1998	4 564	617	13,5	667	14,6	1 284	28,1
1998-1999	4 476	585	13,1	641	14,3	1 226	27,4
1999-2000	4 313	573	13,3	566	13,1	1 139	26,4
2000-2001	4 529	563	12,4	594	13,1	1 157	25,5
2001-2002	4 583	593	12,9	544	11,9	1 137	24,8
2002-2003	4 550	625	13,7	555	12,2	1 180	25,9
2003-2004	4 425	559	12,6	528	11,9	1 087	24,6
2004-2005	4 447	557	12,5	522	11,7	1 079	24,3
2005-2006	4 494	560	12,5	471	10,5	1 031	22,9
2006-2007	4 525	483	10,7	408	9,0	891	19,7
2007-2008	4 667	435	9,3	385	8,2	820	17,6
2008-2009	4 805	333	6,9	270	5,6	603	12,5
2009-2010	4 988	219	4,4	188	3,8	407	8,2
2010-2011	4 702	73	1,6	45	1,0	118	2,5

Nota : Il se peut que les nombres antérieurs à 1994-1995 soient en deçà de la réalité parce que, lors de la conversion des données effectuée en 1993-1994, le type de libération n'a pas été converti dans tous les cas. Si le type de libération n'était pas indiqué, on présumait que la mise en liberté avait eu lieu à la date d'expiration du mandat.

Tableau 152

Source : CLCC

**RÉADMISSIONS après l'EXPIRATION du MANDAT,
pour EXÉCUTION d'une PEINE de RESSORT FÉDÉRAL,
de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE qui ÉTAIENT
en LIBERTÉ CONDITIONNELLE TOTALE quand leur PEINE a PRIS FIN
(au 31 mars 2011)**

Année où la peine a pris fin	Total des peines terminées N ^{bre}	Réadmission pour infraction non violente		Réadmission pour infraction violente		Total des réadmissions dûes à une condamnation à une peine de ressort fédéral (infraction violente ou non) N ^{bre}	
		N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%
1991-1992	1 329	120	9,0	92	6,9	212	16,0
1992-1993	1 347	98	7,3	74	5,5	172	12,8
1993-1994	1 473	143	9,7	84	5,7	227	15,4
1994-1995	1 543	124	8,0	89	5,8	213	13,8
1995-1996	1 499	118	7,9	71	4,7	189	12,6
1996-1997	1 257	104	8,3	50	4,0	154	12,3
1997-1998	1 201	64	5,3	38	3,2	102	8,5
1998-1999	1 166	62	5,3	24	2,1	86	7,4
1999-2000	1 225	69	5,6	40	3,3	109	8,9
2000-2001	1 334	78	5,8	29	2,2	107	8,0
2001-2002	1 325	75	5,7	31	2,3	106	8,0
2002-2003	1 168	65	5,6	27	2,3	92	7,9
2003-2004	1 047	47	4,5	19	1,8	66	6,3
2004-2005	1 047	50	4,8	13	1,2	63	6,0
2005-2006	984	43	4,4	10	1,0	53	5,4
2006-2007	972	40	4,1	16	1,6	56	5,8
2007-2008	996	30	3,0	6	0,6	36	3,6
2008-2009	1 032	26	2,5	4	0,4	30	2,9
2009-2010	993	10	1,0	2	0,2	12	1,2
2010-2011	1 020	7	0,7	1	0,1	8	0,8

Nota : Il se peut que les nombres concernant les libérations conditionnelles totales avant 1994-1995 soient en deçà de la réalité parce que, lors de la conversion des données effectuée en 1993-1994, le type de libération n'a pas été converti dans tous les cas. Si aucun type de libération n'était indiqué, on présumait que la mise en liberté avait eu lieu à la date d'expiration du mandat.

Tableau 153

Source : CLCC

RÉADMISSIONS après l'EXPIRATION du MANDAT, pour EXÉCUTION d'une PEINE de RESSORT FÉDÉRAL, de DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE qui ÉTAIENT en LIBERTÉ d'OFFICE quand leur PEINE a PRIS FIN (au 31 mars 2011)						
Année où la peine a pris fin	Total des peines terminées	Réadmission pour infraction non violente		Réadmission pour infraction violente		Total des réadmissions dues à une condamnation à une peine de ressort fédéral (infraction violente ou non)
		N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	
1991-1992	1 735	282	16,3	370	21,3	652
1992-1993	1 957	299	15,3	375	19,2	674
1993-1994	2 257	360	16,0	461	20,4	821
1994-1995	2 514	415	16,5	501	19,9	916
1995-1996	2 739	467	17,1	488	17,8	955
1996-1997	2 936	502	17,1	522	17,8	1 024
1997-1998	2 919	507	17,4	493	16,9	1 000
1998-1999	2 945	490	16,6	516	17,5	1 006
1999-2000	2 798	479	17,1	454	16,2	933
2000-2001	2 960	463	15,6	503	17,0	966
2001-2002	3 027	499	16,5	454	15,0	953
2002-2003	3 150	539	17,1	462	14,7	1 001
2003-2004	3 134	488	15,6	457	14,6	945
2004-2005	3 161	481	15,2	461	14,6	942
2005-2006	3 253	502	15,4	407	12,5	909
2006-2007	3 290	424	12,9	364	11,1	788
2007-2008	3 414	386	11,3	342	10,0	728
2008-2009	3 534	296	8,4	233	6,6	529
2009-2010	3 752	199	5,3	168	4,5	367
2010-2011	3 433	63	1,8	43	1,3	106

Nota : Il se peut que les nombres concernant les libérations d'office avant 1994-1995 soient en deçà de la réalité parce que, lors de la conversion des données effectuée en 1993-1994, le type de libération n'a pas été converti dans tous les cas. Si aucun type de libération n'était indiqué, on présumait que la mise en liberté avait eu lieu à la date d'expiration du mandat.

Tableau 154

Source : CLCC

Année où la peine a pris fin	Total des peines terminées	Réadmission pour infraction non violente		Réadmission pour infraction violente		Total des réadmissions dues à une condamnation à une peine de ressort fédéral (infraction violente ou non)	
		N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%
1991-1992	746	170	22,8	224	30,0	394	52,8
1992-1993	569	107	18,8	175	30,8	282	49,6
1993-1994	281	46	16,4	80	28,5	126	44,8
1994-1995	376	34	9,0	117	31,1	151	40,2
1995-1996	437	50	11,4	131	30,0	181	41,4
1996-1997	455	37	8,1	104	22,9	141	31,0
1997-1998	444	46	10,4	136	30,6	182	41,0
1998-1999	365	33	9,0	101	27,7	134	36,7
1999-2000	290	25	8,6	72	24,8	97	33,4
2000-2001	235	22	9,4	62	26,4	84	35,7
2001-2002	231	19	8,2	59	25,5	78	33,8
2002-2003	232	21	9,1	66	28,4	87	37,5
2003-2004	244	24	9,8	52	21,3	76	31,1
2004-2005	239	26	10,9	48	20,1	74	31,0
2005-2006	257	15	5,8	54	21,0	69	26,8
2006-2007	263	19	7,2	28	10,6	47	17,9
2007-2008	257	19	7,4	37	14,4	56	21,8
2008-2009	239	11	4,6	33	13,8	44	18,4
2009-2010	243	10	4,1	18	7,4	28	11,5
2010-2011	249	3	1,2	1	0,4	4	1,6

Nota : Il se peut que les pourcentages concernant les libérations au terme du mandat avant 1994-1995 soient au delà de la réalité parce que, lors de la conversion des données effectuée en 1993-1994, le type de libération n'a pas été converti dans tous les cas. Si aucun type de libération n'était indiqué, on présumait que la mise en liberté avait eu lieu à la date d'expiration du mandat.

Tableau 155

Source : CLCC

**TAUX de RÉADMISSION après l'EXPIRATION du MANDAT
(NOUVELLE PEINE de RESSORT FÉDÉRAL)**
chez les DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE qui ÉTAIENT
en LIBERTÉ CONDITIONNELLE TOTALE quand leur PEINE a PRIS FIN,
selon le TYPE D'INFRACTION (%)
(au 31 mars 2011)

Année où la peine a pris fin	Infr. sexuelle visée à l'annexe I	Infr. non sexuelle visée à l'annexe I	Infr. visée à l'annexe II	Infr. non prévue aux annexes
1991-1992	10,1	16,5	14,7	19,7
1992-1993	7,6	13,3	11,9	15,5
1993-1994	7,7	18,3	12,6	19,5
1994-1995	8,1	13,8	11,8	19,7
1995-1996	8,2	12,8	9,5	18,6
1996-1997	6,5	12,3	12,6	14,8
1997-1998	2,9	8,3	9,2	10,3
1998-1999	1,8	7,2	6,4	11,6
1999-2000	2,1	11,7	7,4	11,4
2000-2001	1,2	7,0	7,2	15,1
2001-2002	1,5	7,7	6,5	14,1
2002-2003	5,1	7,2	8,2	9,2
2003-2004	2,9	5,0	5,1	11,7
2004-2005	1,0	5,5	4,6	11,2
2005-2006	1,0	3,9	4,0	10,0
2006-2007	1,3	6,4	3,9	9,2
2007-2008	1,2	1,8	2,8	7,4
2008-2009	0,0	0,9	1,8	7,4
2009-2010	0,0	1,1	0,8	2,4
2010-2011	0,0	1,0	0,8	0,8

Nota : Il se peut que les nombres concernant les libérations conditionnelles totales avant 1994-1995 soient en deçà de la réalité parce que, lors de la conversion des données effectuée en 1993-1994, le type de libération n'a pas été converti dans tous les cas. Si aucun type de libération n'était indiqué, on présumait que la mise en liberté avait eu lieu à la date d'expiration du mandat.

Tableau 156

Source : CLCC

TAUX de RÉADMISSION après l'EXPIRATION du MANDAT (NOUVELLE PEINE de RESSORT FÉDÉRAL) chez les DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE qui étaient en LIBERTÉ d'OFFICE quand leur PEINE a PRIS FIN, selon le TYPE D'INFRACTION (%) (au 31 mars 2011)				
Année où la peine a pris fin	Infr. sexuelle visée à l'annexe I	Infr. non sexuelle visée à l'annexe I	Infr. visée à l'annexe II	Infr. non prévue aux annexes
1991-1992	21,4	38,7	34,0	46,2
1992-1993	21,8	36,6	28,2	39,5
1993-1994	23,6	37,5	23,4	46,9
1994-1995	19,3	38,1	32,2	45,5
1995-1996	17,5	35,2	27,6	47,5
1996-1997	14,5	36,7	27,5	47,2
1997-1998	16,3	36,2	26,4	45,2
1998-1999	14,7	35,3	30,5	47,7
1999-2000	13,4	33,9	26,7	48,8
2000-2001	15,9	34,9	22,7	44,8
2001-2002	12,3	31,5	26,0	44,5
2002-2003	12,1	31,6	26,0	44,9
2003-2004	10,8	30,1	27,3	41,5
2004-2005	9,3	30,2	21,6	42,0
2005-2006	8,9	27,4	23,0	38,4
2006-2007	7,0	22,6	18,8	34,4
2007-2008	6,6	21,5	16,1	28,0
2008-2009	3,0	13,7	8,2	24,1
2009-2010	1,4	10,3	7,9	13,1
2010-2011	0,0	2,1	1,7	7,2

Nota : Il se peut que les pourcentages concernant les libérations d'office avant 1994-1995 soient en deçà de la réalité parce que, lors de la conversion des données effectuée en 1993-1994, le type de libération n'a pas été converti dans tous les cas. Si aucun type de libération n'était indiqué, on présumait que la mise en liberté avait eu lieu à la date d'expiration du mandat.

Tableau 157

Source : CLCC

TAUX de RÉADMISSION après l'EXPIRATION du MANDAT (NOUVELLE PEINE de RESSORT FÉDÉRAL) chez les DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE qui ont été LIBÉRÉS à la FIN de leur MANDAT, selon le TYPE D'INFRACTION (%) (au 31 mars 2011)				
Année où la peine a pris fin	Infr. sexuelle visée à l'annexe I	Infr. non sexuelle visée à l'annexe I	Infr. visée à l'annexe II	Infr. non prévue aux annexes
1991-1992	38,4	53,4	52,8	61,1
1992-1993	43,6	50,7	35,7	55,1
1993-1994	30,0	50,5	37,5	63,2
1994-1995	31,3	45,0	50,0	53,3
1995-1996	35,1	41,0	60,0	66,7
1996-1997	21,6	38,7	45,5	42,5
1997-1998	32,4	47,1	42,9	62,5
1998-1999	32,7	39,3	0,0	75,0
1999-2000	25,3	40,0	100,0	50,0
2000-2001	32,5	34,4	50,0	64,7
2001-2002	25,5	38,9	25,0	52,4
2002-2003	23,4	50,0	25,0	52,9
2003-2004	23,8	35,3	50,0	44,4
2004-2005	19,5	37,5	100,0	56,5
2005-2006	14,2	35,1	60,0	34,4
2006-2007	9,0	21,5	33,3	30,0
2007-2008	13,8	26,5	20,0	31,7
2008-2009	4,9	21,7	12,5	44,8
2009-2010	8,0	13,3	0,0	15,4
2010-2011	0,0	1,6	0,0	8,3

Nota : Il se peut que les pourcentages concernant les libérations au terme du mandat avant 1994-1995 soient au delà de la réalité parce que, lors de la conversion des données effectuée en 1993-1994, le type de libération n'a pas été converti dans tous les cas. Si aucun type de libération n'était indiqué, on présumait que la mise en liberté avait eu lieu à la date d'expiration du mandat.

Tableau 158

Source : CLCC

**TAUX de RÉADMISSION après l'EXPIRATION du MANDAT
(NOUVELLE PEINE de RESSORT FÉDÉRAL)**
chez les DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE qui ÉTAIENT
en LIBERTÉ CONDITIONNELLE TOTALE quand leur PEINE a PRIS FIN –
AUTOCHTONES et RACE (%)
(au 31 mars 2011)

Année où la peine a pris fin	Autochtones	Asiatiques	Noirs	Blancs	Autres
1991-1992	13,6	20,0	10,6	16,5	11,3
1992-1993	28,3	0,0	17,4	12,4	5,2
1993-1994	23,8	12,5	12,1	15,1	14,8
1994-1995	28,4	0,0	6,3	13,9	3,7
1995-1996	18,6	9,1	7,8	13,4	0,0
1996-1997	20,9	4,4	13,3	12,4	3,6
1997-1998	7,7	6,8	4,9	9,4	2,9
1998-1999	6,7	9,2	2,6	8,3	3,1
1999-2000	16,5	7,2	3,4	9,4	5,1
2000-2001	9,5	5,2	3,0	9,3	3,7
2001-2002	6,5	9,2	6,1	8,8	1,3
2002-2003	16,3	7,5	4,0	7,7	4,7
2003-2004	13,5	2,7	2,0	6,5	5,3
2004-2005	10,0	2,9	4,7	6,0	5,9
2005-2006	9,5	1,5	5,7	5,7	1,3
2006-2007	6,0	3,4	1,4	7,2	0,0
2007-2008	5,9	2,2	1,4	3,9	1,7
2008-2009	8,2	0,0	0,0	3,3	1,4
2009-2010	3,1	1,0	1,3	1,2	0,0
2010-2011	2,4	1,1	0,0	0,7	0,0

Nota : Il se peut que les pourcentages concernant les libérations conditionnelles totales avant 1994-1995 soient en deçà de la réalité parce que, lors de la conversion des données effectuée en 1993-1994, le type de libération n'a pas été converti dans tous les cas. Si aucun type de libération n'était indiqué, on présumait que la mise en liberté avait eu lieu à la date d'expiration du mandat.

Tableau 159

Source : CLCC

**TAUX de RÉADMISSION après l'EXPIRATION du MANDAT
(NOUVELLE PEINE de RESSORT FÉDÉRAL)
chez les DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE
qui étaient en LIBERTÉ d'OFFICE quand leur PEINE a PRIS FIN –
AUTOCHTONES et RACE (%)
(au 31 mars 2011)**

Année où la peine a pris fin	Autochtones	Asiatiques	Noirs	Blancs	Autres
1991-1992	45,4	20,0	43,1	36,8	16,7
1992-1993	39,7	9,1	34,2	33,9	17,2
1993-1994	43,6	40,0	35,5	35,4	34,5
1994-1995	43,9	28,0	32,3	35,6	19,4
1995-1996	42,5	62,5	26,8	34,6	14,3
1996-1997	41,6	6,3	30,1	34,8	8,5
1997-1998	38,7	15,1	26,2	35,2	17,5
1998-1999	40,9	21,1	25,1	34,1	14,8
1999-2000	36,8	23,8	22,5	34,4	15,3
2000-2001	36,7	16,4	23,1	33,9	13,3
2001-2002	33,9	14,5	29,3	31,7	18,4
2002-2003	35,6	17,5	27,7	32,2	14,3
2003-2004	35,7	15,0	27,1	29,9	16,1
2004-2005	35,0	21,2	23,6	29,5	24,6
2005-2006	33,8	9,7	20,2	27,6	15,7
2006-2007	27,8	16,0	20,5	23,9	12,0
2007-2008	22,0	5,9	15,6	21,8	21,8
2008-2009	15,8	5,9	9,4	15,9	6,8
2009-2010	11,9	0,0	3,6	10,0	7,6
2010-2011	4,2	1,3	0,9	3,1	0,0

Nota : Il se peut que les pourcentages concernant les libérations d'office avant 1994-1995 soient en deçà de la réalité parce que, lors de la conversion des données effectuée en 1993-1994, le type de libération n'a pas été converti dans tous les cas. Si aucun type de libération n'était indiqué, on présumait que la mise en liberté avait eu lieu à la date d'expiration du mandat.

Tableau 160

Source : CLCC

Année où la peine a pris fin	TAUX de RÉADMISSION après l'EXPIRATION du MANDAT (NOUVELLE PEINE de RESSORT FÉDÉRAL) chez les DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE qui ont été LIBÉRÉS à la FIN de leur MANDAT – AUTOCHTONES et RACE (%) (au 31 mars 2011)				
	Autochtones	Asiatiques	Noirs	Blancs	Autres
1991-1992	56,4	50,0	50,0	52,1	20,0
1992-1993	57,8	0,0	42,9	47,7	0,0
1993-1994	48,1	0,0	21,4	46,7	0,0
1994-1995	50,0	50,0	31,6	37,3	14,3
1995-1996	45,9	100,0	37,5	39,7	37,5
1996-1997	44,6	100,0	30,0	26,1	10,0
1997-1998	46,0	25,0	40,9	38,7	50,0
1998-1999	40,7	0,0	43,8	35,5	0,0
1999-2000	43,6	20,0	28,6	31,0	11,1
2000-2001	39,0	0,0	25,0	36,6	14,3
2001-2002	40,3	66,7	33,3	31,7	11,1
2002-2003	43,1	0,0	50,0	34,3	25,0
2003-2004	42,5	28,6	28,6	26,4	20,0
2004-2005	36,8	0,0	25,0	28,3	33,3
2005-2006	32,3	50,0	28,0	24,5	16,7
2006-2007	22,1	0,0	13,0	17,6	0,0
2007-2008	29,2	50,0	6,7	21,2	22,2
2008-2009	21,3	0,0	15,0	17,8	22,2
2009-2010	13,4	0,0	6,3	11,2	7,1
2010-2011	1,2	0,0	5,9	1,7	0,0

Nota : Il se peut que les nombres concernant les libérations au terme du mandat avant 1994-1995 soient au delà de la réalité parce que, lors de la conversion des données effectuée en 1993-1994, le type de libération n'a pas été converti dans tous les cas. Si aucun type de libération n'était indiqué, on présumait que la mise en liberté avait eu lieu à la date d'expiration du mandat.

Tableau 161

Source : CLCC

**TAUX de RÉADMISSION après l'EXPIRATION du MANDAT
(NOUVELLE PEINE de RESSORT FÉDÉRAL)
chez les DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE qui ÉTAIENT
en LIBERTÉ CONDITIONNELLE TOTALE quand leur PEINE a PRIS FIN,
par RÉGION (%)
(au 31 mars 2011)**

Année où la peine a pris fin	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Pacifique
1991-1992	26,1	21,2	10,3	15,7	2,7
1992-1993	18,8	11,9	11,5	15,5	8,0
1993-1994	21,8	16,8	11,2	20,5	4,8
1994-1995	25,6	13,4	11,5	14,0	3,8
1995-1996	24,5	12,2	8,3	12,3	11,9
1996-1997	17,0	13,5	10,7	11,1	8,2
1997-1998	16,4	8,6	4,7	10,4	4,7
1998-1999	16,7	7,0	5,7	6,9	3,4
1999-2000	17,9	8,9	5,1	9,2	7,0
2000-2001	11,3	9,5	5,4	8,3	6,3
2001-2002	10,5	7,3	7,8	8,5	5,6
2002-2003	14,8	4,0	6,7	9,2	7,6
2003-2004	10,7	5,5	5,3	7,0	4,8
2004-2005	10,3	3,0	5,7	5,6	11,1
2005-2006	6,5	5,2	5,0	5,5	5,3
2006-2007	8,5	2,9	4,1	8,6	6,9
2007-2008	4,6	3,4	2,9	4,5	2,6
2008-2009	4,1	1,2	2,2	4,2	3,9
2009-2010	2,3	0,0	0,8	1,3	3,2
2010-2011	0,0	0,4	1,2	0,4	3,1

Nota : Il se peut que les pourcentages concernant les libérations conditionnelles totales avant 1994-1995 soient en deçà de la réalité parce que, lors de la conversion des données effectuée en 1993-1994, le type de libération n'a pas été converti dans tous les cas. Si aucun type de libération n'était indiqué, on présumait que la mise en liberté avait eu lieu à la date d'expiration du mandat.

Tableau 162

Source : CLCC

TAUX de RÉADMISSION après l'EXPIRATION du MANDAT (NOUVELLE PEINE de RESSORT FÉDÉRAL) chez les DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE qui étaient en LIBERTÉ d'OFFICE quand leur PEINE a PRIS FIN, par RÉGION (%) (au 31 mars 2011)					
Année où la peine a pris fin	Atlantique	Québec	Ontario	Prairie	Pacifique
1991-1992	51,2	42,8	33,7	33,8	30,3
1992-1993	42,8	40,8	29,6	32,8	27,2
1993-1994	49,0	40,1	30,5	35,3	32,6
1994-1995	48,2	39,6	30,2	36,1	32,3
1995-1996	49,0	38,5	25,1	35,8	31,9
1996-1997	39,8	38,0	29,5	34,6	33,1
1997-1998	41,6	38,5	27,0	33,4	32,6
1998-1999	42,6	32,9	29,4	36,4	33,7
1999-2000	48,3	31,6	27,1	35,0	33,3
2000-2001	48,1	33,3	27,0	31,1	35,1
2001-2002	41,0	32,2	28,8	29,0	33,5
2002-2003	38,7	32,4	27,6	32,3	32,6
2003-2004	36,5	26,8	28,4	29,1	38,5
2004-2005	41,0	25,2	26,6	28,4	40,2
2005-2006	33,5	25,0	25,1	28,7	32,8
2006-2007	30,1	21,9	21,3	23,1	30,2
2007-2008	28,6	20,4	19,3	19,0	27,3
2008-2009	18,7	12,0	13,9	13,4	22,3
2009-2010	12,6	8,0	7,4	9,8	14,8
2010-2011	4,9	2,3	2,3	3,3	3,9

Nota : Il se peut que les nombres concernant les libérations d'office avant 1994-1995 soient en deçà de la réalité parce que, lors de la conversion des données effectuée en 1993-1994, le type de libération n'a pas été converti dans tous les cas. Si aucun type de libération n'était indiqué, on présumait que la mise en liberté avait eu lieu à la date d'expiration du mandat.

Tableau 163

Source : CLCC

**TAUX de RÉADMISSION après l'EXPIRATION du MANDAT
(NOUVELLE PEINE de RESSORT FÉDÉRAL)
chez les DÉLINQUANTS sous RESPONSABILITÉ FÉDÉRALE
qui ont été LIBÉRÉS à la FIN de leur MANDAT,
par RÉGION (%)
(au 31 mars 2011)**

Année où la peine a pris fin	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Pacifique
1991-1992	75,4	61,8	41,1	52,4	43,0
1992-1993	66,0	55,1	49,6	49,5	35,4
1993-1994	70,4	52,6	27,6	50,6	38,1
1994-1995	54,8	54,5	26,5	45,6	30,8
1995-1996	35,5	48,6	35,5	46,8	37,1
1996-1997	35,6	30,0	25,4	40,0	20,8
1997-1998	56,3	45,8	27,8	40,6	41,2
1998-1999	41,7	39,1	37,0	32,8	37,5
1999-2000	33,3	38,9	34,3	35,1	24,5
2000-2001	50,0	42,4	27,1	40,5	27,8
2001-2002	37,5	50,0	31,6	25,9	25,0
2002-2003	41,4	44,1	33,3	35,8	39,4
2003-2004	48,4	43,8	14,3	34,7	18,9
2004-2005	35,3	30,4	23,8	39,7	25,9
2005-2006	32,1	22,7	21,7	36,8	26,1
2006-2007	16,0	17,3	15,1	20,6	21,9
2007-2008	32,1	24,7	15,0	20,3	20,7
2008-2009	6,3	26,0	15,2	20,0	10,3
2009-2010	0,0	7,8	14,3	15,2	5,0
2010-2011	0,0	1,6	1,5	2,8	0,0

Nota : Il se peut que les pourcentages concernant les libérations au terme du mandat avant 1994-1995 soient au delà de la réalité parce que, lors de la conversion des données effectuée en 1993-1994, le type de libération n'a pas été converti dans tous les cas. Si aucun type de libération n'était indiqué, on présumait que la mise en liberté avait eu lieu à la date d'expiration du mandat.

Retour à la section « Réadmissions après l'expiration du mandat »

APPLICATION TRANSPARENTE ET RESPONSABLE DU PROCESSUS DE MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION

Tableau 164

Source : CLCC

Année	CONTACTS avec les VICTIMES										
	Atlantique		Québec		Ontario		Prairies	Pacifique	Canada		
	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}		
2006-2007	2 530	12	2 791	13	5 095	24	3 863	18	7 155	33	21 434
2007-2008	3 008	15	3 199	16	4 790	23	3 327	16	6 133	30	20 457
2008-2009	2 854	14	3 446	17	4 719	24	3 700	18	5 320	27	20 039
2009-2010	2 792	13	3 417	15	4 618	21	4 295	19	7 059	32	22 181
2010-2011	3 014	13	3 778	17	5 496	24	4 381	19	5 814	26	22 483

Tableau 165

Source : CLCC

Année	OBSERVATEURS aux AUDIENCES										
	Atlantique		Québec		Ontario		Prairies	Pacifique	Canada		
	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	N ^{bre}	N ^{bre}		
2006-2007	282	14	519	25	655	32	324	16	275	13	2 055
2007-2008	181	9	255	13	951	48	175	9	412	21	1 974
2008-2009	101	5	305	16	941	49	297	16	260	14	1 904
2009-2010	107	5	365	16	1 142	51	376	17	244	11	2 234
2010-2011	198	9	333	14	1 303	56	232	10	245	11	2 311

Tableau 166

Source : CLCC

Année	AUDIENCES TENUES en PRÉSENCE d'OBSERVATEURS										
	Atlantique		Québec		Ontario		Prairies	Pacifique	Canada		
	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	%	N ^{bre}	N ^{bre}	N ^{bre}		
2006-2007	65	8	138	16	432	50	135	16	95	11	865
2007-2008	62	8	87	11	417	54	89	11	119	15	774
2008-2009	106	13	123	15	396	49	113	14	65	8	803
2009-2010	32	4	193	23	399	47	146	17	74	9	844
2010-2011	64	7	194	20	514	54	109	11	67	7	948

Tableau 167

Source : CLCC

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Audiences avec déclaration	90	110	101	111	152	139	112	127	137
Déclarations en personne	135	162	149	169	252	244	192	231	237
par vidéoconférence	97	114	114	132	216	215	181	210	211
par téléconférence	-	-	-	-	-	-	-	-	2
sur bande audio	23	35	23	32	30	24	6	8	14
sur bande vidéo ou DVD	15	13	12	5	6	5	1	4	5
Déclarations demandées, mais n'ont pas eu lieu à cause :	75	37	34	49	47	32	18	13	10
du délinquant	43	8	14	25	14	13	13	2	6
de la victime	22	18	18	20	30	17	4	10	4
de la CLCC	9	10	2	4	3	2	1	1	-
du SCC	1	1	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 168

Source : CLCC

DÉCLARATIONS de VICTIMES aux AUDIENCES 2010-2011						
	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Pacifique	Canada
Audiences avec déclaration	21	22	33	27	34	137
Déclarations	34	36	69	41	57	237
en personne	29	31	61	39	51	211
par vidéoconférence	1	-	3	1	-	5
par téléconférence	-	-	2	-	-	2
sur bande audio	4	3	2	-	5	14
sur bande vidéo ou DVD	0	2	1	1	1	5
Déclarations demandées, mais n'ont pas eu lieu à cause :	1	3	-	6	-	10
du délinquant	-	2	-	4	-	6
de la victime	1	1	-	2	-	4
de la CLCC	-	-	-	-	-	-
du SCC	-	-	-	-	-	-
Principale infraction subie par la victime						
Agression armée	-	-	-	-	1	1
Agression sexuelle	4	4	7	5	7	27
Attentat à la pudeur	-	-	-	-	-	-
Conduite avec facultés affaiblies causant la mort	2	-	6	4	1	13
Conduite avec facultés affaiblies et conduite avec facultés affaiblies causant des lésions corporelles	-	-	-	-	-	-
Conduite dangereuse causant la mort	4	-	-	-	-	4
Contacts sexuels	-	2	-	2	-	4
Exploitation à des fins sexuelles	-	-	-	-	-	-
Fraude	-	-	1	-	1	2
Homicide involontaire coupable	5	7	10	6	8	36
Inceste	-	2	-	-	-	2
Infraction de lésions corporelles	-	-	-	-	-	-
Menaces	-	-	1	-	-	1
Menaces de mort	-	1	-	-	-	1
Meurtre	8	15	39	11	33	106
Négligence criminelle entraînant la mort	1	-	1	-	2	4
Séquestration	-	-	-	-	-	-
Tentative de meurtre	5	-	-	3	1	9
Violence conjugale	1	2	-	-	-	3
Voies de fait	3	-	-	1	-	4
Voies de fait graves	1	1	4	2	2	10
Vol qualifié	-	-	-	-	-	-
Autres	-	2	-	7	1	10

Tableau 169

Source : CLCC

DÉCISIONS CONSIGNÉES au REGISTRE qui ont été COMMUNIQUÉES

Année	Atlantique N ^{bre} %	Québec N ^{bre} %	Ontario N ^{bre} %	Prairies N ^{bre} %	Pacifique N ^{bre} %	Canada N ^{bre}
2006-2007	735 13	1 073 18	1 207 21	1 079 18	1 777 30	5 871
2007-2008	934 15	1 095 18	1 015 17	1 001 16	2 053 34	6 098
2008-2009	720 12	1 193 19	1 057 17	1 538 25	1 632 27	6 140
2009-2010	531 9	883 15	991 17	1 230 21	2 086 36	5 721
2010-2011	648 11	976 17	1 118 20	1 295 23	1 652 29	5 689

Retour à la section « Application transparente et responsable du processus de mise en liberté sous condition »

DÉCISIONS RELATIVES AU PARDON ET RECOMMANDATIONS CONCERNANT LA CLÉMENCE

Tableau 170

Source : CLCC

NOMBRE ANNUEL de DEMANDES de PARDON REÇUES et ACCEPTÉES							
Demandes	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Reçues	16 912	16 958	27 946	26 519	30 398	35 784	32 106
Acceptées	16 696	19 681	12 705	27 203	28 239	27 501	24 842
Pourcentage d'acceptation	99	116	45	103	93	77	77
							51

Tableau 171

Source : CLCC

NOMBRE ANNUEL de PARDONS OCTROYÉS/DÉLIVRÉS et de PARDONS REFUSÉS							
Décision	2006-2007 N ^{bre} %	2007-2008 N ^{bre} %	2008-2009 N ^{bre} %	2009-2010 N ^{bre} %	2010-2011 N ^{bre} %		
Octroyés	7 076	48	14 514	58	30 317	75	16 250
Délivrés	7 672	52	10 332	41	9 311	23	7 889
Total partiel	14 748	99	24 846	99	39 628	98	24 139
Refusés	103	1	175	1	800	2	437
Total	14 851	100	25 021	100	40 428	100	24 576
							12 379
							100

Nota : Si l'on additionne le pourcentage d'octrois et le pourcentage de délivrances pour une année donnée, le chiffre obtenu n'égale pas toujours le total partiel, qui correspond à la proportion totale de pardons octroyés/délivrés, parce que les nombres ont été arrondis.

Tableau 172

Source : CLCC

NOMBRE ANNUEL de RÉVOCATIONS						
	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Pardons révoqués par la CLCC	79	133	34	123	194	71
Pardons annulés par la GRC	377	2 252	533	543	681	1 043
Pardons annulés par la CLCC		12	14	41	46	12
Total	456	2 397	581	707	921	1 126

Tableau 173

Source : CLCC

Année	TAUX de RÉVOCATION/d'ANNULATION de PARDONS			
	N ^{bre} cumulatif de pardons octroyés/délivrés jusqu'ici	N ^{bre} de pardons révoqués/annulés pendant l'année	N ^{bre} cumulatif de pardons révoqués/annulés	Taux cumulatif de révocation/d'annulation (%)
1997-1998	234 779	666	6 046	2,58
1998-1999	240 255	684	6 730	2,80
1999-2000	246 116	643	7 373	3,00
2000-2001	260 311	542	7 915	3,04
2001-2002	276 956	463	8 378	3,03
2002-2003	291 392	902	9 280	3,18
2003-2004	306 985	1 314	10 594	3,45
2004-2005	329 530	557	11 151	3,38
2005-2006	337 883	456	11 607	3,44
2006-2007	352 631	2 397	14 004	3,97
2007-2008	377 477	581	14 585	3,86
2008-2009	417 105	707	15 292	3,67
2009-2010	441 244	921	16 213	3,67
2010-2011	453 330	1 126	17 339	3,82

Nota : On obtient le taux cumulatif de révocation/d'annulation en divisant le nombre cumulatif de pardons révoqués/annulés par le nombre cumulatif de pardons octroyés/délivrés jusqu'à présent.

Tableau 174

Source : CLCC

TEMPS REQUIS en MOYENNE POUR TRAITER une DEMANDE de PARDON ACCEPTÉE						
	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
N ^{bre} de demandes acceptées	12 705	27 203	28 239	27 501	24 842	16 311
N ^{bre} de demandes traitées	8 549	14 851	25 021	40 428	24 576	12 379
Temps de traitement moyen	11 mois	13 mois	10 mois	3,5 mois*	2,1 mois*	3,5 mois*

Nota : Les cas de révocation traités par la Commission ne sont pas inclus dans ce tableau.

*Cela ne comprend pas le temps requis pour traiter les cas où le pardon a été refusé, qui a été de 12,2 mois en moyenne en 2010-2011.

Tableau 175

Source : CLCC

RE COURS en GRÂCE											
	Jusqu'en 2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Total
Demandes	698	11	29	21	18	18	24	21	37	31	908
Octrois	181	0	0	0	1	1	2	0	1	0	186
Refus	108	2	0	1	1	2	0	1	2	0	117
Abandons	393	16	4	26	19	22	14	21	15	32	562

Nota : Ces chiffres sont basés sur l'année civile.

Retour à la section « Décisions relatives au pardon et recommandations concernant la clémence »

SERVICES INTERNES

Tableau 176

Source : CLCC

DÉPENSES par ACTIVITÉ de PROGRAMME* (en millions de dollars)								
Année	Décisions relatives à la mise en liberté sous condition		Application transparente et responsable du processus de mise en liberté sous condition		Décisions relatives au pardon et recommandations concernant la clémence		Services internes	Total de la CLCC
2006-2007	33,9 \$	78 %	6,7 \$	15 %	2,8 \$	6 %	0,0 \$	0 %
2007-2008	34,3 \$	79 %	6,2 \$	14 %	2,9 \$	7 %	0,0 \$	0 %
2008-2009	38,4 \$	79 %	7,1 \$	15 %	3,1 \$	6 %	0,0 \$	0 %
2009-2010	34,0 \$	72 %	6,1 \$	13 %	2,8 \$	6 %	4,4 \$	9 %
2010-2011	33,8 \$	73 %	5,7 \$	12 %	2,1 \$	5 %	4,4 \$	10 %

*Depuis l'exercice 2005-2006, les rapports doivent être présentés en fonction des résultats stratégiques plutôt que des secteurs d'activité, à la demande du receveur général et du Secrétariat du Conseil du Trésor. Le tableau a donc été converti pour être conforme à cette nouvelle exigence. Cependant, étant donné que la Commission a un seul résultat stratégique, le tableau montre les dépenses pour chaque activité de programme.

Tableau 177

Source : CLCC

EFFECTIF (EMPLOYÉS) de la COMMISSION des LIBÉRATION CONDITIONNELLES du Canada (au 9 mai 2011)						
Région	Femmes	Homme s	Total	Profil linguistique		Bilingues N ^{bre} %
	Anglais	Français				
Bureau national	93	37	130	57	73	103 79
Atlantique	33	2	35	16	19	22 63
Québec	47	9	56	1	55	45 80
Ontario	44	5	49	46	3	6 12
Prairies	53	14	67	66	1	5 7
Pacifique	43	8	51	49	2	5 10
Canada	313	75	388	235	153	186 48 %
Pourcentage	81 %	19 %	100 %	61 %	39 %	

Tableau 178

Source : CLCC

EFFECTIF (MEMBRES) de la COMMISSION des LIBÉRATION CONDITIONNELLES du CANADA (au 21 juin 2011)						
Région	Femmes	Hommes	Total	Profil linguistique		Bilinguisme N ^{bre} %
	Anglais	Français				
Bureau national	2	3	5	2	3	4 80
Atlantique	4	7	11	7	4	5 45
Québec	5	9	14	2	12	10 71
Ontario	5	14	19	19	0	1 5
Prairies	6	13	19	19	0	0 0
Pacifique	7	6	13	13	0	0 0
Canada	29	52	81	62	19	20 25 %
Pourcentage	36 %	64 %	100 %	77 %	23 %	

Retour à la section « Services internes »